ASSEMBLÉE NATIONALE
QUÉBEC

Les bibliothèques et les institutions parlementaires du XVIIIe siècle à nos jours

Colloque

Verrière « Je puise mais n'épuise »

BIBLIOTHÈQUE
1802-2002
ASSEMBLÉE NATIONALE

BIBLIOGRAPHIE ET DOCUMENTATION, 46

Les bibliothèques et les institutions parlementaires

du XVIII^e siècle à nos jours

Colloque

Bibliographie et documentation, 46

Les bibliothèques et les institutions parlementaires du XVIII^e siècle à nos jours

Actes du colloque tenu à l'occasion du deuxième centenaire
de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec
24 septembre 2002

Publiés sous la direction de
Gaston Bernier
Gilles Gallichan
et Ross Gordon

Québec
Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec
2003

Éléments de catalogage
Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec

Les bibliothèques et les institutions parlementaires du XVIII^e siècle à nos jours : actes du colloque tenu à l'occasion du deuxième centenaire de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec, 24 septembre 2002 / publiés sous la direction de Gaston Bernier, Gilles Gallichan et Ross Gordon. — Québec : Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 2003.
p. — (Bibliographie et documentation ; 46)

I. Bibliothèques gouvernementales, administratives, etc. - Histoire - Congrès. I. Bernier Gaston, 1938- II. Gallichan, Gilles, 1951- III. Gordon, Ross. IV. Colloque « Les bibliothèques et les institutions parlementaires du XVIII^e siècle à nos jours » (2002 : Québec, Québec). V. Québec (Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. VI. Collection.

027.509

A11B5
B52/46

Dépôt légal - 4^e trimestre 2003
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN : 2-550-41838-7

Table des matières

Mot du président de l'Assemblée nationale du Québec 7

Mot du directeur de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec 9

Introduction : les bibliothèques des assemblées et leur histoire 11

Conférences

Les bibliothèques parlementaires de la France au XIX^e siècle 17
Jacques Hellemans

Les bibliothèques parlementaires de la Belgique au XIX^e siècle 47
Jacques Hellemans

American First Legislative Libraries 61
Susan Southworth

La bibliothèque parlementaire, l'État et le droit au Québec 67
Gilles Gallichan

La Bibliothèque de l'Assemblée législative ontarienne 75
Fiona Watson

A Brief History in Time : the Nova Scotia Legislative Library 87
Margaret F. Murphy

Edith Gostick, Alberta Legislature Librarian, 1940-1959 97
Sandra E. Perry

The Early History of the Saskatchewan Legislative Library : a Pioneering Vision, 1886-1927 119
Marian J. Powell

The British Columbia Legislative Library : Shaped by its Past 131
Joan A. Barton

An Architectural History of the Library of Parliament in Ottawa 137
Ross Gordon

History of the Library of Parliament 147
Richard Paré

Synthèse de la journée 153
Jocelyn Saint-Pierre

Complément

La Bibliothèque de l'Assemblée manitobaine 157

Chronology of the New Brunswick Legislative Library 161

A Brief History of the Legislative Library of Newfoundland and Labrador 165

History of the Legislative Library of the Northwest Territories 169

Legislative Library of Nunavut 175

La Bibliothèque de *Province House*, Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard 177

Les bibliothèques parlementaires de Grande-Bretagne 181

Liste des conférenciers 183

Résumés des communications 185

Mot du président de l'Assemblée nationale du Québec

La Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec est l'une des plus anciennes des parlements occidentaux. Son deuxième centenaire, souligné au cours de 2002, a été l'occasion de rencontres, de découvertes et de réflexions. Plusieurs activités ont permis de multiplier les contacts entre les députés, le public, le personnel de l'Assemblée et celui de la Bibliothèque; de découvrir un riche patrimoine de documentation et de savoir-faire, et de réfléchir au rôle fondamental des bibliothèques dans la vie et au fonctionnement des assemblées parlementaires. On a en effet multiplié les contacts entre les députés, le public, le personnel de l'Assemblée et celui de la Bibliothèque, on a pu découvrir un riche patrimoine de documentation et de savoir-faire et on a eu l'occasion de réfléchir au rôle fondamental des bibliothèques dans la vie et le fonctionnement des assemblées parlementaires.

C'est dans le cadre du deuxième centenaire de la Bibliothèque que s'est tenu en nos murs, en septembre 2002, le colloque international sur l'histoire des bibliothèques parlementaires au Canada et dans le monde occidental. Le présent recueil des actes du colloque, enrichi de textes complémentaires sur l'évolution de plusieurs bibliothèques législatives, témoigne de cette fructueuse rencontre qui aura été un autre de ces moments privilégiés de découvertes et de réflexions. Aux membres de l'Association des bibliothécaires parlementaires du Canada se sont joints des collègues venus des États-Unis et de Belgique pour enrichir nos connaissances et notre compréhension des origines et de l'évolution des bibliothèques des institutions démocratiques.

Les textes publiés ici nous révèlent que depuis deux siècles à l'Est comme à l'Ouest, autour de tous les parlements, du plus prestigieux au plus modeste, du plus ancien au plus moderne, des bibliothèques ont vu le jour et ont grandi contre vents et marées, malgré les crises politiques et les révolutions, grâce à des hommes et à des femmes de culture et de vision.

La leçon des générations passées n'est pas sans portée pour les parlementaires d'aujourd'hui. Le député du XXIe siècle est entraîné dans un véritable marathon de responsabilités dont il émerge difficilement, toujours happé par le tourbillon de l'actualité et de l'instant. Aussi, a-t-il plus que jamais besoin d'une documentation variée qui réponde à des exigences ponctuelles et fonctionnelles mais qui lui donne également les perspectives nécessaires à une compréhension globale des problèmes de la société, en puisant à tous les âges et à toutes les facettes de la pensée humaine. Les citoyens attendent en effet de leurs représentants les connaissances et les compétences qui les rendent aptes à relever les défis complexes de notre temps.

Hier comme aujourd'hui, la Bibliothèque soutient le député dans son travail et l'aide à assumer pleinement son rôle de législateur et de représentant des citoyens. La démocratie moderne a donc besoin de bibliothécaires compétents et de bibliothèques bien garnies et en contact avec le monde. Organiser le savoir, l'extraire rapidement de la

masse infinie des informations microfilmées, numérisées, informatisées ou imprimées, le mettre à la disposition des parlementaires, c'est ce qui permet aux institutions démocratiques d'évoluer et de participer, à travers les époques, à l'avancement de la civilisation.

Le président de l'Assemblée nationale
du Québec,

Michel Bissonnet

104-02609/

Mot du directeur de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec

Le colloque dont nous livrons ici les actes a été un moment fort de la célébration du deuxième centenaire de la Bibliothèque. Organisé en marge du congrès biennal de l'Association des bibliothécaires parlementaires du Canada, il a permis de réunir pour la première fois autour de la seule perspective historique des professionnels du monde de la documentation engagés dans le milieu parlementaire et de jeter un regard rétrospectif sur l'évolution de chacune des institutions représentées.

Le présent recueil est la preuve de l'intérêt pour ce champ de recherche puisqu'il permet de comprendre non seulement l'évolution d'établissements documentaires, mais aussi celle des institutions démocratiques elles-mêmes et, du coup, des sociétés qu'elles représentent. L'histoire des bibliothèques parlementaires appartient donc pleinement à la longue marche des peuples et de la démocratie.

Je tiens à remercier M. Gaston Bernier qui, à titre de responsable du deuxième centenaire de la Bibliothèque, a su donner à ces commémorations un caractère digne de notre Assemblée nationale. Désormais, des plaques historiques et plusieurs publications de qualité perpétueront le souvenir de cette année mémorable. Je tiens aussi à remercier M. Gilles Gallichan du Service des archives, de la reconstitution des débats et de la documentation de presse, à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec et M. Ross Gordon, bibliothécaire aux Archives nationales du Canada, qui ont conjointement organisé le colloque. Merci également à la Direction du protocole et de l'accueil et à toutes les personnes qui, à titre de participants ou d'organisateurs, y ont été associées.

Cette publication permet d'élargir les connaissances dans un secteur important de l'histoire des bibliothèques et se veut, par conséquent, une contribution modeste, mais souhaitons-la valable, aux recherches qui se font au Québec, au Canada et partout dans le monde autour du livre et de l'imprimé. Le livre, la librairie et la bibliothèque sont depuis des siècles les moteurs de la communication sociale et, à ce titre, ils sont à la fois porteurs et témoins des progrès de la société humaine.

Le directeur,

Philippe Sauvageau

Les bibliothèques des assemblées et leur histoire

L'Assemblée nationale du Québec a été l'hôte le 24 septembre 2002 d'un colloque, avant tout pancanadien mais également international, consacré à l'histoire des bibliothèques parlementaires. Le colloque fut tenu en marge, il l'a suivi de fait, du congrès biennal de l'Association des bibliothécaires parlementaires du Canada, laquelle se réunissait dans la capitale québécoise pour la troisième fois[1] de sa courte histoire d'à peine un quart de siècle.

L'invitation des dirigeants de la Bibliothèque et des autorités administratives ou politiques de l'Assemblée nationale aux collègues canadiens avait été faite en 1994 en prévision du deuxième centenaire de la bibliothèque parlementaire locale et la proposition fut rapidement entérinée. Aussi le directeur actuel de la Bibliothèque, M. Philippe Sauvageau, en fut-il l'hôte.

Le rappel de la mise sur pied d'une bibliothèque législative à Québec en 1802 ouvre la porte à un constat central : cette catégorie d'établissements a vu le jour très tôt par rapport aux bibliothèques nationales et à celles des administrations gouvernementales[2]. Ici, la Nationale a vu le jour en 1967 et la première bibliothèque administrative au début du XX^{e} siècle. Dans d'autres cas, les bibliothèques nationales sont nées au sein d'une bibliothèque législative et en constituent des sarments. Ce fut le cas à Ottawa, à Wellington et, même, à Washington. Mais, dans la capitale états-unienne, la bibliothèque du Congrès établie en 1800 reçut au cours du siècle un mandat national et général. Si bien qu'aujourd'hui des bibliothèques d'assemblée ou centres de documentation parlementaire – le Congressional research service dans la capitale fédérale américaine, les services équivalents dans les États fédérés et, même, à Tokyo - relèvent encore d'une institution dont les fonctions sont d'envergure nationale.

Si le colloque prenait place tout naturellement dans la série d'activités destinées à marquer l'anniversaire de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec, il s'insérait aussi dans le programme d'histoire du livre et de l'imprimé au Canada, lequel mènera à la publication de trois volumes, chacun consacré à une tranche historique (des origines à 1840, de 1840 à 1918, de 1918 à 1980) édités tant en français qu'en anglais d'ici cinq ans (www.hbic.library.utoronto.ca).

Les organisateurs du colloque, avant tout MM. Gilles Gallichan et Gordon Ross, celui-ci des Archives nationales du Canada et celui-là de la Bibliothèque de l'Assemblée

1. L'Assemblée nationale du Québec avait publié les comptes rendus des deux rencontres : 1) Association des bibliothécaires parlementaires du Canada. Troisième congrès, Québec 29 octobre - 1er novembre 1978 : compte rendu et documents; Québec : 1980, 246 p. 2) X^{e} conférence biennale de l'Association des bibliothécaires parlementaires au Canada, 8 - 11 octobre 1992 = 10th biennial conference of the Association... ; Québec, 1992, 68 p.
2. Hypothèse retenue par Peter F. McNally dans l'article « Canada » publié dans Encyclopedia of library history / Edited by Wayne A. Wiegand... (New York : Garland, 1994), p. 102.

nationale du Québec mais aussi co-éditeur du premier volume portant sur l'histoire du livre et de l'imprimé, désirèrent au départ qu'on puisse dresser un bilan de l'histoire parallèle des bibliothèques d'assemblée, faire ressortir les particularités de chacune en lien avec l'évolution des institutions de tutelle et des territoires d'appartenance. MM. Gallichan et Gordon suggérèrent au départ que les communications et présentations tournent autour d'éléments définis dans le temps, tels un événement ayant affecté le développement des collections, un directeur ayant marqué une époque ou un contexte social donné qui aurait contribué à orienter l'évolution d'une bibliothèque en particulier.

Au cours de la journée du 24 septembre, dirigée et animée par Mme Sylvia Ford, on aura entendu dix conférences. D'abord, celles de M. Jacques Hellemans (Université libre de Bruxelles) et de Mme Susan Southworth (Connecticut Legislative Library). L'un et l'autre adoptèrent une perspective plurinationale ou pluriétatique et s'intéressèrent à plus d'une bibliothèque. La plupart des autres conférenciers, cinq de fait, ont présenté une vision diachronique de l'établissement local : ce fut le cas de Mmes Fiona Watson (la bibliothèque législative de Toronto), Margaret Murphy (celle de la Nouvelle-Écosse), Marian Powell (celle du Saskatchewan), Joan Barton (celle de la Colombie-Britannique) et, enfin, de M. Richard Paré (celle du Parlement fédéral canadien). Mme Sandra Perry, de son côté, présenta la bibliothécaire parlementaire albertaine en poste au cours des décennies 1940 et 1950, Edith Gostick. MM. Gallichan et Ross, quant à eux abordèrent, l'un, l'apport historique d'une bibliothèque parlementaire, celle de l'assemblée québécoise au début du XIX^{e} siècle et, l'autre, l'histoire architecturale de la Bibliothèque du Parlement fédéral canadien.

Les thèmes abordés par l'ensemble des conférenciers fournissent un inventaire à peu près complet des domaines ouverts aux chercheurs intéressés à creuser l'histoire des bibliothèques parlementaires : administration, crédits alloués, personnel, collections, catalogage, techniques, lectorat, mandat et locaux. Mmes Watson, Powell et Southworth ont donné un aperçu des formules administratives et des organismes de tutelles qui se sont succédé au cours des années. Ces dernières ont également présenté les collections composées et, bien sûr, les techniques d'acquisition en usage au XIX^{e} siècle (achat de bibliothèques privées, mission en Europe, etc.) et, en la matière, se sont ajoutées les observations de Mme Barton et de M. Hellemans. La majorité des conférenciers aura glissé sur l'évolution des mandats confiés aux bibliothèques parlementaires depuis leur apparition (organisation de musées, conservation de la documentation publiée et des archives, prévision des besoins éventuels des hommes et femmes politiques). Le personnel et les directeurs est aussi un domaine qui a donné lieu à des observations rétrospectives : évolution du nombre d'employés et apport de conservateurs exceptionnels (Hellemans, Murphy, Gallichan, Gordon et surtout Perry). Les regards ont été nombreux du côté des locaux affectés à la documentation (Hellemans, Southworth, Powell et Gordon).

Par ailleurs, on pourra noter que certains thèmes ont été presque sinon totalement ignorés. Ainsi, sauf exceptions (Hellemans, Powell), on a négligé la rédaction et la publication des catalogues. Il en a été de même pour les lectorats mais Mme Watson y a consacré quelques lignes. Et pourtant le sujet serait fort intéressant et révélateur en raison des fluctuations temporelles et géographiques observées. D'autres champs d'observation possibles sont restés inexplorés : les relations avec les autres bibliothèques du milieu, le partage des ressources, l'utilisation des services documentaires par les hommes et femmes politiques de différentes époques, les bibliothèques et les associations professionnelles, les réseaux formels ou informels, etc.

L'histoire des bibliothèques parlementaires n'est pas un domaine qui a donné lieu jusqu'à maintenant à de nombreux programmes de recherche ou à des colloques, comme celui de Québec. Il est cependant quelques exemples et, en particulier, celui de M. Gilles Gallichan[3], qui a consacré sa thèse de doctorat au livre et à la politique au Bas-Canada (1791-1849) et celui de Mme Fiona Watson[4] qui a publié une monographie sur la Bibliothèque de Queen's Park. Cependant, de nombreuses bibliothèques parlementaires ont souvent leur histoire ou leur brochure de présentation historique. C'est le cas de celle de l'Assemblée nationale française, de celle de la Chambre des communes britannique[5], de celles des assemblées albertaine[6] et néo-brunswickoise[7] au Canada, de celle de l'État de Victoria[8] en Australie. D'autres auront été l'occasion d'articles rétrospectifs, comme ce fut le cas pour la Nouvelle-Galles du Sud[9] et pour le Québec[10]. Les anniversaires de fondation sont souvent l'occasion de publication de telles synthèses. Il y a une chose qu'on peut souligner : le domaine pourrait être exploité bien davantage, car les archives des parlements et des assemblées conservent de riches fonds laissés en jachère mais à portée de main des chercheurs. De surcroît, les recherches comparatives sont rares. En somme, il y a là un champ de recherches que les écoles professionnelles et les praticiens pourraient occuper.

Les présents actes ou comptes rendus reproduisent les textes préparés à l'avance par les conférenciers et, dans la plupart des cas, revus par leurs auteurs au cours des

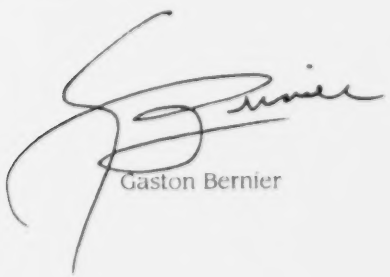
---

3. Livre et politique au Bas-Canada, 1791-1849. Québec : Septentrion, 1991. 519 p.
4. A credit to this province : a history of the Ontario Legislative library and its predecessors, 1792-1992. Toronto : Ontario Legislative library, 1993.
5. The House of commons library : a history / David Menhennet. London : HMSO, 1991. xi, 162 p. (House of commons library document; 21).
6. A history of the Legislature library / Edited by D.B. McDougall. Edmonton : Legislature library, 1979. 64 p., ill.
7. Évolution de la bibliothèque de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, 1841-1991. Fredericton : la Bibliothèque, 1991. 62 p.
8. Speaking volumes; the Victorian parliamentary library, 1851-2001 / Patrick Gregory. Victoria : la Bibliothèque, 2001. xii, 180 p., ill.
9. R.L. Cope, « Stocktaking with Janus : 150 years of the New South Wales parliamentary library », The Australian library journal, August 1990, p. 198-208.
10. G. Bernier, « L'évolution bicentenaire de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale », Cap-aux-diamants, nº 72, hiver 2003, p. 97-100.

derniers mois. Seule la présentation de Mme Southworth est la transcription *in extenso* ou intégrale faite au cours de la journée. M. Hellemans, de son côté, a scindé son texte de départ en deux parties, l'une consacrée aux bibliothèques parlementaires françaises et l'autre, à leurs homologues belges. Le volume contient aussi la synthèse produite à chaud par M. Jocelyn Saint-Pierre. De plus, on a ajouté au compte rendu des aperçus historiques rapides d'autres bibliothèques parlementaires : celle du Manitoba, du Nouveau-Brunswick, de l'île du Prince-Édouard, de Terre-Neuve, des Territoires du Nord-Ouest, du Nunavut et de la Chambre des communes de Grande-Bretagne. Dans quelques cas, les textes existaient à la fois en anglais et en français : texte de Mme Watson et présentation de la Bibliothèque législative du Manitoba. Ils sont reproduits ici en français. On trouvera, en fin de volume, la liste des conférenciers du colloque et leurs adresses de même que des résumés de leurs présentations, en anglais si le texte a été présenté en français ou en anglais s'il le fut en français.

En raison de son aspect résolument historique, la rencontre de Québec constitue, à n'en pas douter, une première. On avait antérieurement organisé des colloques ou des tables rondes sur les bibliothèques des parlementaires, mais on ne s'était jamais hasardé à fixer une perspective aussi spécialisée. Ceci dit, on pourra sans doute affirmer que le bassin des établissements documentaires soumis à l'observation des participants au colloque de Québec était limité, trop même – une quinzaine peut-être par rapport aux quatre ou cinq cents qui sont égaillés autour de la planète. Mais l'initiative est à marquer d'une pierre blanche.

Le directeur de la Bibliothèque
(1994-2000) et coordonnateur
du Deuxième centenaire,



Gaston Bernier

Conférences

Les bibliothèques parlementaires de la France au XIX[e] siècle

Jacques Hellemans
Conférencier
Conseiller adjoint, attaché aux bibliothèques
Université libre de Bruxelles

La création de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, logée au Palais-Bourbon[1], date du 14 ventôse an IV (4 mars 1796) par la loi portant établissement d'une bibliothèque à l'usage du Corps législatif. D'abord commune aux deux assemblées du Directoire, cette Bibliothèque est installée aux Tuileries et placée sous la dépendance des Archives dont elle forme le troisième bureau. En 1800, la Bibliothèque quitte les Tuileries et rejoint le Conseil des Cinq Cents installé depuis le 21 janvier 1798 au Palais-Bourbon. Nous suivrons ses premiers développements jusqu'au premier tiers du XIX[e] siècle.

La constitution de la Bibliothèque est l'œuvre du législateur Armand-Gaston Camus, grand érudit, homme d'ordre et administrateur scrupuleux. Pierre-Paul Druon, son successeur après avoir été son collaborateur, a poursuivi la tâche dans le même sens, selon les mêmes principes. Hommes de forte culture, excellents connaisseurs de l'Antiquité, doués d'un esprit encyclopédique, les deux premiers bibliothécaires n'étaient pas seulement des conservateurs et des administrateurs, mais des amateurs au sens noble du terme. Ils étaient à la fois grands érudits et bibliophiles. Pour eux, une bibliothèque bien comprise devait avoir des parties de musée. Ils ne sacrifiaient pas à l'utilité immédiate. Ils recherchaient tout ce qui pouvait enrichir l'esprit, et ils faisaient leur bien de toute pièce belle ou précieuse, manuscrite, imprimée ou gravée, dans la seule limite de leurs moyens, sans pour autant négliger l'utilité pratique.

Vers la fin de l'administration de Pierre-Paul Druon, comme on peut le voir par les remarques qui lui furent adressées et par la préface du *Catalogue* imprimé en 1833, l'orientation change. On ressent moins l'intérêt d'un Cabinet de manuscrits et de livres rares. On apprécie davantage les instruments de travail parlementaire. Un souci d'économie fait aussi écarter les acquisitions de haute curiosité, comme trop onéreuses. Certes, le choix des livres s'est poursuivi, non seulement dans le domaine législatif spécial, comme il était indispensable, mais dans un esprit plus large, au profit de disciplines diverses. Créée au milieu du XIX[e] siècle, au lieu d'être l'héritière d'une tradition encyclopédique, la Bibliothèque eût sans doute été plus spécialisée. Par ailleurs, les deux premiers conservateurs régnaient pour ainsi dire sur le fonds confié à leurs soins éclairés. Ils décidaient avec beaucoup de liberté, des achats à effectuer. Après eux, cette liberté

1. Les principales sources et études sur la Bibliothèque de l'Assemblée nationale française sont Ernest COYECQUE et H. DEBRAYE, *Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques de France. Paris - Chambre des Députés*, Paris, Plon-Nourrit et Cie,1907; Jean MARCHAND, *La Bibliothèque de l'Assemblée nationale : histoire de ses origines, de sa constitution officielle et de ses développements, sous l'administration de Camus et de Druon jusqu'à la construction de la bibliothèque actuelle*, Bordeaux, Société des Bibliophiles de Guyenne, 1979; Marie MAINVIALLE, « Assemblée nationale, Bibliothèque de l' » dans : *Dictionnaire encyclopédique du livre*, Paris, Éditions du Cercle de la librairie, 2002, pp 161-162.

s'est restreinte, l'administration ayant recommandé en premier lieu le principe, conçu d'ailleurs dans le sens très large, de la culture générale et celui de la spécialité législative. C'est même ainsi que fut autorisée, en des cas exceptionnels, l'acquisition de documents précieux, d'intérêt historique ou parlementaire, dignes d'être conservés au Palais-Bourbon.

Dès l'origine de sa session, l'Assemblée constituante avait établi sous le nom d'Archives un dépôt destiné à recevoir les minutes des procès-verbaux de ses séances et les pièces relatives à ses travaux. Armand-Gaston Camus, déjà secrétaire de l'Assemblée nationale depuis le 27 juin 1789, fut à la majorité absolue des voix, nommé archiviste, le 14 août. Puis l'Assemblée décida qu'avant de se séparer, elle aviserait au choix d'un dépôt et à la sûreté des titres et papiers nationaux. C'est dans ces conditions que fut rendu le décret du 7 septembre 1790, sanctionné le 12 du même mois, sur l'organisation et le régime des Archives. Mais il n'était encore nullement question d'une collection de livres. L'Assemblée, d'ailleurs, n'avait guère besoin de documents en ses débuts. Bientôt cependant, quelques ouvrages manuscrits et imprimés purent parvenir à l'Assemblée constituante; en tout cas, il en fut offert certainement, un peu plus tard, à la Législative; les corps politiques recevaient ainsi des objets divers, estampes, cartes géographiques, objets scientifiques et autres, médailles... Il put y avoir des achats de quelques ouvrages de travail dans ces premiers temps, mais on n'en trouve pas trace et il n'est question que de dons patriotiques. Au reste, il n'y avait pas encore de distinction entre les Archives proprement dites et l'embryon de la Bibliothèque, qui se formait de la façon la plus fantaisiste, à la chance des envois.

Le 30 septembre 1791, l'Assemblée législative succédait à la Constituante et, le 14 octobre, elle s'occupait de l'établissement de ses comités. Elle décrétait qu'il y en aurait un, consacré à l'Instruction publique, composé de 24 membres et renouvelable. En fait, ce Comité fut continué pendant toute la durée de l'Assemblée. Ses membres avaient été élus, le 28 octobre, à la séance du soir. Il se réunit pour la première fois le 30 et élut pour président Marie Jean Antoine Nicolas Caritat, marquis de Condorcet; pour vice-président Claude Emmanuel Joseph Pierre, marquis de Pastoret; et en qualité de secrétaires Bernard Germain Étienne de Laville-sur-Illon, comte de Lacépède et Louis-François Antoine Arbogast. Ce Comité était chargé par l'Assemblée de suivre le travail commencé pour la conservation des monuments d'arts et de sciences. Selon la *Chronique de Paris* du 12 novembre 1791 :

> Les Archives nationales ont été placées dans l'ancienne Bibliothèque des Capucins, proprement garnie de boiseries et de tablettes. On y trouve [...] un registre de livres, estampes et médaillons donnés à l'Assemblée. Quant aux livres, ils sont en assez petit nombre; le plus remarquable de tous, c'est un manuscrit de feu l'abbé de Mably sur l'histoire de France.

Voilà donc très probablement le premier projet et la première mention d'un catalogue de la Bibliothèque. Cependant, la conservation devait être fort mal assurée. Tous ces ouvrages témoignaient de la bonne volonté des donateurs, mais ils étaient loin de constituer un fonds méthodique de bibliothèque et, pour la plupart, ils ne devaient être d'aucune utilité à des législateurs.

L'expression d'un désir catégorique de documentation semble remonter au cinquième mois de l'Assemblée législative. L'initiative devait venir, non de l'Assemblée elle-même, qui ne se réunissait que pour délibérer, mais de ses comités, les véritables organismes de travail. Ainsi, dans la séance du 6 février 1792, le député Jean Baptiste Louis Ducastel, parlant au nom du Comité de législation, demande que ce Comité soit autorisé à prendre dans la Bibliothèque nationale tous les livres nécessaires à ses travaux. Un autre membre souhaite que l'autorisation soit étendue à tous les comités. Et un troisième demande par amendement que les livres soient mis à la disposition de tous les membres de l'Assemblée sans pouvoir, sous aucun prétexte, les déplacer. Cette motion et cet amendement, mis aux voix, sont adoptés. La première proposition sérieuse de former une bibliothèque pour les membres de la Convention fut présentée dans la séance du Comité d'Instruction publique du 11 brumaire an II (1er novembre 1793). Le procès-verbal est on ne peut plus explicite :

> « On propose la formation d'une Bibliothèque pour les membres de la Convention. »

Le besoin, en effet, s'en faisait sentir car, quoiqu'il n'y eût pas de dépôt constitué, des livres parvenaient au Comité. Ce qui est certain, c'est que ces livres se perdaient souvent, et quelques membres en font l'observation à la séance du 23 frimaire an II (13 décembre 1793). On arrête même à cette occasion qu'il sera nommé un bibliothécaire, et le choix tombe sur l'ex-abbé Antoine Constantin Grégoire. Cette mesure était cependant insuffisante et la proposition du 11 brumaire est reprise deux mois plus tard dans la 108e séance d'Instruction, le 21 nivôse an II (10 janvier 1794). Félix Prunelle, demande qu'il soit formé une bibliothèque à la disposition du Comité. Cette idée est étendue par quelques membres qui proposent d'établir, près du lieu des séances du Corps législatif, une bibliothèque à l'usage de tous les députés. Mathieu pense que la proposition doit être restreinte dans les limites indiquées par Félix Prunelle. Son opinion est adoptée. Antoine Constantin Grégoire, Louis-François Antoine Arbogast et Antoine René Hyacinthe Thibaudeau sont chargés de proposer des moyens d'exécution et un projet de règlement pour la tenue des livres. Le 1er pluviôse an II (10 janvier 1794), le Comité d'Instruction publique, en sa 186e séance, propose la création d'une bibliothèque, cette fois à l'usage des différents comités. On observe qu'il serait infiniment utile d'établir une bibliothèque à l'usage du Comité dans une partie de la salle où sont les bureaux. L'on convient qu'elle ne peut être mieux placée que dans la plus voisine des pièces donnant sur la cour et qui y communique. On nomme en conséquence Guyton et Foucroy pour en conférer avec les comités du Salut public et des inspecteurs de la salle.

L'organisation s'accomplit rapidement. Le jour même, Antoine Constantin Grégoire, Louis-François Antoine Arbogast et Mathieu sont nommés commissionnaires pour l'établissement de la Bibliothèque. Le surlendemain, 25 pluviôse an II (13 février 1794), Antoine Constantin Grégoire invite la Commission à s'occuper de la demande faite par les comités de Salut public et d'Instruction publique, de la Bibliothèque destinée à leur usage. La section des dépôts littéraires est chargée de se concerter sur cet objet avec le Comité d'Instruction publique. Quelques jours après la nomination des commissaires, le 1er ventôse an II (19 février 1794), Jean Baptiste Robert Lindet leur est adjoint. Un membre propose de délibérer sur l'emplacement d'une bibliothèque dans le Comité. On arrête que les commissaires déjà nommés à cet effet présenteront par écrit le plan donné par Jean Baptiste Robert Lindet. Le dépôt de ce plan devait stimuler le zèle des intéressés, car le jour même, le 5 ventôse an II (23 février 1794), Antoine Constantin Grégoire note : « Le Comité a arrêté que son président écrira au citoyen [Hubert Pascal] Ameilhon, pour qu'il envoie au Comité d'Instruction publique les livres qui lui seront demandés pour y former le dépôt qui servira de Bibliothèque aux divers comités de la Convention nationale. »

Le 3 ventôse an III (21 février 1795) est une date importante dans l'histoire des collections du Comité. Jean-François Barailon, spécialement chargé de l'inspection des livres, prenant la parole au nom des comités d'Instruction publique, des procès-verbaux et Archives, dénonçait à la Convention nationale les « grands abus » et « vrais brigandages » qui se produisaient dans les dépôts. Ces abus, disait-il, insultaient à l'Assemblée tout entière et seraient capables, si on les laissait subsister, de paralyser les arts et les sciences. Il paraît, en effet, que les divers ouvrages présentés en hommage à la Convention par les bons citoyens, n'étaient parvenus qu'en faible partie au Comité d'Instruction.

Cette mesure énergique ne devait pas tarder à produire ses fruits. Dès le 25 ventôse an III (15 mars 1795), la Bibliothèque s'accroissait des livres et brochures dont il a été fait hommage à la Nation pendant le cours des assemblées Constituante, Législative et Conventionnelle, remis au Comité d'Instruction publique en exécution du décret du 3 ventôse an III. La Bibliothèque des premières assemblées s'est accrue, dès l'origine, d'une quantité importante d'ouvrages tirés des dépôts littéraires. Les trois premiers mois de l'année 1796 devaient être décisifs dans l'histoire de la Bibliothèque. C'est à cette époque, en effet, que les collections embryonnaires déjà existantes furent officiellement organisées et constituées en un service.

C'est à Creuzé-Latouche que revint la présentation du rapport au Conseil des Anciens, dans la séance du 14 ventôse an IV (4 mars 1796)[2]. Le rapporteur distingue dans le projet deux dispositions principales, qui se rapportent l'une à la collection de livres

2. *Le Moniteur*, 19 ventôse an IV (9 mars 1796), p. 674.

proprement dite, l'autre au moyen de réunion des députés, hors séance, en un cercle familier où ils puissent s'entretenir librement entre eux. Il prouve par des calculs que l'établissement de la Bibliothèque, loin de donner lieu à des dépenses considérables, sera très économique en ce qu'il dispensera de former des bibliothèques particulières semblables à celles des anciens comités, dans lesquelles les livres les plus importants étaient dispersés, dégradés ou perdus. Il insiste sur la simplicité et la modicité des moyens qui doivent former et soutenir l'établissement. Après les trois lectures constitutionnelles de la résolution, faites dans les séances du 27 pluviôse, du 3 et 14 ventôse, et le Commissaire aux Archives entendu, le Conseil des Anciens approuvait enfin le texte proposé. Et sous cette dernière date du 14 ventôse an IV (4 mars 1796) était promulguée la *Loi portant établissement d'une Bibliothèque à l'usage du Corps Législatif*. Deux articles ont plus particulièrement attiré mon attention :

> Article V
> La Bibliothèque contiendra, dans les principaux genres, les ouvrages classiques et un choix des livres les plus estimés; on s'attachera particulièrement à la compléter dans les genres du droit et de la morale publique, de l'histoire des divers États, principalement de l'histoire de France, et de tout ce qui a rapport à son sol, sa population, ses forces, son commerce et ses arts; l'archiviste établira les correspondances nécessaires pour y faire parvenir les meilleurs livres qui auraient paru depuis peu ou qui paraîtront chez l'étranger, relativement à l'histoire et à la politique des États de l'Europe.
>
> [...]
> Article XI
> Indépendamment du travail ordinaire de la Bibliothèque, l'enregistrement, le catalogue et le soin des livres, les deux bibliothécaires se partageront, sous la direction de l'archiviste, les travaux qui suivent. Lorsqu'il arrivera à la Bibliothèque des ouvrages étrangers, ils en feront une courte notice, ainsi que des principaux évènements contenus dans les journaux, et ils déposeront cette notice au salon des conférences, pour être prise en communication par les représentants du peuple; ils leur fourniront même, à leur réquisition, tous autres renseignements qui pourraient être tirés desdits livres et journaux. Il sera établi à la Bibliothèque un registre, contenant plusieurs colonnes, assignées chacune à l'un des États de l'Europe, et il sera inscrit dans lesdites colonnes, jour par jour, l'indication sommaire des principaux événements relatés dans les livres et journaux français ou étrangers, avec la citation du livre ou journal d'où ils auront été tirés, et du numéro sous lequel on les retrouvera dans la Bibliothèque.

C'est principalement par la loi du 14 ventôse an IV (4 mars 1796) que le fonctionnement de la Bibliothèque nous est connu, dans ses premiers temps, mais il faut en compléter les dispositions par d'autres textes et par des sources diverses. Aux termes de la loi de ventôse qui lui donne existence officielle et qui constitue sa charte, la Bibliothèque ainsi que des annexes – Salon des conférences et cabinets de travail –

ouvraient tous les jours de neuf heures du matin à midi, et de cinq heures à neuf heures du soir. Les membres du Corps législatif, l'archiviste, les rédacteurs des procès-verbaux, tant du Corps législatif que du Conseil des Cinq Cents, et les employés de la Bibliothèque y avaient seuls accès. La Bibliothèque étant encore peu importante, le personnel était réduit. Armand-Gaston Camus, archiviste de la République, la dirigeait, puisque la Bibliothèque constituait le troisième bureau des Archives. Il avait sous ses ordres un premier et un second bibliothécaire, nommés et destituables par lui, de la même manière que les secrétaires des Archives. Ils étaient responsables des livres commis à leur garde, et remis par inventaire. Ils devaient veiller, en particulier, à l'exécution de l'article IV de la loi de ventôse :

> Aucuns livres ne pourront sous quelque prétexte que ce soit, être transportés hors de la Bibliothèque, si ce n'est pour en faire un usage momentanément, dans les cabinets de travail et, en ce cas, les représentants du peuple qui s'en seront servis dans les cabinets de travail, les feront remettre à la Bibliothèque à l'instant où ils sortiront des cabinets.

Les deux bibliothécaires devaient connaître trois langues, de façon à pouvoir traduire, à eux deux, les textes grecs, latins, anglais, allemands, espagnols et italiens. Ils étaient chargés, d'abord, du service ordinaire, enregistrement, catalogue et soin des livres. En outre, ils avaient à dresser de brèves notices des ouvrages étrangers, à établir au jour le jour, au moyen des périodiques divers, une chronologie des principaux événements qui survenaient dans les États de l'Europe. Enfin, ils renseignaient les législateurs qui s'adressaient à eux sur la matière des livres et journaux. Le service du catalogue et de la disposition des livres revenait particulièrement au premier bibliothécaire. L'établissement des tableaux des événements par États et par dates, au second. Les traitements étaient fixés en valeur de 1790. Le traitement de l'Archiviste s'élevait à 6000 livres. Armand-Gaston Camus, non seulement Archiviste mais membre du Conseil des Cinq Cents, n'avait pas le droit de cumul. Simon, le premier bibliothécaire recevait 3000 livres, de Vitry, le second, 2400.

Comme président du Conseil des Cinq Cents, Armand-Gaston Camus n'avait pas eu à intervenir dans la discussion de la loi du 14 ventôse; mais il restait au centre du débat, et la cause de la Bibliothèque était sa propre cause. C'est à partir du vote de la loi qu'il allait avoir à donner toute sa mesure dans l'administration du nouvel établissement et, de 1796 à 1804, année de sa mort, son rôle fut capital. Contrairement au strict usage actuel, faute de principes encore établis, les Archives et la Bibliothèque étaient réunies. Les Archives se divisaient en six bureaux, dont la Bibliothèque formait le troisième.

Le premier floréal an IV (20 avril 1796) Armand-Gaston Camus commençait à ouvrir le Salon des conférences, sorte d'annexe de la Bibliothèque, où les députés pouvaient se réunir librement pour des entretiens familiers. On y trouvait journellement une quarantaine d'ouvrages périodiques de toutes couleurs, français et étrangers; au

nombre de ces derniers comptaient notamment la *Bibliothèque britannique* de Genève, deux gazettes anglaises, la *Gazette de Hambourg*, la *Gazette italienne* de Florence et un *Mercure espagnol*. L'ouverture de la Bibliothèque eut lieu le premier messidor an IV (dimanche 19 juin 1796). Le premier fonds de la Bibliothèque du Corps législatif a été la Bibliothèque du Comité d'Instruction publique, formée par la Législative, qui comprenait quelque 12 000 volumes. Il n'y avait point d'inventaire de cette Bibliothèque, mais quelques notes seulement, et plusieurs exemplaires d'ouvrages se sont trouvés incomplets. En dehors des quelques acquisitions, Armand-Gaston Camus puisa principalement dans les dépôts littéraires de la Seine et de Versailles. Les accroissements apportés par Armand-Gaston Camus étaient notables. Dans son rapport sur l'état de la Bibliothèque du 1er prairial an IV (20 mai 1797), il note que la collection se composait d'environ 16 000 volumes :

> On n'imaginera certainement pas qu'il ait été possible de recueillir tout ce qui a été écrit sur chaque matière : le local ne l'aurait pas permis; il faut même aller plus loin et convenir que, soit faute de local, soit faute de facilité pour les rassembler, de bons livres manquent à la Bibliothèque; mais on ne craint point d'annoncer que dans tous les genres on trouvera les livres élémentaires et classiques et que, dans quelques genres qui méritent une attention spéciale, on aura sous la main les moyens d'acquérir toutes les connaissances utiles. Aussitôt qu'un livre nouveau arrive à la Bibliothèque [poursuit-il], on en met l'annonce sur une feuille au Salon des conférences. Au surplus, j'invite les représentants du peuple, qui ne trouveraient pas à la Bibliothèque quelque livre, soit ancien, soit moderne, qui leur paraîtrait devoir y être placé, à en donner la note ou aux bibliothécaires ou à moi. Il sera promptement satisfait, soit par l'acquisition du livre, soit par l'exposé des motifs qui ne permettraient pas de se conformer à sa proposition.

Tels furent les débuts de la Bibliothèque. Mais au moment où se constituaient les collections, se posait la question du catalogue et des principes de classement. Voyons les solutions apportées par Armand-Gaston Camus :

> Le garde des Archives aurait désiré qu'au moment de l'ouverture de la Bibliothèque il eut été possible de mettre sur le bureau les deux catalogues dont le plan est arrêté; l'un des livres par ordre de matières; l'autre, des livres par ordre alphabétique. Le choix ou les acquisitions à faire pour compléter la Bibliothèque, la nécessité de revoir plus d'une fois la disposition des livres, pour mettre chacun à la place convenable, exigeront un certain espace de temps pour dresser les catalogues et les transcrire.

Au premier prairial an V (20 mai 1797), tous les livres sont transcrits sur des cartes et la confection du catalogue ne consiste que dans la transcription des cartes sur des registres, selon l'ordre convenable; mais cette opération exige du temps. Le catalogue par ordre de matières est fait à plus de moitié; on ne peut entreprendre le catalogue par ordre alphabétique qu'après que le catalogue par ordre de matières sera achevé parce

qu'il faut, en se servant des mêmes cartes, les ranger selon une disposition nouvelle. Tout en poursuivant le travail du catalogue, Armand-Gaston Camus tenait à jour le registre prévu par l'article XI de la loi du 14 ventôse. C'était un répertoire chronologique et synoptique, où on inscrivait les événements survenus quotidiennement dans les États de l'Europe. Dans ce registre, les colonnes perpendiculaires offraient les fastes de chaque État en particulier, et, en suivant les lignes horizontales on voyait d'un coup d'œil tous les événements européens de la même époque.

En attendant l'exécution du catalogue, Armand-Gaston Camus mettait sous les yeux de ses collègues l'ordre des matières selon lequel il avait distribué les livres : bon moyen de leur donner une idée générale de la composition de la Bibliothèque. Il propose en premier lieu les auteurs grecs et latins, base de toute érudition solide. Il s'attache à en réunir tant les plus belles et meilleures éditions isolées, que les collections dites *ad usum et variorum*, et celles des Elsevier et de Barbou. Le droit et la morale publics sont représentés par des ouvrages d'auteurs français et étrangers estimés, en particulier de jurisconsultes allemands; les écrits de ces derniers sont en leur propre langue ou en latin. L'histoire ancienne, l'histoire étrangère, l'histoire de France et particulièrement l'histoire de la Révolution, l'histoire des mœurs et usages et l'histoire des voyages forment des sections importantes. En fait de langues étrangères, il y a nombre de bons livres allemands, anglais, espagnols, italiens, textes et traductions, en prose et en vers, avec des grammaires et des lexiques. Les journaux français et étrangers arrivent dans le Salon des conférences; ils annoncent les livres nouveaux et intéressants, qu'on se procurera aussitôt que possible pour la Bibliothèque.

Après cet aperçu des principales matières, Armand-Gaston Camus propose un *Tableau du classement des livres de la Bibliothèque du Corps législatif*, dont voici la division en sept classes :

1. Connaissance des livres.
2. Connaissance de l'univers et spécialement de la terre.
3. Connaissance des êtres spirituels.
4. Connaissance des êtres corporels.
5. Connaissance de l'homme individuel.
6. Connaissance de l'homme en société.
7. Collection appartenant aux différentes classes de connaissances humaines.

À la lecture de cette courte liste, il faut d'abord tenir compte évidemment de la phraséologie de l'époque, dont Armand-Gaston Camus n'était pas le seul responsable; et ensuite voir à quoi répondent les titres bizarres du classement. Ainsi, la *Connaissance des êtres spirituels* comprend quatre articles : métaphysique, logique, morale et religion. La *Connaissance des êtres corporels* se traduit tout simplement par histoire naturelle (règne animal, végétal et minéral). Le *perfectionnement de l'homme*, troisième division de la *Connaissance de l'homme individuel*, renferme la philosophie en général, les mathématiques, les sciences physiques, les arts, les métiers et les belles lettres. La

Connaissance de l'homme en société, c'est le droit, la diplomatie, l'économie, le commerce, les finances, les monnaies et l'histoire.

Au sujet des catalogues de la Bibliothèque, le premier, par ordre de matières, se composait de trois volumes in-folio. Le second, par ordre alphabétique, est presque entièrement disposé sur des cartes et, à la lecture du rapport daté du 11 prairial an IV (30 mai 1798), il fut commencé à être mis au net au cours du mois suivant. Il fit composer également un catalogue particulier, celui des livres et des pièces fugitives relatives à la Révolution, rassemblés dans les armoires de la première pièce. Autre projet, assez original, d'Armand-Gaston Camus consiste en sa proposition d'ajouter au catalogue l'indication, modifiée par un signe particulier, des livres qui devaient y être, mais qu'il n'a pas encore été possible de se procurer. Armand-Gaston Camus déplore en effet de ne pouvoir offrir plus de nouveautés à ses lecteurs, mais la modicité des fonds dont il dispose l'en empêche. Sur les 6000 francs de sa dotation annuelle, 2000 francs environ sont absorbés par les journaux et autres périodiques; et sur les 4000 qui restent, il doit payer les reliures et l'entretien des livres, dépense d'autant plus considérable que la plupart de ceux dont on fait hommage au Corps législatif lui sont présentés en feuilles. Le bibliothécaire du Corps législatif était un exact et consciencieux administrateur. Sous le régime du Directoire, de la loi du 14 ventôse an IV jusqu'en brumaire an VIII, Armand-Gaston Camus avait constitué, organisé, et considérablement augmenté la Bibliothèque confiée à ses soins.

Par le coup d'État du 18 Brumaire an VIII (9 novembre 1799) à Saint-Cloud, le régime directorial était renversé. La Constitution de l'an VIII instituait le gouvernement consulaire – les trois consuls étant nommés pour dix ans – et partageait le pouvoir législatif entre trois assemblées, le Conseil d'État qui préparait les lois, le Tribunat qui les discutait et le Corps législatif qui les votait sans discussion. Au-dessus de ces trois assemblées, le Sénat conservateur maintenait la Constitution et veillait à la conformité des lois. Cette Constitution fut promulguée le 4 nivôse an VIII (15 décembre 1799), en vertu d'une loi de la veille.

Décidées par la Constitution en juillet 1789, les *Archives* étaient les archives particulières de l'Assemblée, distinctes des anciennes *Archives* et ne devant avoir rien de commun avec elles : le rôle de ces dernières, très bien défini, étaient de recevoir les actes qui établissaient la constitution du royaume, son droit public, ses lois et sa distribution en départements, c'est-à-dire tous papiers postérieurs à l'année 1788. La Bibliothèque ne fut officiellement constituée que par la loi du 14 ventôse an IV (4 mars 1796) - non pas, d'ailleurs, de façon autonome, mais, rappelons-le, comme une dépendance des Archives, dont elle formait le troisième bureau. Armand-Gaston Camus, élu archiviste le 4 août 1789 et plusieurs fois réélu dirigea la Bibliothèque, comme les autres bureaux des Archives, sous le Conseil des Cinq Cents du Directoire et au début du Corps législatif du Consulat. C'est alors qu'intervint l'arrêté consulaire du 8 prairial an VIII (28 mai 1800) qui allait tout bouleverser. L'archiviste, jusque-là nommé par les assemblées et responsable

devant elles seules, disposition naturelle puisque sa tâche principale consistait à conserver intacts les procès-verbaux de leurs séances, était placé sous la dépendance absolue du gouvernement. Il résulte de cet arrêté que, les Archives et la Bibliothèque qui y était comprise, tout en restant là où elles sont, mais sous l'autorité directe du Premier consul, forment une enclave gouvernementale dans le palais du Corps législatif. Le Corps législatif n'avait ni la propriété de cette Bibliothèque ni même la jouissance exclusive, puisqu'il partageait avec le Tribunat et le Conseil d'État (et même le Sénat), qui tous deux (ou trois) avaient indépendamment leur Bibliothèque particulière. Un décret de la Convention du deuxième jour complémentaire de l'an III (18 septembre 1795) avait affecté le Palais-Bourbon, ancien palais du Prince de Condé, au Conseil des Cinq Cents, comme lieu de ses séances, mais encore fallait-il construire une salle et faire tous les aménagements nécessaires.

Cinq mois plus tard, un arrêté de la Commission des inspecteurs déterminait l'affectation de l'hôtel. Le pavillon connu sous le nom de l'hôtel de Lassay sera destiné pour le vestiaire du Conseil des Cinq Cents. Cependant, la partie de ce pavillon occupée actuellement par un amphithéâtre fut disposée pour recevoir la Bibliothèque du Conseil des Cinq Cents. Les logements supérieurs dudit hôtel (simple entresol puisque l'hôtel de Lassay ne comportait pas encore d'étage) furent distribués entre le bibliothécaire en chef, sous-bibliothécaire et chef du vestiaire. Le 18 brumaire an VIII (24 décembre 1799), Bonaparte mettait fin à l'existence du Conseil. La Bibliothèque était toujours aux Tuileries, et à peine entré en fonction, le Premier consul donnait l'ordre militaire rapporté plus haut, de la déménager dans les trois jours pour l'installer au Palais. Armand-Gaston Camus avait répondu qu'il fallait une loi. Or, moins de deux mois plus tard était rendue la loi du 3 nivôse an VIII (24 décembre 1799) sur la mise en activité de la Constitution de l'an VIII, qui fixait notamment les édifices nationaux affectés aux diverses autorités constitutionnelles. Les Tuileries revenaient aux consuls – et c'est peut-être la raison pour laquelle Bonaparte avait voulu en expulser la Bibliothèque; le Corps législatif devait s'établir dans le Palais des Cinq Cents (article 7 de la loi). En conséquence, dans les trois jours, la Commission des inspecteurs du Corps législatif prenait un arrêté (du 6 nivôse an VIII – 27 décembre 1799) ordonnant le placement des Archives, de la Bibliothèque et le logement de l'archiviste et des bibliothécaires dans le palais du Corps législatif. Arrêté qui, en somme, ne faisait que confirmer la décision de leurs prédécesseurs, les inspecteurs du Conseil des Cinq Cents, antérieure de deux ans (19 brumaire an VI – 9 novembre 1797).

Résumons ce qu'avaient été la vie intérieure et l'état de la Bibliothèque ainsi que les principaux résultats des efforts de Armand-Gaston Camus pendant la période consulaire. La Bibliothèque constitue toujours un bureau des Archives, mais elle ne dépend plus, comme par le passé, de l'administration du Corps législatif. Elle relève du gouvernement. Le bibliothécaire en chef est nommé et destituable par le Premier consul. Il nomme lui-même le personnel sous ses ordres, personnel réduit, qui se compose de deux bibliothécaires et d'un garçon de Bibliothèque. Armand-Gaston Camus est tenu de résider dans le palais du Corps législatif, non pas comme bibliothécaire, mais en tant

qu'archiviste de la République. Il ne peut s'absenter sans la permission du gouvernement. Son traitement est de 10 000 francs par an, au lieu de 6000 précédemment. La Bibliothèque, ramenée des Tuileries au palais du Corps législatif, partage avec le vestiaire l'hôtel Lassay. Dans le même hôtel se trouve le logement d'Armand-Gaston Camus.

Le fonds littéraire a continué d'avoir plusieurs sources d'accroissement. Le dépôt légal avait été ordonné par l'article 8 de la loi du 14 ventôse an IV : les imprimeurs du Corps législatif et du Directoire, les directeurs des imprimeries de la République et autres, soldées par le gouvernement, devaient remettre à la Bibliothèque du Corps législatif un exemplaire de tous les ouvrages sortis de leurs presses. Il ne semble pas que ces dispositions aient été régulièrement appliquées. Les prélèvements dans les dépôts littéraires, source beaucoup plus importante, s'étaient poursuivis sous le Consulat, et Armand-Gaston Camus y avait donné tous ses soins. L'accès des dépôts n'étaient cependant pas libre; ni Camus lui-même ni les autres bibliothécaires ne pouvaient y aller puiser à leur gré : il fallait une permission écrite du ministre de l'Intérieur. On ne saurait estimer au juste le nombre d'ouvrages entrés à la Bibliothèque sous l'administration d'Armand-Gaston Camus pendant le Consulat, mais il peut être de l'ordre de 6000. Comme précédemment, ces ouvrages ne portaient pas uniquement sur des sujets législatifs ou juridiques, mais sur tous les ordres de connaissances : la Bibliothèque demeurait encyclopédique.

Démissionnaire de ses fonctions de bibliothécaire du Corps législatif, Armand-Gaston Camus demeurait cependant archiviste de la République. Il continuait à résider dans l'enceinte du Palais où les Archives étaient établies sous sa garde. Ce ne fut que pour peu de temps. Le 3 ventôse an IX (23 février 1804), les questeurs le prient de conserver à Pierre-Paul Druon, sous-bibliothécaire destiné officieusement pour lui succéder, l'appartement qu'il occupait dans le local des Archives. Ils s'engagent à donner à son autre ancien collaborateur, de Vitry, un nouveau logement en échange du sien. Enfin, ils l'autorisent à garder provisoirement les volumes de la Bibliothèque qu'il détenait, sous réserve de leur en envoyer l'état circonstancié.

Le jour même où Camus quittait ses fonctions et renvoyait au ministre de l'Intérieur les clefs de la Bibliothèque, les questeurs priaient le ministre de confier provisoirement ces clefs à Pierre-Paul Druon. L'ancien bénédictin de Saint-Maur se trouvait donc à l'improviste bibliothécaire par intérim du Corps législatif. Il devait d'ailleurs être titularisé un peu plus tard. Dès ce moment prenait fin sinon en droit, du moins en fait, une situation qui durait depuis des années : les fonctions d'archiviste de la République et de bibliothécaire du Corps législatif cessaient d'être exercées par le même titulaire. La Bibliothèque était donc établie dans ses nouveaux locaux et les arrangements matériels terminés du moins en bonne voie. Mais, quoiqu'elle occupât une partie du palais du Corps législatif, elle demeurait, pour l'administration, sous la dépendance du gouvernement, comme le Premier consul l'avait voulu. La questure tolérait à peine une telle privation de ses droits, sous le régime de l'arrêté du 8 Prairial an VIII. Enfin, le

8 avril 1806, sur la proposition d'un de ses membres, chargé de la surveillance de la Bibliothèque, la questure délibère que Pierre-Paul Druon, chef de la division de la Bibliothèque et des Archives aura le titre de conservateur de la Bibliothèque du Corps législatif.

Accordé à la Bibliothèque par une disposition de la loi du 1er Ventôse an IV, le dépôt légal ne paraît pas avoir eu d'effet sous l'Empire; le gouvernement de Louis XVIII en rendit le bénéfice à la Bibliothèque de la Chambre des députés par une ordonnance du 24 octobre 1814. Le dépôt légal fut supprimé, pour la Bibliothèque de la Chambre, par l'ordonnance du 9 janvier 1828. Pierre-Paul Druon ne se contenta pas d'enrichir la Bibliothèque de livres français. Selon l'exemple déjà donné par Armand-Gaston Camus, il entretint une politique d'échanges avec les gouvernements étrangers. Au nombre des envois les plus importants, remarquons une riche collection de documents parlementaires anglais de 1801 à 1831 reçue en 1832, don de l'orateur de la Chambre des communes d'Angleterre. Pierre-Paul Druon mourut en 1833, mais les échanges se poursuivirent les années suivantes, avec les parlements étrangers. On voit par ce que nous venons de rapporter que la Bibliothèque n'était pas seulement un établissement voué à l'érudition, un dépôt de beaux livres, rares ou précieux. Elle avait un rôle d'auxiliaire de travail législatif.

Quelques jours plus tard, le 3 avril, le questeur chargé du soin de la Bibliothèque fait observer qu'il serait nécessaire d'employer un commis extraordinaire pour accélérer la confection du catalogue, et cet employé est nommé aussitôt. Cette question du catalogue qui revenait à l'ordre du jour, était en effet importante. On se servait de registres et la Bibliothèque se développait assez vite. En raison du classement méthodique des livres et de l'insertion des articles dans le même ordre, le catalogue risquait de devenir illisible et exigeait une refonte. Dès le début de l'administration de Pierre-Paul Druon, l'impulsion donnée dix ans plus tôt par Armand-Gaston Camus à la bonne marche des travaux gardait toute sa force.

Le 3 mai 1814, Louis XVIII fait son entrée à Paris; un mois plus tard, le Corps législatif et le Sénat se réunissent en assemblée collective pour une séance royale. Trois semaines plus tard paraissait un règlement particulier pour la Chambre des députés des départements, définitivement arrêté par la séance du 25 juin 1814. Nous y relevons l'article 82 relatif à la Bibliothèque.

La Bibliothèque de la Chambre reste sous la surveillance des questeurs; le bibliothécaire, en cas de vacance, est nommé de la même manière que les rédacteurs et les messagers d'État, sur une présentation de trois candidats.

La Chambre devenait désormais libre d'administrer sa Bibliothèque. Le gouvernement ajouta à cette disposition bienveillante une autre marque d'intérêt, en comprenant l'établissement au nombre de ceux pour lesquels le dépôt des publications

était ordonné. L'effet de l ordonnance de dépôt légal, du 24 octobre 1814, dura jusqu'à ce que l'ordonnance du 9 janvier 1828 y eût mis fin. Pierre-Paul Druon, le successeur de Camus, présida aux destinées de la Bibliothèque jusqu'en 1833. Sous la direction de ce bénédictin, les collections se développèrent très notablement, en quantité et en qualité, par des procédés réguliers. L'ère exceptionnelle des prélèvements dans les dépôts littéraires était close. Il n'y avait plus d'accroissements que par la voie normale des achats, des envois administratifs, des dons et des échanges. Mais dans quel sens Pierre-Paul Druon allait-il poursuivre l'enrichissement des fonds? Le nouveau bibliothécaire continua de s'inspirer des anciennes habitudes et de l'exemple de son prédécesseur. Il ne se borna donc pas à tenir à jour les diverses séries constituées par la théologie, la jurisprudence et la législation, les sciences et les arts, les belles-lettres, l'histoire et la géographie, au moyen des publications courantes. Comme Armand-Gaston Camus, il estimait que la Bibliothèque devait être non seulement un organe d'information et de documentation pour les législateurs, mais aussi un cabinet de pièces rares et précieuses, en manuscrits et en imprimés. Le rapporteur du budget de 1828 n'en apprécie pas moins les résultats obtenus par Pierre-Paul Druon : il constate que la Bibliothèque est déjà abondamment pourvue d'ouvrages juridiques et que tout ce qui paraît de nouveau et d'intéressant est aussitôt acheté. La Bibliothèque de la Chambre passe, après la Bibliothèque royale, pour une des plus belles et des mieux choisies de la capitale, et se recommande par le plus grand nombre d'ouvrages rares et précieux.

Avec la Révolution de 1830, le retour à une spécialisation plus sévère de la Bibliothèque est préconisé. Un coup de barre définitif devait être donné en 1833, l'année même de la mort de Pierre-Paul Druon, à l'occasion de la publication du *Catalogue des livres composant la Bibliothèque*. Voici comment les questeurs Alexandre Louis Joseph Laborde et du Meillet, qui en avaient signé l'introduction, s'exprimèrent : « Il nous a paru qu'il était temps de suivre une autre marche, plus d'accord avec les travaux dont s'occupe la Chambre, et de nous attacher principalement à l'acquisition d'ouvrages qui, avec le temps pourraient composer une Bibliothèque spéciale et complète de législation. »

J'ai rappelé plus haut les échanges de collections de textes législatifs de grand intérêt, faits avec des parlements étrangers. Si, dans l'ensemble, on veut avoir une idée de l'enrichissement de la Bibliothèque, à la fin de la direction de son second administrateur, on se rappellera que la collection primitive formée par le Comité d'Instruction publique de l'Assemblée législative et qui passa au Conseil des Cinq Cents en 1796, était de quelques 12 000 volumes, surtout destinés au travail législatif. Camus l'avait porté à 18 000. De 1804 à 1833, Pierre-Paul Druon, son successeur, augmenta cet effectif jusqu'à 53 000. Si on considère la qualité de l'enrichissement, on voit que le bibliothécaire s'était admirablement acquitté de ses fonctions. Il put orienter ses recherches à la fois vers la haute bibliophilie, et avec le souci de l'utilité immédiate du fonds, vers le travail législatif.

Avant même l'acquisition du Palais par l'État, le besoin d'agrandissement était reconnu. Une note du *Moniteur* du 1er janvier 1823 le montre que « le local de la Bibliothèque de la Chambre des députés, toujours insuffisant, le devient davantage chaque année, par les accroissements que reçoit ce bel et utile établissement. »

Dès qu'il fut question, pour la Chambre, de s'établir chez elle, sans attendre de décision officielle, Héricart de Thury faisait allusion au local resserré, incommode et insuffisant de la Bibliothèque, et en prévoyait, en 1827, dans son rapport sur le projet d'acquisition, la reconstruction et l'agrandissement. En comprenant les travaux accessoires et tous les frais à y faire, il envisageait une dépense de 100 000 francs. On était loin du compte. Quatre ans plus tard, l'estimation – qui fut encore dépassée – montait à 500 000 francs. Trois mois et demi après l'acquisition du Palais, l'inspecteur général Hubert Rohault de Fleury expose de son côté au Conseil des bâtiments civils que: « la Bibliothèque, qui contient 50 000 volumes, et qu'on augmente annuellement de près de 2000, ne peut rester où elle est. »

Enfin, vers l'époque de la session parlementaire qui s'ouvrit le 1er décembre 1834, le local de la Bibliothèque était mis à la disposition de la Chambre et les travaux officiellement reconnus à leur terme à la date du 1er janvier 1835. Restait encore l'essentiel, c'est-à-dire l'installation des livres dans la nouvelle Bibliothèque. Le Conseil des bâtiments civils n'avait pas attendu la fin des travaux pour s'en occuper. Dans sa séance du 12 août 1833, il avait recherché le nombre de volumes qui pouvaient trouver place dans la salle. Les architectes Paul Lelong et Jean Lesueur, qui remplaçaient Jules de Joly alors suspendu de ses fonctions, représentaient deux variantes : l'une pour 65 000 volumes, en enveloppant totalement les piliers de menuiserie; l'autre, qui était la primitive, en laissant les piliers apparents, ne laissant place que pour 50 à 54 000 volumes. Pierre-Paul Druon avait pu se réjouir, deux ans et demi avant sa mort, de la mise en chantier de la nouvelle Bibliothèque, le 1er mars 1831; il ne vit ni l'achèvement de l'édifice ni sa splendide décoration. C'est à son successeur, le savant bibliographe et philologue Adrien-Jean-Quentin Buchot, que devait revenir le soin de placer les collections dans les nouveaux locaux.

La Bibliothèque du Sénat[3]

On peut faire remonter l'origine de la Bibliothèque du Sénat à 1799, à l'institution du Sénat conservateur. La nouvelle assemblée tente en effet aussitôt, mais en vain, de s'emparer des collections de l'Arsenal et devra se contenter d'un maigre fonds d'almanachs impériaux et d'hommages d'auteurs. En revanche, dès 1815, la Chambre des

3. Sur la Bibliothèque du Sénat, voir : Louis FAVRE, *La Bibliothèque du Palais du Luxembourg : son origine, son histoire*, Paris, P. Mouillot, 1892; Louis ENGERAND, *Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques de France. Paris : Bibliothèque du Sénat*, Paris, Plon, 1908; *La Bibliothèque du Sénat. Catalogue Auteurs et anonymes : répertoire alphabétique*. 2e édition, Paris, Sénat, 1916.

pairs entend se doter d'un véritable instrument de travail. À cet effet, la Chambre inscrit 10 000 francs à son budget. À l'époque, les livres sont rangés dans la galerie des Bustes. Les pairs désignent un bibliothécaire et le chargent également des Archives. En 1831, 10 000 volumes figurent déjà au fonds. Un premier catalogue manuscrit est dressé trois ans plus tard. Agrandissant, de 1836 à 1842, le Palais du côté du jardin, l'architecte des pairs, Alphonse de Gisors, aménage l'actuelle salle de lecture (52 mètres de long, 7 mètres de large, 6 fenêtres). Eugène Delacroix en peint la coupole et le cul-de-four. Ses élèves, Louis Antoine Léon Riesener et Camille Joseph Étienne Roqueplan, décorent les caissons des ailes. Vingt-cinq mille volumes sont alors rangés sur les rayons de la salle neuve. Le rythme d'acquisition est, à l'époque, d'un millier par an. Il croît encore sous Napoléon III. Le premier catalogue imprimé paraît en 1867.

La Constitution du 22 frimaire an VIII (13 décembre 1799), après avoir établi, dans son titre premier, l'exercice des droits de cité, avait, dans les titres suivants, ainsi défini les différents pouvoirs publics :

Un Sénat conservateur; Un Tribunat composé de cent membres, chargé de discuter les projets de lois; Un Corps législatif composé de trois cents membres; Un gouvernement, confié à trois consuls nommés pour dix ans. Le Premier consul, le citoyen Bonaparte, avait pour mission de promulguer les lois, de nommer et révoquer les membres du Conseil d'État, les ministres, les ambassadeurs, les officiers de l'armée de terre et de mer.

Le Sénat, composé, primitivement, de 80 membres, inamovibles et à vie, inéligibles à toute autre fonction publique (article 18), était chargé :

> D'élire, sur des listes faites dans les départements, les législateurs, les tribuns, les consuls, les juges de cassation, les commissaires à la comptabilité; de maintenir, annuler tous les actes qui lui étaient déférés, comme inconstitutionnels, par les tribunaux ou par le Gouvernement. Des revenus, déterminés, des domaines nationaux, étaient affectés à ses dépenses.

Un décret du Conseil des Cinq Cents lui ayant assigné pour résidence le Palais du Luxembourg, il en prit solennellement possession et s'empressa de l'aménager de façon à y tenir ses séances. Un rapport, fait au Sénat par sa Commission administrative dans la séance du 4 thermidor an VIII, constatait ainsi cette situation :

> Le Palais du Luxembourg étant affecté au Sénat, la restauration de ce palais et du jardin, que l'on pourrait dire constitués en ruines forme les frais extraordinaires. Suivant l'aperçu des travaux à faire, remis à votre Commission par l'architecte [Jean François Thérèse] Chalgrin, la dépense pour la restauration du Palais, y compris les travaux pour l'établissement de la Bibliothèque qui doit y être transférée, s'élèvera à 1 173 836 francs.

Dans une séance suivante, quelques sénateurs demandaient la translation de la Bibliothèque de l'Arsenal au Palais du Luxembourg; mais des objections furent soulevées, et le ministère opposa une fin de non recevoir. En désespoir de cause, le Sénat finit par déclarer qu'il se contenterait d'une Bibliothèque provisoire, composée d'ouvrages à prélever dans les dépôts littéraires de Paris. Jean Antoine Chaptal, comte de Chanteloup, ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique, accorda cette autorisation. Hubert Pascal Ameilhon, de l'Académie des Inscriptions et Belles-lettres, reçut la mission de choisir les livres nécessaires. Mais ces prétentions plus modestes ne furent pas davantage réalisées. Le Sénat se contenta alors de réclamer du ministre une collection aussi complète qu'il serait possible de la former dans les dépôts littéraires de Paris. Il s'engageait à prendre à sa charge les frais d'installation, à faire jouir le public de cette Bibliothèque à des jours déterminés. Le ministre accepta et il s'occupa, évidemment sans tarder, de faire remettre au Sénat les livres qui lui étaient destinés. Ils étaient au reste bien peu nombreux, comme le relèvent les pièces comptables. Deux armoires placées dans la galerie, dite aujourd'hui des Bustes, suffirent à leur installation. Cette galerie, affectée aux Archives, à la Bibliothèque, prit alors le nom, bien adapté à ses destinations multiples, de Galerie des cartons. Elle le conserva jusqu'en 1841.

Le sénatus-consulte du 14 nivôse, an XI, relatif à l'administration économique du Sénat, stipule en son article 13 : « Le chancelier aura sous son administration les Archives ... Il surveillera la Bibliothèque, la galerie des tableaux et le cabinet des médailles. »

En l'an XII (1804), le chancelier, François Marie Joseph de Laplace, tout en constatant que les travaux relatifs à l'achèvement de la nouvelle salle des séances n'ont pas permis de s'occuper encore du placement de la Bibliothèque, ne manque pas de rappeler au conseil d'administration, présidé par l'empereur, que l'établissement de cette Bibliothèque : « a été, dès le principe, l'un des vœux les plus doux du Sénat. »

En dépit de cette intervention, la situation ne se modifie nullement pendant toute la durée de l'Empire; et même, en 1812, Jean-Pierre Bachasson, comte de Montalivet, ministre de l'Intérieur, ayant notifié à Bernard Germain Étienne de Laville-sur-Illon, comte de Lacépède l'opportunité du transfert au Sénat de la Bibliothèque du Panthéon, dont les locaux devaient être occupés par un lycée, le président du Sénat répondit péremptoirement que ce transfert était impossible au point de vue légal. À une Bibliothèque de si minime importance, un bibliothécaire était inutile. Ces fonctions furent dès ce moment, sans doute, confiées à l'employé de l'administration qui devait, quinze années plus tard, en devenir le titulaire, mais les états du personnel ne mentionnent pas son nom. Les gratifications accordées, à de rares intervalles, le sont pour travaux à la Bibliothèque, sous le voile de l'anonyme. Pendant la durée de l'Empire, et jusqu'à sa fin, aucun changement n'est apporté à cette situation.

La Chambre des pairs, réorganisée en 1815, augmentée par une ordonnance royale du 17 août, ne pouvait rester indifférente à ce mouvement. Dès les premières séances, la Chambre réclama donc, avec instance, l'augmentation de sa Bibliothèque, et voici comment s'exprimait Charles Louis Huguet, marquis de Sémonville, Grand Référendaire de la Chambre des pairs, dans le rapport annuel qu'il adressait, selon l'usage, au ministre secrétaire d'État de la Maison du roi. Le budget de la Chambre était constitué, en effet, par une dotation qu'elle tenait, selon la formule du temps, de la maison royale, et le ministre avait mission de présenter le rapport au roi, de solliciter son approbation. Après l'énumération de diverses recettes et dépenses, Charles Louis Huguet, marquis de Sémonville aborda le chapitre des dépenses qualifiées d'indispensables, ensuite la question du personnel de la Chambre :

> Les pairs, assemblés plusieurs mois de l'année et divisés en bureaux, reconnaîtront, prochainement, la nécessité d'avoir auprès d'eux, pour les travaux de la Chambre, un nombre d'employés, de fonctionnaires et officiers, supérieurs à celui qui était attaché à l'ancien Sénat. Parmi ces employés nouveaux devraient figurer un bibliothécaire.

La proposition pour les employés ne fut acceptée qu'en partie. On nomma un messager, deux suisses, un aumônier; on refusa le commissaire et les jurisconsultes. Quant à la nomination du bibliothécaire, elle fut ajournée. Mais on résolut de s'occuper de l'établissement d'une bibliothèque qui n'existait pas. Charles Louis Huguet, marquis de Sémonville proposa de voter à cet effet un crédit de 57 949,50 francs pour dépenses conformes au devis approuvé par la Commission administrative. Cette Bibliothèque devait être installée, tout à la fois, dans une salle du rez-de-chaussée et au premier étage, dans la galerie des cartons et dans les salons qui y faisaient suite. Voici quel était le devis exprimé en francs des travaux à exécuter :

Menuiserie	5 500,00
Serrurerie	4 000,00
Épinglerie ou grillage	600,00
Sculpture	350,00
Ornements et pâtes	799,50
Peinture	3 000,00
Décor et dorure	20 000,00
Marbrerie	3 000,00
Miroiterie	5 000,00
Ameublement	15 700,00

En fait, c'est seulement entre les années 1816 et 1822 que la Bibliothèque fut réellement installée, au premier étage du Palais, dans le couloir appelée la galerie des Bustes et au rez-de-chaussée dans la salle Blanche attenante à la chapelle et à la salle du Livre d'or. Les armoires et rayons destinés à recevoir les ouvrages coûtèrent la somme de 57 144 francs. Quant au crédit pour l'achat de livres, il ne fut inscrit au budget de la Chambre des pairs qu'en 1819 et s'éleva à 10 000 francs, en même temps qu'apparaît la désignation d'un bibliothécaire qui exerçait, par surcroît, les fonctions de chef de bureau des Archives. Un seul garçon de bureau assurait le service intérieur. Au début, les achats de livres semblent mal répondre à la conception que l'on peut se faire d'une bibliothèque parlementaire ou législative.

Six mille francs devaient être employés dans l'année 1816, le reste de la somme dans les années qui suivraient. Quant aux livres, aucun fonds spécial ne leur était alloué. Mais où se trouvait cette bibliothèque du rez-de-chaussée? Quelle salle lui avait été destinée, attribuée? C'est à la lueur des mémoires des entrepreneurs et des travaux à réaliser que l'on apprend que la Bibliothèque est sise dans la salle Blanche ainsi que dans la salle du Livre d'or qui y fait suite. La Chambre des pairs disposait ainsi de deux bibliothèques, l'une au rez-de-chaussée, l'autre au premier étage. Elle possédait, de plus, dans un des salons du pavillon de l'Est, une salle de lecture pour journaux et revues périodiques qui prit le nom de *Cabinet de lecture de Messieurs les Pairs*.

Durant les années qui suivent 1816, les travaux énumérés se poursuivent et s'achèvent, mais le nombre des livres s'augmente lentement. L'expérience démontre chaque jour la nécessité d'ajouter, au peu de livres dont se compose la Bibliothèque de la Chambre, des ouvrages importants à consulter pour les délibérations[4]. Il n'a été encore fait aucun fonds à ce sujet. La Commission propose d'inscrire un crédit de 10 000 francs pour les besoins les plus reconnus. Elle est aussi d'avis d'accorder une gratification de mille francs à l'employé chargé des soins de la Bibliothèque. Voilà un premier pas sérieux accompli en 1824. Charles Louis Huguet, marquis de Sémonville régularise la situation. Il expose à la Chambre qu'un bibliothécaire est indispensable et, sur sa présentation, le bureau nomme à ces fonctions Jean-Arsène Carrey, attaché à l'administration, et occupant alors le poste de sous-chef des Archives. Promu chef du bureau des Archives en 1818, il fut nommé bibliothécaire le 1er janvier 1826; bibliothécaire et chef des Archives le 1er janvier 1829. Il fut un bibliothécaire fort épris des soins de sa charge et continua à la remplir de la façon la plus honorable jusqu'à la chute du roi Louis-Philippe, en 1848. Son fils, Pierre-Émile Carrey, lui fut adjoint du 1er janvier 1844 au 20 mai 1848, comme sous-bibliothécaire.

Cependant dès 1825, on paraît s'être préoccupé davantage de la destination de la Bibliothèque, en achetant d'un bloc au libraire Debure un lot de 327 volumes manuscrits

4. Charles-Louis Huguet de SEMONVILLE, *Rapport sur le Budget de 1819*, article 4.

concernant l'histoire de France, les parlements, les États généraux, la pairie, les procès criminels des pairs, le cérémonial, les finances. Cette année-là, Charles Louis Huguet, marquis de Sémonville, dans son rapport, fait encore allusion à l'établissement de la Bibliothèque : « L'établissement des Archives dans les combles du second étage, et celui de la Bibliothèque, rendent insuffisants les crédits alloués pour dépenses d'administration. »

Le 27 juillet de cette même année, le baron de Glandevez, secrétaire du bureau appuie en ces termes les augmentations de crédits demandées par Charles Louis Huguet, marquis de Sémonville : « Ces crédits sont rendus indispensables par la création d'une Bibliothèque, déjà assez complète quoique peu nombreuse encore. Quant au bibliothécaire, l'utilité des recherches dont il est chargé le recommande au souvenir de la Chambre. »

Les envois des ministères, les achats de livres réclamés et proposés devenaient en effet plus importants. Mais l'augmentation de la dépense est surtout sensible en ce qui concerne les abonnements aux journaux et aux revues. En compulsant le dossier de ces abonnements, on y retrouve notamment les titres suivants : *Les Annales maritimes - Le Courrier français - L'Étoile - Le Galignani's Messenger - Le Journal de Littérature - Le Journal de Paris - La Pandore - Le Journal militaire - Le Miroir, journal des spectacles - Le Moniteur - La Revue encyclopédique - Le Times*. Quant aux livres, on achetait, un peu au hasard, sans trop choisir, en bloc, le sacré et le profane, la politique et l'histoire naturelle, les publications d'art et les dissertations des conciles.

Les factures des librairies qui sont les fournisseurs habituels de la Bibliothèque portent sur leurs acquits des noms qui sont restés célèbres dans le monde de la librairie : Debure frères, Bossange, Didot, Guyot et Scribe, Renouard et Deschamp Meilhac. Mais les pourvoyeurs les plus actifs, ce sont les bouquinistes, les fureteurs habiles, qui, pendant les années révolutionnaires, ont su acheter, collectionner, entasser, dans leurs boutiques sombres, des ruelles, des quais, du quartier des Écoles, les trésors des bibliothèques des couvents, des hôtels aristocratiques, des cabinets des pauvres bibliophiles ruinés ou disparus. Ceux-là arrivent toujours avec des factures libellées sur papier gris bleu, sur lesquelles figurent de longues listes d'ouvrages ayant trait aux questions ecclésiastiques, des voyages, des lots de documents sur le Parlement, voire même des médailles. En 1820, un de ces derniers lots est acquis pour le prix de 1 256 francs.

Au gouvernement de la branche aînée de la maison de Bourbon succède la monarchie du roi Louis-Philippe. Le Palais du Luxembourg reste Palais de la Chambre des pairs. Les salles conservent la même destination. Le personnel des fonctionnaires est à peine modifié. Charles Louis Huguet, marquis de Sémonville lui-même est toujours grand référendaire. Jean-Arsène Carrey est maintenu bibliothécaire. Un crédit de 10 000 francs est annuellement affecté aux dépenses de la Bibliothèque. En 1830, on continue à marcher résolument dans la voie d'une démarche active de développement des

collections en réalisant l'importante acquisition, moyennant 9000 francs, de la collection de registres du Parlement de Paris. En 1831, le baron Claude Édouard Philippe Mounier, rapporteur de la Commission spéciale chargée de l'examen du budget intérieur de la Chambre, remarque que :

> 3000 francs sont consacrés aux abonnements des journaux destinés au service de la Chambre. Les progrès croissants de l'importance des publications périodiques ne permettent pas de considérer ce chapitre comme susceptible de réduction. Nous croyons devoir saisir cette occasion pour faire connaître à la Chambre que le Grand Référendaire vient de faire disposer plus commodément le salon de lecture. Dorénavant il sera ouvert tous les jours de onze à cinq heures, qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas séance de la Chambre, et hors des sessions aussi bien que pendant leur durée. Les journaux de la semaine entière y resteront constamment à la disposition des Pairs qui voudront les parcourir. On vous propose de consacrer, de même que l'année dernière, une somme de 10 000 francs à votre Bibliothèque. Elle renferme déjà plus de 10 000 volumes qui sont fort utiles aux recherches que les Pairs ont à faire sur les différents objets soumis à leur délibération. Le crédit alloué est employé à l'acquisition d'ouvrages nécessaires, soit dans les nouvelles publications, soit dans les anciens écrits. On y impute toutefois la dépense qu'exige la reliure des ouvrages appartenant à la Bibliothèque ou des collections de journaux.

Les pairs commencent à réclamer un catalogue. Le comte Antoine Roy fait observer que l'établissement du catalogue de la Bibliothèque demande encore quelque temps pour être terminé et pour la confection du double qui doit être aussi déposé aux Archives. Ce travail qui exige un temps considérable fut continué dans l'intervalle des sessions et achevé en 1833.

Au cours de la séance secrète de la Chambre des pairs du 11 avril 1834, Abel François Villemain se plaignit, avec quelque vivacité du dénuement de cette partie si importante du service. Il ajoutait :

> Le zèle et l'intelligence du bibliothécaire ne peuvent toujours dissimuler la pénurie des collections confiées à sa garde; il lui faut chaque jour emprunter aux bibliothèques publiques les ouvrages les plus importants et les plus usuels. Je voudrais qu'on s'occupât sérieusement de remplir ces lacunes en augmentant annuellement le fonds destiné aux achats de livres nouveaux; il me semble qu'on pourrait également tirer parti des collections que la Chambre fait imprimer chaque année pour lui procurer au moyen d'échange d'autres collections dont elle est privée.

En somme, il proposait de porter à 15 000 francs au lieu de 10 000 le crédit à ouvrir pour la Bibliothèque. Le baron Claude Édouard Philippe Mounier répliqua :

que cet accroissement de crédit serait peut-être encore prématuré maintenant. L'argent n'est pas le seul élément pour former une Bibliothèque telle que celle qui convient à la Chambre. Le soin et la méthode sont encore indispensables dans le choix des livres à acquérir et sous ce rapport la Chambre ne peut que se féliciter des résultats qui ont été obtenus depuis quelques années : au lieu d'un amas de volumes rassemblés sans ordre et sans but, tel que celui qui a servi de noyau à la Bibliothèque du Luxembourg, la Chambre possède déjà une collection assez riche en ouvrages de législation et de jurisprudence. C'est surtout vers les objets qui se rapportent le plus spécialement aux discussions parlementaires que l'emploi des fonds annuels a été dirigé et la Chambre s'est procuré plusieurs recueils fort rares et fort précieux tels que la copie des registres du Parlement de Paris et les débuts des Cortés d'Espagne pendant les sessions de 1821 et 1822. En ce moment même une négociation se poursuit avec la Chambre des Lords pour obtenir la collection des procès-verbaux et actes du Parlement anglais, en échange des collections émanées des assemblées françaises. La Chambre a voté pour cet objet un crédit de 12 000 francs à sa dernière session, et si quelques incidents imprévus n'avaient retardé les préparatifs de cet échange, il serait déjà consommé. Quant à l'augmentation de crédit que proposait le préopinant, le rapporteur estime qu'avant de voter il faudrait indiquer à quelle partie elle devrait être spécialement appliquée; à défaut de cette indication, il pense que la somme annuelle de 10 000 francs entièrement employée en achat de livres nouveaux peut suffire aux besoins ordinaires.

Abel François Villemain persista à réclamer une augmentation de crédit :

Il désirait que les acquisitions nouvelles fussent dirigées dans le but d'enrichir les collections sous le rapport de l'économie politique bien plus que sous celui de la littérature. Peu lui importerait d'avoir le recueil du *Mercure de France* ou des causes célèbres, lorsqu'on manque des ouvrages plus importants pour la discussion des lois sur les matières d'économie politique telles que l'instruction primaire, l'amélioration du sort des classes pauvres.

Là-dessus, le baron Claude Édouard Philippe Mounier exposa :

que chaque membre de la Chambre doit se trouver naturellement porté à regretter l'absence de telle ou telle série d'ouvrages qui se rapporte plus particulièrement à l'objet de ses études; mais pour compléter à la fois la Bibliothèque sur toutes les matières qui peuvent donner naissance à des projets de lois, il serait nécessaire d'arriver à un nombre de volumes qui ne peut être atteint de longtemps. Le crédit annuel est employé à se procurer d'abord les ouvrages fondamentaux sur chaque matière et les collections parlementaires qui peuvent présenter quelque analogie avec les débats des chambres françaises. C'est ainsi qu'on vient d'acquérir les actes de la Chambre du pays de Bade. Quant au recueil du *Mercure de France* dont le préopinant a

parlé, il faut se rappeler que ce journal a été longtemps presque le seul qui parut en France.

La Chambre consultée maintint le chiffre de 10 000 francs. En 1835, le duc Élie Decazes, nouveau grand référendaire, d'accord avec le bureau de la Chambre, fit dresser par l'architecte, Henri Alphonse Guy de Gisors, un projet d'agrandissement du Palais dont le devis se montait à 2 600 000 francs. Ce projet, présenté à la Chambre des députés, renvoyé par elle à une commission spéciale, approuvé ensuite par les deux chambres, avec des modifications, reçut sa consécration officielle par une loi du 15 juin 1836. Les travaux, commencés au mois de septembre de cette même année, furent terminés le 1er janvier 1841. L'agrandissement du Palais, décidé en 1836, était à peu près entièrement terminé en 1842. La Bibliothèque était enfin installée dans un cadre digne de ses richesses : une superbe galerie de 52 mètres de long sur 7 mètres de large, éclairée sur le jardin par une rotonde et six vastes fenêtres, décorées par Eugène Delacroix, Camille Joseph Étienne Roqueplan et Louis Antoine Léon Riesener. Ils eurent pour résultat : la construction de la salle des séances actuelle, de la Bibliothèque, des salons qui l'entourent, l'édification, en somme, d'un nouveau Palais, ajouté à l'ancien. Il installe, dans les pavillons, les salles des bureaux et des commissions. Il réserve la grande galerie qui regarde l'Observatoire pour la Bibliothèque. Par ordre de la Chambre, il fait à cette Bibliothèque un aménagement digne de ses destinées. Les meubles disposés pour recevoir les livres tapissent les murailles. Eugène Delacroix décore d'une de ses plus belles œuvres le plafond de la coupole centrale d'où l'on découvre sur les jardins une des vues les plus admirables que puissent rêver les bibliophiles. Les salons, annexes de la Bibliothèque, offrent un asile calme et tranquille à ceux qui veulent se recueillir, travailler, discourir sur les questions de l'ordre du jour. À partir de ce moment, la Bibliothèque entre dans son plein épanouissement; son accroissement est rapide. En séance secrète du 27 juin 1846, le comte Arthur-Auguste Beugnot réclamait par contre encore le complément de l'ameublement : « La Bibliothèque de la Chambre offre, sans doute, une réunion somptueuse de peintures, de dorures et de marbres sculptés, mais jusqu'ici elle manque du mobilier le plus indispensable à un établissement de cette nature. »

Toujours est-il que les livres furent placés sur les rayons dans le courant de l'année 1841. Mais cette transformation exigeait une augmentation de personnel, ainsi que l'exposa le baron Claude Édouard Philippe Mounier lors de la fixation du budget de la Chambre des pairs pour 1842 :

> Jusqu'à présent la Bibliothèque de la Chambre n'a point été régulièrement établie : les livres étaient disséminés dans des armoires fermées, où ils restaient inconnus. Dans cette situation, le bibliothécaire a pu satisfaire seul à toutes les obligations; mais lorsque les richesses que la chambre possède, et qui étaient pour ainsi dire enfouies, vont être étalées dans la belle galerie qui leur est destinée, il sera indispensable de s'occuper de pourvoir aux besoins du service. Toutefois, il a semblé qu'il convenait d'ailleurs que les livres fussent

placés, pour que M[onsieur] le Grand Référendaire jugeât ce que demanderaient leur conservation et la commodité des Pairs qui fréquenteront la Bibliothèque. Il est un point qui ne saurait être douteux, c'est la nécessité d'attacher à la Bibliothèque un second garçon de bureau. Sa présence sera particulièrement utile au moment où il s'agira de ranger les livres dans les rayons de la nouvelle galerie; et ce ne sera pas trop de deux hommes pour le service de cette galerie, surtout les jours de séance. »

La Chambre accorda le garçon supplémentaire et un peu plus tard, en 1844, deux employés. Lebrun justifiait comme suite l'indispensable nécessité :

> La Bibliothèque de la Chambre des Pairs, qui en 1815 consistait seulement en quelques volumes, hommages faits au Sénat, et en une collection complète de l'*Almanach impérial*, s'est successivement accrue, depuis cette époque, par les soins éclairés de vos Grands Référendaires et le zèle du bibliothécaire de la Chambre, jusqu'au nombre de 25 000 volumes. Vous destinez chaque année 10 000 francs à accroître ce nombre; c'est chaque année environ 1000 volumes que vous ajoutez à vos collections. Mais par suite de cet accroissement même et de l'étendue des localités que la Bibliothèque occupe à présent, un seul homme ne peut suffire aux travaux de toute sorte qu'elle exige. M[onsieur] le Grand Référendaire juge, et votre Commission avec lui, qu'il faut des aides au bibliothécaire. Non seulement les livres ont besoin d'être classés, donnés chaque jour et à chaque instant aux Pairs qui les demandent, replacés sur leurs rayons, inscrits sur les catalogues, mais il y a un arriéré de travaux qu'il serait utile de mettre à jour; des collections importantes attendent des catalogues spéciaux et détaillés. Ainsi, par exemple, vous possédez un nombre considérable de brochures publiées depuis l'époque de 1789 jusqu'à celle du Directoire et qui remplissent 140 cartons et qui renferme plus de 40 000 pièces, n'a point encore de table. Il serait également nécessaire de faire les tables chronologiques, et même alphabétiques, des ordonnances des Rois de France, depuis le règne de Charles VIII, lesquelles sont disséminées dans un grand nombre de volumes. Ce serait une suite fort utile à donner à la collection de Laurière et à celle de Pastoret, et fort nécessaire aux recherches des membres de la Chambre. Deux emplois ont donc paru devoir être créés pour suffire à tous les différents besoins, et votre Commission vous propose de nommer deux employés au même titre et au même traitement de 2000 francs.

Lors de la séance secrète du 27 juin 1846, sur les instances de Charles Forbes de Tryon, comte de Montalembert, la Chambre augmenta de 500 francs les appointements de ces deux employés et elle portait, en 1847, à 10 000 francs le traitement du chef de service.

Cependant les abonnements aux journaux, qui avaient toujours formé un article distinct du budget de la Chambre, et, jusqu'en 1837, n'avaient guère dépassé 3000 francs, prenaient une telle extension que presque tous les ans les crédits étaient insuffisants.

Ainsi, en 1842, ils avaient atteint 3463 francs 85 centimes et en 1843, 4394 francs 95 centimes. La Commission de comptabilité crut devoir présenter quelques observations qui provoquèrent les explications du grand référendaire :

> Cet excédent a deux causes : la première a un caractère permanent qui a mis dans la nécessité de proposer dans le projet du budget de 1845 une augmentation annuelle de 500 francs au crédit affecté à l'abonnement aux journaux; la deuxième est exceptionnelle et n'est relative qu'à l'année 1843 [compte tenu de l'achat de plusieurs têtes de revues ou numéros arriérés pour compléter divers ouvrages périodiques]. L'autre cause est l'accroissement incessant du nombre de journaux et feuilles périodiques auxquels la Chambre ne peut se dispenser de s'abonner pour satisfaire aux demandes que font journellement MM les Pairs.

Mais la Commission s'obstina à refuser une augmentation annuelle, jusqu'en 1846, où le crédit fut enfin porté à 4000 francs. La Commission administrative ne lui ménage plus les subventions. Outre des crédits spéciaux, elle jouit d'un crédit annuel de 14 000 francs pour ses achats. Le chancelier président est un ami passionné des livres. Et parmi les membres de la Chambre des pairs, combien d'hommes éminents, magistrats, écrivains, administrateurs, qui tous sont les hôtes familiers, assidus, de la Bibliothèque. Un des salons qui lui servait de dépendance était réservé pour la lecture des journaux. Placé sous la direction du bibliothécaire, il contenait toutes les publications de l'époque, journalières, périodiques, hebdomadaires, mensuelles, les revues françaises et étrangères, et ne ressemblait plus guère à l'ancien cabinet littéraire des pairs de 1820. Les livres arrivèrent par flots. Le crédit pour la première année se monta à 19 097 francs. On s'occupa d'abord des ouvrages ayant trait à la jurisprudence parlementaire et on fit appel aux libraires de la place. Ainsi, Méquignon junior[5] fournit les impressions de la Chambre des pairs et de la Chambre des députés; Doret[6], les débats du parlement anglais[7]; les frères Debure, des ouvrages sur l'histoire de France, les parlements, les États généraux et la pairie[8], et d'autres contenant les procès-verbaux jusqu'à 1748[9]; et Porquet, 160 volumes de l'Académie des sciences. L'année suivante, la Bibliothèque achète au comte Boissy d'Anglas, pour la somme de 9000 francs, la collection des registres du Parlement de Paris depuis Saint Louis jusqu'à la Révolution. Jean-Arsène Carrey se tient également au courant des ventes par commissaires-priseurs. Il achète, par leur intermédiaire, 48 volumes des lois de l'Empire russe pour 1060 francs, 102 volumes de l'*Encyclopédie méthodique* pour 800 francs, 53 volumes d'*Acta Sanctorum* pour 1500 francs; un lot considérable d'ouvrages provenant de la Bibliothèque d'un oratorien, pour 1874 francs; le *Journal de la Montagne*, les *Bulletins du Tribunal révolutionnaire*,

5. Libraire rue des Augustins.
6. Libraire rue Hautefeuille.
7. 15 volumes achetés 642 francs.
8. 327 volumes payés 3000 francs.
9. 168 volumes.

492 numéros pour le prix de 1003 francs. Il acheta même des livres au poids. Le libraire Porquet lui vendit, pour le prix de 900 francs, 825 kilos de papiers, tant manuscrits qu'imprimés, à raison de un franc neuf centimes le kilo et contenant les tables des registres du Parlement de Paris.

La monarchie du roi Louis-Philippe s'écroule, la Chambre des pairs disparaît, ses fonctionnaires sont mis à la retraite. La Révolution de 1848 apporte une grande perturbation dans le fonctionnement de la Bibliothèque. La liquidation de l'ancienne Chambre des pairs ayant réglé à 5829 francs le solde à payer pour les journaux et revues sur cette année et à 2676 francs 50 centimes le montant des achats de livres, aucun crédit ne fut plus inscrit pour elle au budget. La Bibliothèque, devenue publique, fut placée dans les attributions du ministère des Travaux publics avant de passer sous la dépendance du ministère de l'Instruction publique. Jean-Arsène Carrey, son bibliothécaire en chef, est remplacé en mars 1848 par Charles Londe, un médecin et Pierre-François Tissot. L'abbé François-Émile Chavin de Malan leur succède le 24 janvier 1849. La Bibliothèque végéta sans autres allocations budgétaires que celles afférentes au payement des traitements de son personnel jusqu'en 1852. La formation du Sénat - créé en vertu de l'article 4 de la Constitution du Second Empire - lui rendit son ancien lustre et son budget de 10 000 francs. Mais le crédit affecté aux journaux, qui était de 4000 francs, fut abaissé à 2400 francs, malgré les efforts du bibliothécaire et sa recommandation que : « dans une bibliothèque parlementaire, les journaux et revues forment une section des plus importantes, parce que c'est là qu'on va chercher sommairement, en politique surtout, la situation de chaque jour. »

Le Sénat nomme le 1er juin 1852, à la place laissée vacante, Paul-Mathieu Laurent, dit Laurent de l'Ardèche, ancien saint-simonien, publiciste, auteur d'une histoire de Napoléon Ier d'assez médiocre valeur. Toujours en 1852, on notera avec une attention très particulière en ces lieux qui nous accueillent l'aide fraternelle portée à la Bibliothèque du Canada-Uni, détruite par le feu en 1849, en lui donnant 300 volumes de documents émanés de l'ancien Sénat et de la Chambre des pairs. Laurent abandonne cependant ses fonctions au Palais du Luxembourg le 30 juin 1853, pour prendre, à la Bibliothèque de l'Arsenal, celles de conservateur et d'administrateur. Pierre-Ange Vieillard de Boismartin lui succède par mouvement contraire. Il arrivait, en effet, de la Bibliothèque de l'Arsenal. Il resta bibliothécaire jusqu'en 1862, époque de sa mort. Son sous-bibliothécaire, Auguste-Alphonse Étienne-Gallois, dit Étienne, le remplaça. Il était entré dans l'administration du Sénat le 1er février 1843. Il fut attaché d'abord au service des journaux, fut nommé employé à la Bibliothèque le 1er janvier 1844, fut promu bibliothécaire adjoint le 10 mars 1852 et bibliothécaire du Sénat le 15 janvier 1862. Formé par Carrey, c'est lui qui maintint les traditions de la Bibliothèque, et la dirigea réellement pendant le passage des Londe, Chavin de Malan, Ponsard, Laurent et Vieillard. Dans une lettre qu'il adressa au grand référendaire Ferdinand Barrot en 1866, le bibliothécaire estimait que les volumes dont se composait alors la Bibliothèque étaient au nombre d'environ 50 000. En 1867, la Bibliothèque distribua son premier catalogue imprimé.

Charles Quentin, le bibliothécaire nommé par la Commune eut un rôle plutôt effacé. Dès sa première visite, il se présenta de la façon la plus courtoise, demanda quelques renseignements sur la Bibliothèque, puis, ayant choisi quelques livres, il s'installa dans un des salons contigus à la galerie et passa des heures à lire. Il vint ainsi, à peu près chaque jour, pendant une ou deux semaines, et abandonna ensuite ses fonctions, qu'il n'avait occupées semble-t-il que dans l'intention de sauver la Bibliothèque si elle était menacée. Bibliothécaire adjoint du Sénat depuis le 15 janvier 1862, Charles-Edmond Choïeçki fut nommé le 30 mai 1872 bibliothécaire du Palais du Luxembourg, le 1er janvier 1873 bibliothécaire administrateur de la Bibliothèque du Luxembourg, le 1er juillet 1876 bibliothécaire en chef du Sénat, et ce, jusqu'en 1896. Pendant la Commune, les bibliothécaires sont traqués, obligés de céder à la force, de se soumettre aux injonctions des délégués de la Commune, de résilier leurs fonctions. Charles-Edmond Choïeçki est officiellement révoqué. Jean-Baptiste Burot sera le seul d'entre eux à échapper à cet ostracisme. Il était entré à la Bibliothèque le 1er janvier 1866 à la suite de la démission de Jules Andrieux, employé à la Bibliothèque du 26 juillet 1857 au 31 décembre 1865. Cheville ouvrière de la Bibliothèque sous la direction de Charles-Edmond, Burot devint sous-bibliothécaire de la Bibliothèque du Luxembourg le 1er janvier 1873, sous-bibliothécaire du Sénat le 1er juillet 1876.

La ville de Versailles, pendant ce temps, était devenue le siège du gouvernement. Le 20 mars 1871, l'Assemblée nationale avait pris possession du palais de Louis XIV; elle y tenait sa première séance dans la salle de l'Opéra, inaugurée en 1770 pour les fêtes du Dauphin et qui avait été disposée pour les usages parlementaires par Charles-Auguste Questel, l'architecte du Palais. Elle y siégea jusqu'en 1875. La loi constitutionnelle du 25 février 1875 ayant créé un Sénat, cette Assemblée revendiqua aussitôt sa Bibliothèque et comme l'article 9 de la même loi fixait à Versailles le siège du Parlement, les livres les plus indispensables furent transportés dans les galeries du Palais voisines des salles de la Smalah, et les bibliothécaires firent, à tour de rôle, le service à Paris et à Versailles. Enfin, la loi du 22 juillet 1879 ayant établi à Paris le siège des deux chambres et affecté le Palais du Luxembourg au Sénat, la Bibliothèque, après neuf ans de vicissitudes, reprit le cours paisible de son évolution.

À cette époque, une nouvelle Constitution attribua les pouvoirs publics à un Sénat, à une Chambre des députés et à un président de la République. La Chambre des députés siégea dans l'aile gauche du Palais, le Sénat conserva la salle de l'Opéra pour y tenir ses séances. Mais on songea dès ce moment à la possibilité du retour à Paris. La Chambre avait sa résidence au Palais-Bourbon, le Palais du Luxembourg fut, conformément aux précédents, réservé au Sénat. Un des premiers actes de sa prise de possession fut de s'annexer la Bibliothèque. Puis, lorsqu'il organisa le personnel de ses fonctionnaires, il confirma dans leur situation les bibliothécaires en exercice dont Charles Edmond Choïeçki, bibliothécaire en chef. Il décida ensuite qu'une partie de la Bibliothèque, celle qui concernait la jurisprudence parlementaire, les journaux, les revues, serait transférée à Versailles, dans les salles désignées pour cet office. On l'avait placée

dans les galeries voisines des salles dites de la Smalah, réservées aux tableaux d'Horace Vernet. Au-dessous, les livres, placés dans des casiers à hauteur de main, dans les salles annexes, les journaux disposés en ordre de bataille sur des banquettes recouvertes de serge verte. Cette installation rudimentaire sembla très commode pour les lecteurs. Cet état de choses dura du 8 mars 1876 au 2 août 1879. À ce moment, les membres des deux assemblées, fatigués des voyages journaliers à Versailles, obsédés par les regrets du temps perdu, décidèrent la rentrée à Paris. Le Sénat vint alors occuper son Palais du Luxembourg, restauré, réorganisé par l'architecte Gondoin. Il y ramena ses bureaux, sa Bibliothèque et y constitua son installation définitive. De cette époque date une modification intérieure de la Bibliothèque. Le bureau, se souvenant de la commodité qu'offraient, à Versailles, les casiers à hauteur d'appui pour les livres usuels, ordonna l'enlèvement des médailles, des meubles qui les contenaient et les fit remplacer par des casiers. Les livres envahissaient la Bibliothèque et les salons qui y font suite. Le flot refluait jusque dans les combles, au second étage. Des collections intéressantes se trouvaient, sinon perdues, au moins hors de portée, difficiles à retrouver. Elles devenaient plus qu'un embarras, un danger. Les plafonds pliaient sous le poids des volumes et des imprimés.

Rétabli par les lois constitutionnelles de 1875, le Sénat quitte, en 1879, Versailles pour revenir siéger au Luxembourg. La Haute Assemblée réclame aussitôt la galerie des Jordaens (située à l'aile est). Le musée du Luxembourg occupe les lieux depuis 1803. Pour s'en débarrasser, le Sénat doit construire un bâtiment devant la rue Férou. Enfin libérée en 1887, la galerie est affectée comme annexe à la Bibliothèque, que surcharge un fonds alors évalué à 80 000 volumes. Mais, lorsque, en 1899, le Sénat siègera en Haute Cour, il faudra, en quatre jours, déménager de cette annexe près de 50 000 livres, car elle servit de prison pour les inculpés.

La dépense annuelle accordée aux collections se répartit à peu près comme suit :

- Abonnements aux journaux et revues : 5000 francs
- Achats de livres : 5500 francs
- Reliure : 7000 francs

La somme accordée aux achats de livres peut paraître modique. Mais il faut compter avec l'afflux considérable d'ouvrages qui arrivent à la Bibliothèque par la voie des administrations publiques, du service de la distribution des impressions parlementaires, de la Direction des Beaux-Arts, de l'Institut, des préfectures, de la ville de Paris. Bon an mal an, 2000 volumes s'ajoutent au stock existant; en sorte que la Bibliothèque, construite pour abriter 30 ou 40 000 volumes, a rapidement été débordée, surtout depuis le développement intensif du régime parlementaire. En 1884, le sénateur Auguste Victor Huguet écrivait :

La Bibliothèque du Sénat contient près de 90 000 volumes; le local dont elle dispose pour le classement des ouvrages anciens et nouveaux devient de plus en plus

insuffisant car elle s'accroît annuellement de 2000 volumes environ. Par suite des acquisitions obligées et courantes, et des ouvrages qui sont gratuitement envoyés à la Bibliothèque par les Ministères, l'Imprimerie nationale, l'Institut, etc., l'accroissement quotidien des collections en rend le classement, nous ne dirons pas difficile, mais désormais impossible, faute de place dans les rayons, où déjà bien des ouvrages sont superposés et distribués sur deux et même sur trois rangs. Le service de la Bibliothèque se trouve ainsi sensiblement entravé.

Les questeurs du Sénat, le comte Joachim Achille Rampon, Claude Anthime Corbon et le général Adolphe Victor Pélissier, très soucieux de ce qui touchait à la Bibliothèque, à son avenir, prirent une grande décision. Ils proposèrent au bureau de construire, dans l'Orangerie du jardin, un musée où seraient placées les œuvres des peintres, des sculpteurs et autres artistes vivants, d'annexer à la Bibliothèque toutes les salles et galeries occupées par ce musée. La proposition ayant été prise en considération, les travaux furent immédiatement décidés. Commencés le 12 juillet 1886, ils furent menés avec tant d'activité par Gondoin, l'architecte du Palais, et par Louis Henri Georges Scellier de Gisors, architecte adjoint, que, cette même année, à la rentrée des chambres pour la session extraordinaire, le Sénat était mis en possession de sa seconde Bibliothèque, qui est une merveille d'arrangement et de goût et dont le classement a été calqué sur celui du British Museum. En 1888, le sénateur Jean Zacharie Albert Garrigat pouvait constater que : « La Bibliothèque s'est considérablement augmentée, et la superbe salle qui contient aujourd'hui des milliers de volumes, l'année dernière encore enfouis dans les combles du Sénat, est admirablement aménagée. »

Cet accroissement de locaux s'était accompagné d'une transformation radicale dans le classement des volumes sur les rayons. Jusqu'alors on était resté au primitif système méthodique, dit système Brunet; c'est-à-dire que tous les ouvrages étaient répartis en cinq grandes catégories désignées par des lettres : A=Théologie; B=Droit; C=Sciences; D=Lettres; E=Histoire. Dans chaque catégorie un chiffre désignait une section : A,1=Écriture sainte. Texte, versions, concordances. B,1=Histoire et philosophie du droit, etc., et un second chiffre marquait la place de l'ouvrage sur les rayons, par exemple : A,1,1. *La Bible*, traduction Cahen. B,1,1. Lerminier, *Introduction générale à l'histoire du droit*, etc. Les cotes étaient reproduites sur une étiquette collée au dos de chaque volume. Très commode pour une bibliothèque de 10 000 volumes, ce système de classement est impraticable dans une bibliothèque de 100 000 volumes, car les sections, puis les catégories ne tardent pas à chevaucher les unes sur les autres dès que les rayons consacrés à l'une d'elles sont remplis de volumes et il en résulte du désordre ou bien la création de sous-catégories et de sous-sections qui compliquent considérablement les recherches. La difficulté fut tranchée en renonçant à ce classement et en le remplaçant par la simple numérotation des cases. Louis-Antoine Favre fut nommé archiviste du Sénat le 1er mars 1876 et devint bibliothécaire en chef le 5 février 1896 jusqu'à sa mise à la retraite le 20 mars 1901. Le travail de bénédictin pour placer les livres, pour les cataloguer, les disposer en ordre de bataille fut accompli sans relâche par René-Claude-

Louis Samuel entré à la Bibliothèque le 6 février 1882 avec le grade de commis et promu bibliothécaire en chef le 19 mars 1901. La République a plus largement doté la Bibliothèque que les régimes antérieurs. Son budget, fixé à 17 000 francs en 1876, fut élevé en 1895 à 21 000 francs. Dans le rapport qu'il fit au nom de la Commission de comptabilité, Pierre Leclerc s'exprima de la façon suivante :

> Cette augmentation de 4000 francs qui met la Bibliothèque du Sénat sur le même pied que celle de la Chambre lui permettra :
> 1. De donner, dans une plus large mesure, satisfaction aux demandes d'ouvrages spéciaux formulées par les sénateurs, demandes qu'on avait dû parfois ajourner, faute de fonds suffisants;
> 2. De combler peu à peu les lacunes qui existent dans ses grandes collections;
> 3. De maintenir les traditions déjà anciennes qui ont fait d'elle un des plus intéressants dépôts de livres de l'Europe.

En effet, achetés, offerts ou légués, nombre d'ouvrages précieux entrèrent dans le fonds. Citons les collections Morrel de Vinde (40 000 estampes, gravures et cartes, dont certaines fort rares); Boissy d'Anglas (copie de 105 registres du Parlement de Paris, de 1254 à 1790); Le Pelletier de Saint-Fargeau (manuscrits de discours de gens du roi, de 1364 à 1723); Mounier Saint Jean d'Angély (grandes affaires d'administration publique, traitées au Conseil d'État, de 1800 à 1816); Pixérécourt (presse, libelles, affiches, chansons, pièces de théâtre, le tout d'époque révolutionnaire); le recueil Duprat-Taxis (généalogie des pairs de France) et la grande *Description de l'Égypte* commandées par Napoléon et conservée dans un meuble spécial, signé Morel, que le roi Louis-Philippe offrit aux pairs.

On rappellera pour terminer qu'à côté des chefs de service, il y eut à la Bibliothèque, surtout depuis la fin du Second Empire, des hommes de lettres éminents dont plusieurs firent partie de l'Académie française. La Bibliothèque s'enorgueillit d'avoir compté des écrivains parmi ses employés. Quelques noms, alors illustres, ont peu à peu glissé dans l'oubli. Citons entre autres Victor-Donatien de Musset, dit Musset-Pathay, Philippe de Saint-Albin, Auguste Lacaussade, Louis-Fortuné-Gustave Ratisbonne, Louis-Maximilien-Albert Mérat. Après le coup d'État du 2 décembre, le poète Francis Ponsard est nommé bibliothécaire en mars 1852. À la suite d'un article publié le 10 de ce mois dans le journal *le Charivari*, sur les prétendus motifs de sa nomination, il provoque en duel Taxile Delord, signataire de cet article. Il essuya de telles moqueries, dans la presse, qu'il donna immédiatement sa démission. Sa mésaventure lui inspira l'*Honneur et l'argent* qui remporta un immense succès et il entra à l'Académie! D'autres académiciens furent également bibliothécaires au Luxembourg. En 1871, François-Edmond-Joachim Coppée laissa, après un an seulement, sa place au déjà célèbre Charles-Marie-René Leconte de Lisle (les *Poèmes antiques* en 1852, puis les *Poèmes barbares*, dix ans plus tard, avaient consacré sa gloire). Le poète demeura un quart de siècle dans cet emploi. Le plus illustre des académiciens fonctionnaires fut Jacques-Anatole Thibault, dit Anatole France. Entré en 1876 à la Bibliothèque, il travailla quelque peu au premier catalogue méthodique.

Les bibliothèques parlementaires de la Belgique au XIX^{e} siècle

Jacques Hellemans
Conférencier
Conseiller adjoint, attaché aux bibliothèques
Université libre de Bruxelles

L'indépendance de la Belgique fut proclamée le 4 octobre 1830. Le jour même fut convoquée une assemblée constituante, dite Congrès national qui se réunit du 10 novembre 1830 au 21 juillet 1831. La Constitution de 1831 institue une Chambre des représentants et un Sénat dont les discussions font l'objet de comptes rendus, *Les Annales*, depuis la session 1844-1845.

La Bibliothèque de la Chambre des représentants

C'est depuis 1831 que la Bibliothèque est au service du pouvoir législatif. Elle fut installée au second étage du Palais de la Nation et se trouvait ainsi à proximité de la salle de séance de la Chambre et d'un accès commode de la salle de séance du Sénat. En 1831, l'article relatif au bibliothécaire (alors article 87) était rédigé comme suit :

> La Chambre, si les besoins du service venaient à l'exiger, pourra nommer un employé chargé spécialement des fonctions de bibliothécaire. Il sera nommé de la manière et pour le même laps de temps que le greffier.

Le greffier, en 1831, était nommé pour six ans. Le 15 décembre 1842, Jean-Baptiste Bourcier est nommé bibliothécaire de la Chambre des représentants, par 77 voix sur 78 votants[1]. M. Bernard le remplacera à ce poste le 22 mars 1844. Ce furent ensuite à Auguste Verrijcken (du 15 décembre 1846 au 17 juin 1877), puis à Léopold Van Stalle (du 3 juillet 1877 au 28 novembre 1899) qu'incomba la charge de bibliothécaire.

Le premier catalogue imprimé chez H. Remy date du 8 août 1835. Il se compose de 461 notices réparties sur 37 pages. Les 210 premiers numéros de ce catalogue formaient la Bibliothèque de la deuxième Chambre des États généraux du Royaume des Pays-Bas. Dans l'avis destiné aux membres de la Chambre des représentants, les questeurs Charles Augustin Liedts et le baron Frédéric de Sécus donnent un premier éclairage sur la Bibliothèque :

> La Bibliothèque se compose :
>
> 1. Des ouvrages dont il est fait hommage à la Chambre;
> 2. De ceux dont les questeurs jugent l'acquisition utile pour les travaux de la Chambre.

1. HYMANS (Louis) - *Histoire parlementaire de la Belgique de 1831 à 1880. Tome premier*. Bruxelles : Bruylant-Christophe, 1877-1880. p. 187

> À cet effet, et pour que les achats de livres se fassent avec discernement, les questeurs ont ouvert au greffe un registre où Messieurs les représentants sont invités à inscrire les titres des ouvrages qu'ils croient manquer à la Bibliothèque. Chaque membre peut se procurer et emporter pour deux jours les ouvrages portés au présent catalogue, en signant un reçu qui lui sera rendu au moment de la restitution de l'ouvrage. Les livres se trouvent classés dans l'ordre où ils ont été acquis par la Chambre. Leur nombre a paru jusqu'ici trop peu considérable pour les classer d'après l'ordre des matières.

Le *Règlement pour le service de la Bibliothèque de la Chambre des Représentants* rédigé par les questeurs, François Louis Joseph du Bus et le baron Frédéric de Sécus, le 5 avril 1843, approuvé le lendemain par le bureau de la Chambre nous éclaire quelque peu sur le mode de fonctionnement de la Bibliothèque (voir texte intégral en annexe). Le budget de la Chambre contient chaque année une allocation de fonds pour la Bibliothèque. Les questeurs achètent sur ce fonds, à mesure des besoins de la Chambre, les livres et documents qui peuvent être le plus utiles à ses travaux. Un catalogue des ouvrages qui composent la Bibliothèque est mis à la disposition de la Chambre. Les personnes étrangères à la Chambre des représentants qui désirent faire usage de livres ou de documents qui n'existent dans aucun dépôt public de Bruxelles, mais se trouvent à la Bibliothèque de la Chambre, peuvent y être admises en vertu d'une autorisation spéciale des questeurs. Ces autorisations ne peuvent être accordées pour plus d'une session. Elles peuvent être renouvelées. Les personnes étrangères à la Chambre peuvent aussi emprunter des livres et des documents de la Bibliothèque, avec l'autorisation spéciale et par écrit des questeurs. Cette autorisation est requise pour chaque emprunt. Les reçus délivrés par elles, dans la forme indiquée à l'article 15, font en outre mention de leur adresse en ville. Par résolution du 22 décembre 1880, la Chambre a institué une commission spéciale chargée de tout ce qui concerne la Bibliothèque. Cette commission est composée du président, des questeurs et de sept membres, à désigner annuellement par le Bureau.

Le jeudi 6 décembre 1883 fut un jour fatal pour le Palais de la Nation. La journée avait commencé comme toute journée normale de séance publique, ne différant en rien des innombrables jours de séance qu'avait connu le Parlement depuis son installation au Palais de la Nation. Dans le cadre de la révision du Code de commerce, la Chambre consacrait sa séance de l'après-midi à la discussion du contrat de transport lorsque, soudain, alors qu'un député venait de demander à interpeller le ministre de l'Instruction publique, on entendit une rumeur inhabituelle provenant de la tribune de la presse. Les *Annales* relatent cet événement de façon très laconique :

> En ce moment, une forte odeur de fumée se répand dans la salle.
> M[onsieur] le Président : Le feu est dans les combles du Palais. Je lève la séance.

Il est 4 heures et 45 minutes.

De la tribune de la presse, les journalistes étaient très bien placés pour se rendre compte qu'il se passait quelque chose d'anormal bien avant que les députés siégeant dans l'hémicycle ne se doutent de quoi que ce soit. C'est ainsi qu'au travers de la coupole de verre ils virent apparaître, du côté gauche, entre la voûte et le toit, une fumée inhabituelle, rapidement suivie de flammes, et qu'ils lancèrent l'alarme. Certains journalistes restèrent d'ailleurs dans leur tribune pour regarder la vitesse fulgurante à laquelle le feu, initialement considéré par les députés et le personnel comme un sorte de feu de cheminée, se propageait et embrasait en quelques minutes toute la coupole de verre. Surmontant les ruines fumantes, seule la statue de Léopold Ier sur son socle était encore intacte, seulement jaunie à certains endroits par les flammes. L'horloge au-dessus de sa tête s'était arrêtée à 5 h 30. Du toit, transformé en brasier gigantesque, les flammes se rabattirent sur la Bibliothèque qui, à l'époque, occupait déjà le deuxième étage. Presque tout son contenu devint la proie des flammes[2] en dépit des efforts désespérés accomplis par les députés, le personnel et les pompiers pour sauver livres et manuscrits précieux. C'est ainsi qu'aurait disparu le texte original de la Constitution. Dans le cadre des tentatives de sauvetage de la Bibliothèque fut surtout cité le nom du député Goblet d'Alviella. Il croyait avoir sauvé *in extremis* le texte authentique de la Constitution. Mais il s'avéra que ce n'était qu'un magnifique exemplaire imprimé et relié et non le manuscrit autographe[3]. Toutefois, on réussit à sauver la correspondance entre Léopold Ier et les chambres ainsi que son discours d'intronisation. *L'Étoile belge* confirme sans plus, dans son numéro du 8 décembre :

> L'exemplaire original de la Constitution, un manuscrit sur parchemin, a été brûlé, [...] Nous nous trouvions aux côté de M[onsieur] Goblet d'Alviella lorsque celui-ci a sauvé la grande médaille d'or et plusieurs manuscrits précieux conservés dans un meuble vitré, placé au milieu de la grande salle de la Bibliothèque.

Le même journal écrivait dans son numéro du 11 décembre :

> M[onsieur] Van Stalle, bibliothécaire, ne désespère pas de retrouver l'exemplaire original de la constitution. Ce document précieux, contenu dans une caisse, était placé dans une armoire de médailler. Ce meuble s'étant effondré avec le plancher de la salle de lecture, il n'est pas impossible que la fameuse caisse soit intacte sous les ruines.[4]

---

2. *Rapport Callier*, p 17 // *Journal de Bruxelles*, 7 décembre 1883 // *Moniteur belge*, 10 décembre 1883, p. 4838, 11 décembre, p. 4852
3. *Journal de Bruxelles*, 7 décembre 1883 // *Moniteur Belge*, 8 décembre 1883, p. 4813
4. cf *Moniteur belge*, 8 décembre 1883, pp. 4813-4818.

À la fin du siècle, la Bibliothèque richement installée, occupe à peu près tout le second étage. Grâce à de vaillant efforts, elle n'eut bientôt plus rien à envier à son aînée, dont la perte fut une désolation générale; elle compte à cette époque environ 60 000 volumes, reliés pour la plupart. Afin d'éviter, dans la mesure du possible, des désastres du genre de celui de 1883, de multiples précautions ont été prises : on a notamment substitué aux rayons en bois des rayons en fer et, en remplaçant les planches, de grosses feuilles de verre supportent les ouvrages : c'est essentiellement pratique et d'un fort bel effet.

La Bibliothèque du Sénat

Le budget du Sénat contient chaque année une allocation de fonds pour la Bibliothèque. Les questeurs achètent sur ce fonds, à mesure des besoins, les livres et documents qui peuvent être utiles aux travaux du Sénat. Un catalogue des ouvrages qui composent la Bibliothèque est mis à la disposition du Sénat. Le chapitre X du règlement du Sénat (articles 73 à 76) concerne sa Bibliothèque. La lecture des *Procès-verbaux des réunions des membres du Bureau et de la Questure* fut judicieuse pour une connaissance approfondie de la gestion et du mode de fonctionnement de la Bibliothèque.

Le 26 mai 1855, le greffier fait connaître qu'il a profité d'une course qu'il a faite récemment à Paris pour faire des démarches à l'effet d'obtenir du ministère de l'Instruction publique de nombreux volumes et atlas, des documents inédits de l'histoire de France qui manquent à la collection du Sénat, et qui avaient été réclamés vainement par la voie diplomatique. Ces démarches ont eu un plein succès et les ouvrages dont il s'agit lui ont été immédiatement remis. Le 7 mars 1856, le Bureau décide d'augmenter de deux cent francs par an le traitement de Culis, second commis, chargé spécialement du classement et de la garde des Archives et de la Bibliothèque.

Le 2 avril 1857, le greffier rend compte des démarches incessantes qu'il a faites pour compléter la collection des documents des *États Généraux des Pays-Bas* que possède la Bibliothèque du Sénat. Ces démarches n'ont pas obtenu un entier résultat. On charge le greffier de se rendre en Hollande et on l'autorise à y faire le nécessaire pour se procurer ceux de ces documents qui manquent encore à cette précieuse collection. Les comptes de dépenses de l'année 1859 nous révèlent les relations commerciales avec divers fournisseurs, à savoir Tarlier, libraire spécialisé en jurisprudence, l'imprimeur Guyot et le graveur Jobart. Elles mentionnent également les charges liées aux abonnements de journaux, notamment l'*Indépendance*.

Le 14 novembre 1861, le baron Misson, greffier du Bureau, propose une augmentation de traitement de deux cents francs en faveur de François Hupez, second commis qui, depuis 1857, recevait 1800 francs. Ce dernier est spécialement chargé de la garde de la Bibliothèque et du classement des archives. Il y a introduit, avec le zèle le plus louable - peut-on lire - un ordre et une régularité qu'il est aisé d'apprécier. Ce travail qui est fort avancé n'a pu marcher avec plus de rapidité, parce que son auteur en a été fréquemment

distrait par les soins qu'il doit donner au bureau d'expédition qui absorbe tout son temps lorsque le Sénat est réuni. Le greffier propose de fait un changement dans l'organisation du service. Il souhaite en effet décharger le second commis de cette partie de sa besogne.

Lors de la réunion des membres du Bureau et de la Questure du 17 décembre 1867, le greffier donne quelques détails sur l'organisation du service des employés du Sénat et annonce une augmentation de traitement de 200 francs par an à compter du 1er janvier 1868. Le traitement de François Hupez, dorénavant premier commis du Sénat, est porté à 2700 francs. Quant à André Campioni, troisième commis, il est promu au grade de second commis. Son traitement est porté à 2100 francs. Le 8 avril 1878, le greffier propose d'accorder à François Hupez le titre d'archiviste-bibliothécaire et à André Campioni celui de premier commis, et d'augmenter leur traitement annuel de huit cent francs. Le traitement de François Hupez est alors porté à 4000 francs, celui d'André Campioni à 3400 francs. En 1879, il sera porté à 4400 francs pour le premier et à 4000 francs pour le second, nommé chef de bureau. Le 26 janvier 1882, le greffier propose de porter le traitement de François Hupez au maximum de son grade, c'est-à-dire à 5000 francs, celui d'Arthur-Edmond-Hubert Campioni[5] à 4000 francs[6] et celui d'Auguste-Isidore Hoste, commis expéditionnaire du Sénat attaché au service de la Bibliothèque et des Archives, à 2500 francs. Lors de sa séance du 21 décembre 1882, le Bureau en la personne du questeur Devadder évoque la nomination d'un bibliothécaire-archiviste en remplacement de François Hupez, décédé. Le choix se porte sur Auguste-Isidore Hoste, employé qui a rempli depuis la mort du responsable du service les fonctions intérimaires de bibliothécaire-archiviste. Le grade de second commis chargé du service de la Bibliothèque et des Archives lui est conféré. Son traitement est désormais porté à 2800 francs.

Des années 1850 aux années 1890, l'allocation annuelle libellée « Fournitures de bureau et Bibliothèque » passa de 2000 à 4000 francs. Ainsi, pour 1888, cette somme de 4000 francs se décompose comme suit :

• Fournitures de bureau (comprenant les fournitures nécessaires au service de la salle des séances, de la sténographie, du compte rendu analytique, des appareils autographiques à l'achat des buvards, des cartes pour les tribunes) :
1200 francs

• Bibliothèque :
- collection annuelle des *Annales* et *Documents parlementaires* distribués aux Sénateurs : 500 francs

- reliure de ces volumes : 620 francs

5. Le sieur Campioni était précédemment prénommé André. Il ne peut pourtant s'agir que de la même personne!
6. Ce traitement annuel de 4000 francs semble pourtant avoir déjà été adopté en 1879!

- abonnement à la *Pasinomie*, à l'*Histoire parlementaire* de Louis Hymans[7], reliure et souscription à quelques ouvrages indispensables : 1640 francs

• Cabinet de lecture : *Indépendance belge* et *Journal de Bruxelles* : 40 francs

Le greffier souligne que si la dépense résultant du cabinet de lecture ne s'élève qu'à cette minime somme de 40 francs, c'est que plusieurs journaux sont envoyés en échange des documents parlementaires. Par ailleurs, un certain nombre de journaux[8] achetés au numéro sont mis à la disposition des sénateurs les jours de séance pour une dépense qui s'élève à 68 centimes par jour de réunion.

Il est assez symptomatique de souligner une inversion dans l'intitulé de cette ligne budgétaire à partir de 1886. La rubrique est dorénavant « Bibliothèque, cabinet de lecture et fournitures de bureau ». La nature logistique du service semble ainsi s'estomper au profit de la mise en place progressive d'un service autonome. À la fin du siècle, la Bibliothèque du Sénat, située au rez-de-chaussée, subit une transformation complète : des rayons mobiles en fer - système germain - ont été substitués aux anciens rayons en bois, devenus insuffisants pour renfermer les 30 000 volumes dont se compose la Bibliothèque. Ce nouveau système, en même temps qu'il offre une garantie très sérieuse en cas d'incendie, est élégant, facile et pratique : les rayons peuvent être déplacés sans le moindre effort, tout en offrant une double rangée de volumes, accessibles d'un côté ou de l'autre.

À la suite d'une décision du Sénat en 1905, la Bibliothèque devint commune aux deux assemblées sous le titre de Bibliothèque du Parlement. Le fonds des livres, qui appartenait au Sénat, vint rejoindre la Bibliothèque de la Chambre. Les ouvrages de référence qui figurent au catalogue des Archives du Sénat ne peuvent pas être empruntés et sont, en principe, consultés uniquement sur place. Seule la Bibliothèque du Parlement est qualifiée pour le prêt au dehors.

7. Ouvrage distribué à tous les membres du Sénat en vertu d'une décision du Bureau le 21 décembre 1882.
8. *Le Temps*, le *Figaro*, *La Flandre libérale*, *La Réforme*, *Le Patriote*, *La Gazette*, *La Chronique* et *Les Nouvelles du jour*.

Bibliothèque de la Chambre des Représentants de Belgique

Règlement pour le service de la Bibliothèque de la Chambre des Représentants (1843)

Titre premier. Du personnel.

Article premier

Le Bibliothécaire est chargé spécialement, sous la direction et la surveillance des Questeurs, de la garde des Archives et de la Bibliothèque. Ses fonctions consistent à confectionner les catalogues, inventaires et registres, à fournir aux Membres de la Chambre les livres et les documents qu'ils désirent consulter, à veiller à la conservation des livres et autres objets appartenant à la Bibliothèque, ainsi qu'à l'exécution de toutes les mesures prescrites par le présent règlement. Il est aidé dans ses fonctions par un commis attaché particulièrement à la Bibliothèque et aux Archives.

Titre II. Des Catalogues et Inventaires.

Article 2

Tous les ouvrages entrant à la Bibliothèque sont inscrits, dans les trois fois vingt-quatre heures, dans un inventaire. Cet inventaire disposé chronologiquement dans l'ordre d'entrée dont il est fait mention, indique en outre les titres des ouvrages, les noms des fournisseurs, et, autant que possible, les prix d'acquisition.

Article 3

Un catalogue systématique imprimé des ouvrages qui composent la Bibliothèque, est distribué à tous les Membres de la Chambre. Ce catalogue est accompagné de tables des noms d'auteurs et des ouvrages anonymes propres à faciliter les recherches.

Article 4

Indépendamment du catalogue systématique, il est fait sur bulletins détachés un catalogue alphabétique de tous les ouvrages de la Bibliothèque. Ces bulletins portent les titres des ouvrages ainsi que les numéros d'ordre qu'ils ont à l'inventaire et au catalogue systématique. Ils sont classés alphabétiquement dans des boites destinées à cet usage. Le catalogue alphabétique est tenu toujours au courant des acquisitions nouvelles.

Article 5

Il est tenu un registre alphabétique de tous les ouvrages périodiques, ou qui paraissent par volumes, par parties ou par livraisons. Ce registre indique le titre de l'ouvrage ainsi que le volume, la partie ou la livraison reçue, le nom du fournisseur, la date de la réception et le numéro que porte l'ouvrage au catalogue systématique.

Article 6

Aucun ouvrage n'est remis au relieur sans avoir été inscrit dans un registre particulier. Ce registre doit faire mention du nom du relieur auquel l'ouvrage est confié, du titre de cet ouvrage, du nombre de volumes qui doivent être reliés, de l'inscription à mettre au dos de chacun d'eux, du genre de reliure à leur donner, ainsi que du jour de leur sortie. Il fait également mention du jour de leur rentrée.

Titre III. De la Communication à l'intérieur.

Article 7

Tous les jours, les dimanches et jours de fête exceptés, les employés doivent se rendre à la Bibliothèque à dix heures. Ils doivent y rester jusqu'à la fin de la séance, et jusqu'à quatre heures, s'il n'y a point de séance ou si la séance est levée plus tôt. Lorsque le service de la Chambre l'exige, ils doivent se trouver à la Bibliothèque les dimanches et jours de fête aux heures qui leur sont indiquées par le Président des Questeurs. Dans le cas où il y aurait, en dehors des heures ordinaires de séance, des réunions de sections ou de commissions, l'un d'eux devra se trouver à la Bibliothèque.

Article 8

Les personnes étrangères à la chambre des Représentants, qui désirent faire usage de livres ou de documents qui n'existent dans aucun dépôt public de Bruxelles, mais se trouvent à la Bibliothèque de la Chambre, peuvent y être admises en vertu d'une autorisation spéciale des Questeurs. Ces autorisations ne peuvent être accordées pour plus d'une session. Elles peuvent être renouvelées.

Article 9

Les Membres de la Chambre ont seuls la faculté de rechercher eux-mêmes sur les tablettes de la Bibliothèque ou dans les portefeuilles, les ouvrages qu'ils désirent consulter. Les personnes étrangères à la Chambre sont tenues d'en faire la demande aux employés.

Article 10

Il est interdit de faire soi-même des recherches dans le catalogue alphabétique et dans l'inventaire, ou de remettre en place les livres et les documents dont on a fait usage. Ces objets doivent être remis entre les mains d'un des employés de la Bibliothèque, ou déposés sur l'une des tables de la salle de lecture.

Article 11

Aucun autre objet ne peut être communiqué avant d'avoir été estampillé et porté à l'inventaire et au catalogue alphabétique. Il en est de même des livres brochés avant que les feuillets n'en aient été coupés.

Article 12

Les employés ne se retirent de la Bibliothèque qu'après avoir remis en place tous les objets communiquer.

Titre IV. Du prêt au dehors.

Article 13

Aucun livre ne peut être emporté de la Bibliothèque que sur un reçu. Chaque Membre ne peut conserver chez lui un livre que pendant deux fois vingt-quatre heures. (*Règlement de la Chambre, art. 85.*)

Article 14

Des formules de reçus imprimées sont mises à la disposition des Membres de la Chambre dans la salle de lecture de la Bibliothèque, dans la salle des séances publiques et dans toutes celles où se tiennent les réunions des sections et des commissions.

Article 15

Les reçus font mention du titre des volumes, et, s'il y en a plusieurs d'un même ouvrage, de leur nombre et du numéro de chacun d'eux; ainsi que des numéros que porte l'ouvrage à l'inventaire et au catalogage systématique.

Article 16

Il est délivré un reçu séparé pour chaque ouvrage emprunté.

Article 17

Les personnes étrangères à la Chambre peuvent aussi emprunter des livres et des documents de la Bibliothèque, avec l'autorisation spéciale et par écrit des Questeurs. Cette autorisation est requise pour chaque emprunt. Les reçus délivrés par elles dans la forme indiquée à l'article 15, font en outre mention de leur adresse en ville.

Article 18

Lorsque des ouvrages d'un usage journalier sont conservés à la Bibliothèque en double exemplaire, l'un des deux ne peut jamais être prêté au dehors.

Article 19

Le prêt au dehors des livres rares ou de luxe, des collections ou parties de collections considérables, des numéros séparés des journaux dont les collections sont conservées à la Bibliothèque, n'est autorisé qu'en faveur des Membres de la Chambre. Il en est de même des livraisons ou parties détachées d'ouvrages périodiques, avant qu'elles aient été réunies en volumes et reliées.

Article 20

Quiconque perd ou détériore un objet appartenant à la Bibliothèque, est tenu de le remplacer à ses frais.

Article 21

Le bibliothécaire est personnellement responsable des objets appartenant à la Bibliothèque qui viendraient à se perdre, lorsque les formalités auxquelles est soumis le prêt au dehors n'ont pas été remplies.

Article 22

Tous les livres et autres objets appartenant à la Bibliothèque doivent être rentrés chaque année avant la fin de la session. Néanmoins les Questeurs pourront en tout temps les faire rentrer lorsqu'ils le jugeront utile.

Titre V. Des Achats et de la Reliure.

Article 23

Le budget de la Chambre contient chaque année une allocation de fonds pour la Bibliothèque. Les Questeurs achètent sur ce fonds, au fur et à mesure des besoins de la Chambre, les livres et documents qui peuvent être plus utiles à ses travaux. (*Règlement de la Chambre, art. 84.*)

Article 24

Tous les livres entrant à la Bibliothèque doivent être collationnés avant d'être inscrits dans l'inventaire. S'il s'en trouve d'incomplets ou de défectueux, le bibliothécaire en fait immédiatement rapport aux Questeurs.

Article 25

Tous les ouvrages de la Bibliothèque sont, autant que possible, reliés. Ils portent sur la couverture une marque distinctive indiquant qu'ils appartiennent à la Chambre des Représentants. Les livres brochés portent sur la couverture l'estampille de la Bibliothèque.

Article 26

Un registre destiné à recevoir les titres des ouvrages dont les membres désireraient que la Chambre fît l'acquisition est déposé à la Bibliothèque.

Titre VI. Dispositions générales.

Article 27

Tous les ans au mois d'août, si les Chambres ne sont pas réunies, et dans le cas contraire, à l'époque indiquée par les Questeurs, il se fait un récolement général, volume par volume, de tous les livres de la Bibliothèque. Les volumes sont en même temps battus et époussetés. Le bibliothécaire dresse l'état des volumes qui se trouveraient égarés et le soumet immédiatement aux Questeurs.

Article 28

Les Questeurs porteront à la connaissance du bureau les négligences que le bibliothécaire aurait commises dans l'exercice de ses fonctions et spécialement dans l'exécution des mesures prescrites par le présent règlement.

Bibliothèque du Sénat de Belgique

Règlement du Sénat. Chapitre X, Bibliothèque

Article 73
Le budget du Sénat contient chaque année une allocation de fonds pour la Bibliothèque. Les Questeurs achètent ce fonds, au fur et à mesure des besoins de la Chambre, les livres et documents qui peuvent être les plus utiles à ses travaux.
Article 74
Aucun livre ne peut être emporté de la Bibliothèque sans un reçu. Chaque Membre ne peut conserver chez lui un livre que pendant deux fois 24 heures.
Article 75
Un catalogue des ouvrages qui composent la Bibliothèque est mis à la disposition du Sénat.
Article 76
La Chambre, si les besoins du service viennent à l'exiger, peut nommer un employé, chargé spécialement des fonctions de Bibliothécaire. En ce cas, il est nommé de la même manière que le Greffier et, comme lui, il est toujours révocable

Tableau récapitulatif du montant exprimé en francs de l'allocation annuelle libellée « Fournitures de bureau et Bibliothèque » par exercice budgétaire

1853 - 1889

Année	Budget	Dépenses
1853		1581,32
1854		1523,47
1855		2181,64
1856	2000	
1857	4000	1282,50
1858	3000	
1859		1792,62
1860	2000	
1861	2000	1635,60
1862		
1863		
1864		1032,35
1865		1345,65
1866		968,76
1867	1500	2187,83
1868	1000	1190,71
1869	2000	1481,05
1870	2000	1104,65
1871	2000	
1872	2000	880,85
1873	2000	1764,48
1874	2000	1030,34
1875		1218,61
1876	2000	798,30
1877	1500	1137,61
1878	1500	3662,37
1879	1500	3722,27

Tableau récapitulatif du montant exprimé en francs de l'allocation annuelle libellée « Fournitures de bureau et Bibliothèque » par exercice budgétaire

1853 - 1889 (suite)

Année	Budget	Dépenses
1880	1500	8127,32
1881		3350,62
1882	1500	4398,95
1883	5000	
1884	4000	
1885	4000	
1886	4000	
1888	4000	
1889	4000	

Susan Southworth
Presenter
Connecticut Legislative Library

.....I appreciate very much your invitation to allow me to represent my colleagues in the United States in presenting a history of library service to our respective States. It has been a fascinating chance to research a field in which I have endeavored for 30 years and never spent the time necessary to understand my own background.

As stated, in 1974, I was hired by the Director of the Office of Legislative Research in Connecticut, as they had identified the need to have an in-house librarian. One of the major components of the collection of the Office of Legislative Research are the by-products of their responses to members. All the written responses are collected, categorized, classified and kept in the library at this point and they had not had someone of a professional nature to deal with these materials prior to my arrival.

It was, and still is, a fairly small operation but, across the street, at the State Library, we have always had the law and legislative reference section of that library which is a law library for the Supreme Court as well as being the Legislative Reference Library for the State, and a depository library for Federal Government documents, a State depository library, obviously much different seen from own library that I should describe. And they had acted as the legislative reference unit for the Legislature since probably the later 1800s, but certainly the early 1900s as I will describe.

In 1988, the General Assembly had far outgrown its quarters and created a new Legislative office building in which, at that point, they decided, quite late, but rightly I think, on their need for a coordinated library that would serve all the Members and all the staff. Again, before, I had been a librarian for the Office of Legislative Research only, and this compiled into a single central location on the fifth floor, surrounded by all the nonpartisan staff members' resources and the ability for the staff members to come to the library and to use the reference and research facilities that we, as librarians, and the books themselves would provide.

And so, we are a staff of four: three professionals and one paraprofessional. We serve 187 Senators and the House of Representatives, and we have approximately a staff of 250 to 300, depending on whether we're in session or not, whom we also serve.

So, when I was looking at the history of legislative libraries and trying to put a date onto the time which I thought legislative libraries had begun, if I was to use my own State, I didn't know whether to say 1988, when we were opened to all, 1974, 1854. So, if you will indulge me and let me just kind of use Connecticut as a vehicle for what I believe to be generally the case throughout the United States, I should start way back when we were a colony, where Connecticut was spawned from the Massachusetts Bay Colony.

And Connecticut's original General Assembly was known as the General Court, originating in 1636 as a group of eight leaders commissioned by the General Court of Massachusetts to govern the people of Connecticut.

The fundamental orders of 1639 provided for the election of a Governor and six magistrates by all free men of the Colony and the election of four deputies from each of the three existing towns. More deputies were subsequently added as new towns were organized, and this metamorphosed into a bicameral Legislature, a Governor and his Council of Safety, which was the Upper House created by the Act of 1698, which would now, of course, be our Senate, and the deputies elected by the towns constituted the Lower House, or what is now the House of Representatives.

The General Court was to take care for the best ordering of the general business and affairs and concerning the lands and the people and to make ordain and establish all manner of wholesome and reasonable laws, statutes and ordinances, directions and instructions not contrary to the laws of England. The General Court was aptly named, as it was in fact our judicial branch as well as our legislative branch, and in that capacity, heard all judicial actions that might arise, including divorces and bankruptcies, etc.

The majority of the settlements in Early Connecticut had concentrated in the central part, which would be the city of Hartford and its environs, and New Haven, which is on the shore of what is now Long Island Sound. And the inhabitants of each area, being unable to agree on a seat of Government for the General Court, enacted, in 1701, to the fact that there should be in fact two capital cities: one in Hartford and one in New Haven, and that the General Court shall meet twice each year: in May to be held in Hartford and the October session would be held in New Haven.

That same Act of May of 1701 provided that all books of records and other writings and whatsoever may be of necessary use in the General Assembly or a court of assistance shall be seasonably transmitted to New Haven for the country service. And we have a story, which I have no reason not to believe, that for the next several decades a sturdy trunk was carried back and forth between Hartford and New Haven employing the resources necessary to generate and document the work of the colonial Government. Statehouses were in fact eventually erected in both capital cities, and by 1832 we find a resolution authorizing the purchase of two copies of the latest revised statutes of every State of the Union, one for each of the statehouses in Hartford and New Haven.

At that time as now, the Secretary of the State was responsible for the safekeeping and custody of our documents. As a result, our State records are a rich treasure throughout, dating back into the 1600s. But being a repository is far different from organizing and enhancing access to such materials, which is the responsibility of libraries. Even as far back as 1744 the Connecticut Secretary of State had to be directed to sort dates and files in proper order, all the ancient papers that now lie in disorder and unfiled in his office.

In 1941, a library committee was appointed to arrange, find and repair State records and to prepare suitable indexes. At last, 15 years later, the General Assembly, after a noticeable increase in the collection of status laws, followed by the admission of new States into the Union and the participation by Connecticut into the international exchange that had been adopted under the plan of Alexandre Vattemare, our General Assembly recognized the need for a professional oversight and passed, in 1954, a resolution providing for a state librarian.

Connecticut finally resolved its fight over its capital city. Hartford won that location and, in 1878, a new State capital building was erected, the same capital in which the General Assembly serves today. At that time, the State library was positioned over the principal entrance vestibule to ensure northern light in what is now the Senate chambers. By 1910, space considerations ejected the State library and the Supreme Court from the State Capitol, and they went to their own building directly across the street, which again still stands today.

Going to the rise as legislative libraries elsewhere, while the State libraries were collecting and categorizing the official records of their States throughout the 1800's, it wasn't until 1890 that an effort to respond to the specific and particular needs of the Legislature was begun with the appointment of a legislative librarian by the New York State library to be in charge of the preparation and publication of annual indexes of State legislation. A decade later, the establishment of the Wisconsin Legislative Reference Bureau under Charles McCarthy has come to be the watershed moment in our history. McCarthy expanded the concept of library service to legislatures by collecting and making available all kinds of pertinent materials and providing drafting and research assistance to legislators. This document room became a clearing house of ideas and information, and Wisconsin became a national model for other states and indeed for the United States Congressional research service, about which a bit more later. Wisconsin had directed the Free Library Commission in their State in 1901 to establish a working library in the State Capitol. The Wisconsin Legislative Reference Bureau became the first agency of its kind in the United States to provide non-partisan professional drafting and research services to a State legislature.

McCarthy built upon the prevailing reference library model, but expanded the concept of service to the legislature. He began employing attorneys as sessional bill drafters to promote professional, unbiased legal drafting. By 1907, he was statutorily assigned the task of indexing bills and session laws. He recognized the need to provide his members' information about the actions of other legislative bodies and foreign countries that were dealing with similar issues; to facilitate their task, compiled information to surveys and indexed newspaper clippings by subject. How far have we come! By 1910, an article in the *American Political Science Review* noted that 11 departments of legislative reference had been created by special act: in the States of Alabama, Indiana, Maryland,

Michigan, Montana, North Dakota, Pennsylvania, Rhode Island, South Dakota, Texas and Wisconsin. There's absolutely no geographic arrangement here, they're all over the mark. Iowa and Kansas had made special monetary appropriations for the purpose, but there had been no enacting legislation for that.

The States of California, Oregon, Washington, Virginia and Connecticut all followed New York's lead, in which the State library on its own recognizance broadened their work to include special legislative reference services without additional appropriation or a legislative mandate, but recognizing and filling a perceived need for their constituency.

If fact, up into the forties, the Connecticut State Library had actually been the printer of the bills for the General Assembly, which did not get a printing until after they had actually gone to a committee process and gone to the floor, and the State library, for whatever reason, was the provider of the actual bills themselves, the printer of them, as well as the indexing and digesting, of course, of the legislation.

In 1923, the number of these legislative reference bureaus had increased to 36. There was no consistent pattern of administration, while most may have been run by a State library in the executive branch of the State. Some others fell within historical departments and others under library commissions and universities, with varying governing boards with appointment by those executive and legislative branch members, but few were administratively within the legislative branch.

The activities of these agencies included the classification, collection, cataloguing of current and fugitive publications. Again we still have not gotten very far. I'm sure all of you are still looking for those fugitive publications. The preparation of compilations, digests, summaries and reports on legislative topics, the publication of briefs for what is on such topics and occasionally larger undertakings, such as the State blue book, which in fact they continue to do still in Wisconsin and also a system of bill drafting which is continued today in Pennsylvania and a few other States.

In Pennsylvania, the Legislative Reference Division in the State library was enacted in 1909 and it has always linked its division, the library division, with the need for well-researched bill drafting. In his opening message to the Pennsylvania General Assembly, the Governor stated: "It is unreasonable to expect that those members of the Legislature who are not lawyers should be able to prepare bills upon every subject that may come before the General Assembly. In order that they should have every reasonable assistance, I recommend that authority be given for the appointment of a custodian in the law division of the State library. Legislative Reference Department furnish information to legislators and assist them in the preparation of bills."

In 1913, the American Bar Association Standing Committee on Legislative methods recorded that there were 14 States which made provisions for a legislative reference service separate from the drafting service and nine States in which the two functions were combined in one bureau. It was their contention that the Legislative Reference Bureau and the Drafting Bureau should be under a single director and that the primary purpose of the Legislative Reference Bureau is to supply the Drafting Bureau with the exact data and models required for drafting. The Legislative Reference Library should be one which serves the workers and not merely the thinkers.

The 1909 Kansas Plan followed a university model in which it was connected with the University's History Department. And while it was under a non-partisan board, consisting of the State librarian, the Chancellor of the University and the Head of the Department of Political Science in the State University, during those times that the legislature was not in session the chief was to devote his time to instructing students at the State University, training them in legislative reference work, so that they may be able to employ the resources of the university and assist in supplying any data available regarding the laws of the States.

Again I think that still parallels some of what we have today, while the Legislative Reference Bureau is not within the university, as I know that there are many marriages between the universities and the legislatures in terms of creating the economic information necessary, or there are bureaus within the universities that feed at least many of the US states. Another enactment in Kansas that year did provide for the appointment of a cataloger and a stenographer to work under the direction of the State librarian in the collection of legislative data.

Now federally, the Congress was increasingly being populated by individuals who have served previously as legislators on the State level and where they had become accustomed to a high level of research support and expected the same in Washington DC. And while originally the quarters of the Library of Congress had been on the same floor of the Nation's Capitol as the two Chambers that it served, fostering easy and frequent access by its members, its move to a separate building and the addition to the libraries' responsibilities of the function of copyright office and the National Library cataloguing service had harmed its relationship with Congress, and by the early 1900s was being described as both psychologically and geographically distant.

Congress lobbied for more than titular service from the Library of Congress, and in 1914 its budget was augmented with funds to enable the librarians of Congress to employ competent persons to prepare indexes, digests and compilations as may be required for Congress and other official use, which was to be known as the Legislative Reference Service and is now the Congressional Research Service.

The final upheaval within the administration of legislative libraries historically came about in the late 1950s and 1960s with the rising tide of legislative reform. Rather than three co-equal branches of Government, State legislatures and Congress rightly perceived their role as severely weakened compared to the executive and judicial branches. A national reform movement reorganized and re-energized the Legislative branch to regain their power and reduce their dependency upon the executive branch. Because most State legislatures continue to be part-time citizen legislatures, with heavy reliance on staff, there developed an increased recognition by State legislators of the need for a professional non-partisan standing staff to assist legislators in the increasingly complex and technical policy areas in which they were making decisions and laws. The provision of library service was removed in many cases from the executive to the legislative branch of our States.

According now to the Council of Library Administrators, in 2000, only four State libraries state that they were their State's primary legislative research organization and, in fact, of those two... two of those four, the State libraries fall administratively within the legislative branch. All others are served by their own separate libraries of varying sizes, shapes, degrees, but still their own in the legislative branch.

I'd like to enter the paragraph describing the rise of legislative reference entities in the early 1900s which was to distinguish between the service to legislatures by a general library and that "distinct types of reference work" that, regardless of the generalities in which it originated and regardless of whether it is part of the work of the State library, State Department of History or the Legislature, has developed its own aims, its own fields, its own devices and, consequently, its own history. And I believe we should all be very proud of our contributions to that history.

La bibliothèque parlementaire, l'État et le droit au Québec

Gilles Gallichan
Conférencier
Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec

La loi constitutionnelle, adoptée au Parlement de Londres en 1791, a créé les provinces du Haut et du Bas-Canada, dotant chacune d'elles d'une assemblée élue. Au Bas-Canada, cette Chambre législative coexistait avec le Conseil législatif créé par l'Acte de Québec en 1774. Le nouveau Parlement du Bas-Canada ne s'est pas donné immédiatement de bibliothèque; les parlementaires obtinrent en 1792 le droit de fréquenter les rayons de la Bibliothèque de Québec (*Quebec Library*) qui possédait une petite collection de livres de droit. Puis, avec les années, les parlementaires ont défini leurs propres besoins en documentation.

La Bibliothèque de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada est née en 1802, au moment d'une brève paix entre la France et l'Angleterre, ce qui permit aux députés québécois de recevoir sans trop de retard les livres tant français qu'anglais qu'ils souhaitaient acquérir. Les députés avaient manifesté, à la session de 1801, le désir de constituer une collection de livres utiles et propres à leur travail législatif. Cette collection de quelques dizaines d'ouvrages de droit, de statuts, de traités et de dictionnaires donnait à l'Assemblée une autonomie documentaire. De leur côté, les conseillers législatifs firent le même exercice et se dotèrent aussi d'une modeste bibliothèque également constituée en 1802. Ces collections étaient appelées à croître au rythme des besoins et des ressources financières. Désormais, le Parlement du Bas-Canada avait ses propres sources de documentation. Après l'incendie de 1849, conseillers et députés ont opté pour fusionner leurs collections et rebâtir une seule bibliothèque parlementaire sans doute plus efficace. Et, depuis maintenant deux siècles, la Bibliothèque parlementaire québécoise s'est maintenue. Malgré d'autres avatars et destructions, elle a, de génération en génération, accompagné l'évolution de la société québécoise et le développement de ses institutions parlementaires.

Un nouvel outil documentaire

En créant leurs premières collections parlementaires dès 1802, les députés et les conseillers législatifs du Bas-Canada ont inauguré un nouveau type d'outil documentaire au service d'une réalité encore neuve à l'époque : celle de la représentation politique des citoyens. La bibliothèque, sans cesse consultée, enrichie et renouvelée, apparaît ainsi comme un point de contact entre la classe politique et les livres, instruments d'apprentissage et de dépassement.

Les archives et les bibliothèques ne sont pas comme le voudrait un vieux cliché, des institutions immuables et passives, mais plutôt des témoins de l'activité et de la conscience d'un pays. Sir Arthur Doughty, qui fut bibliothécaire parlementaire à Québec en 1902 avant de devenir archiviste à Ottawa, disait que l'on mesure le degré de

civilisation d'un peuple à l'attention qu'il porte à ses archives, à son patrimoine écrit et donc à sa mémoire. C'est cet indice de civilisation que l'histoire des bibliothèques parlementaires permet d'étudier. L'évolution des bibliothèques et des archives permet en fait d'établir un lien dynamique entre les fonctions législatives, exécutives et judiciaires de l'État. Elles sont d'abord le premier dépôt de la mémoire institutionnelle de l'État, le pont entre la consignation législative et la conservation des textes. Elles élargissent ensuite l'horizon en permettant la comparaison et la consultation de l'essentiel de la pensée philosophique et politique.

La consignation et la conservation

Pour qu'une assemblée parlementaire puisse être fonctionnelle, elle a besoin d'un secrétaire que l'on appelait au XIX^e^ siècle le « greffier ». Sur le tableau de Charles Huot, qui orne la salle de l'Assemblée nationale, au centre du tableau, à côté de Michel Chartier de Lotbinière qui prononce son discours sur la langue française, on aperçoit le greffier, Samuel Philipps, penché studieusement sur le procès-verbal qu'il rédige. Le procès-verbal, c'est la base du travail parlementaire : la consignation exacte et officielle des décisions, des votes, des résolutions de l'Assemblée. Sans procès-verbal, pas de traces fiables du travail accompli; le Parlement serait amnésique et travaillerait de manière fugace, sans prise sur les réalités sociale et juridique.

Le premier acte de ce qui est appelé à devenir un corpus législatif doit passer d'abord par la consignation et la validation du travail des législateurs. À la fin du XVIII^e^ siècle, pendant les premières années de notre parlementarisme, avant même que l'on discute de l'établissement d'une bibliothèque parlementaire, le greffier accumulait des archives officielles, traitait avec un imprimeur, John Neilson, pour la publication de plusieurs d'entre elles dans les *Journaux de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada* et dans les annexes ou appendices plus ou moins volumineux selon les sessions.

La documentation officielle prenait déjà forme. En quelques années, des lois et statuts, des gazettes, des règlements, des journaux parlementaires sont venus garnir des rayons dans le bureau du greffier et ont constitué le premier noyau des collections parlementaires. Car ce n'est pas tout de consigner, encore faut-il conserver la trace du cheminement des lois et autres actes parlementaires. Il faut pouvoir les dater, les inscrire dans le temps. Un Parlement qui n'aurait pas conscience d'exister en fonction du temps serait un non-sens. Les nombreuses références aux années du règne du roi, à l'ordre des sessions et des législatures en plus de la référence civile à l'ère chrétienne en sont la preuve manifeste. La consignation du départ prend donc aussi son sens dans la conservation. Et l'action d'imprimer « par ordre », c'est-à-dire par la volonté de la Chambre, les journaux et autres documents officiels a pour but, entre autres, d'assurer l'uniformité et la conservation de ces documents.

Déjà, à cette étape, la Bibliothèque devient rapidement une nécessité. En 1802, en plus d'acquérir les ouvrages de référence nécessaires au travail des députés, la Chambre a déposé dans sa Bibliothèque, des collections de documents officiels de la province. Réflexe fonctionnel visant l'utilité de se doter d'un lieu pratique de conservation; archives et bibliothèques parlementaires sont ainsi sorties du bureau sûrement encombré des premiers greffiers. Si avec les années et pour des raisons de commodité, on a séparé les archives des bibliothèques, on ne doit pas oublier qu'elles sont de même nature et qu'elles sont issues du même berceau.

Ce réflexe de conservation n'est pas essentiel qu'aux seuls législateurs, il est aussi nécessaire aux magistrats et aux juristes. C'est presque un truisme de dire que la loi est la source privilégiée du droit. En 1825, l'Assemblée du Bas-Canada vota une motion permettant l'ouverture au public de sa Bibliothèque entre les périodes de sessions. La Bibliothèque de l'époque possédait quelque 3000 volumes et recevait en moyenne une centaine de nouveaux ouvrages chaque année, son développement, la diversité de ses collections attirait déjà un public lettré, mais au premier chef, les hommes de lois, juges, avocats, notaires, greffiers de cours et autres officiers de justice. Ils furent les premiers à profiter de l'ouverture de la Bibliothèque.

Cet intérêt des juristes pour la documentation politique et la Bibliothèque parlementaire dès cette époque ne doit pas surprendre, car en l'absence d'école de droit, les lieux offrant une documentation suffisante au travail des hommes de lois étaient rares. Seule la bibliothèque du Barreau fondée à Québec en 1811 pouvait offrir une alternative et encore moins complète pour la recherche. Il y avait quelques bibliothèques personnelles mieux garnies que les autres, mais forcément lacunaires et peu accessibles. Le travail du juriste, autant que celui du législateur, imposait un recours au livre et à la lecture. Ce n'est pas un hasard si l'étymologie latine du mot loi : « *lex, legis* » est la même que celle du verbe lire « *legere* ». La parenté des mots est parfois éloquente.

Le développement et l'ouverture de la Bibliothèque parlementaire, qui atteindra les 5000 volumes vers 1830, permet de dégager une autre dimension du rôle de la bibliothèque : la possibilité de diversifier les sources.

La comparaison

Nos bibliothèques parlementaires sont issues du grand mouvement des révolutions atlantiques du XVIII[e] siècle. Entre la Guerre de l'Indépendance américaine, la Révolution française et les guerres napoléoniennes les structures politiques des États et les bases juridiques des sociétés ont amorcé de profondes mutations. Un nouvel État fédéré, les États-Unis, est apparut sur la carte du monde. La France monarchique est devenue une république, puis un empire européen avant de redevenir une monarchie de type constitutionnel. Elle a aussi à cette époque structuré son droit et s'est dotée d'un code civil dont l'influence a été considérable.

En même temps, l'édition a connu un grand développement, témoignant des débats idéologiques et des doctrines politiques qui s'affrontèrent tout au long du XIX[e] siècle. Le duel entre liberté et autorité a secoué les débats publics et parlementaires et a fait fonctionner bien des presses à imprimer. Livres, traités, brochures, journaux sont venus alimenter ces débats et garnir à leur tour les rayons de bibliothèques.

À cet égard, le Québec s'est trouvé à un intéressant confluent d'influences qui allait marquer sa législation et sa jurisprudence. Le droit civil français, conservé ici, allait bien sûr évoluer jusqu'à la création d'un code civil particulier en 1866. Il est intéressant de noter qu'entre 1815 et 1818, la Bibliothèque parlementaire fit l'acquisition des codes civils et commerciaux français en plus de plusieurs commentaires et études sur ce droit nouveau. Le droit criminel britannique s'appliquait d'emblée dans la colonie, d'où plusieurs titres de droit anglais, et, commerce et proximité obligent, la Bibliothèque recevait aussi régulièrement les recueils de lois des États-Unis.

Un autre élément favorisant la comparaison est l'échange, intercolonial et international de documentation, lequel débute très tôt. Dès 1794, les greffiers parlementaires du Haut-Canada et du Bas-Canada s'échangent des documents copiés ou imprimés, des journaux ou des statuts. De tels échanges se feront aussi avec les colonies Maritimes et avec les Antilles anglaises, en particulier la Jamaïque que Louis-Joseph Papineau, par exemple, évoquait souvent dans ses discours. Les actualités parlementaires et législatives des pays d'Europe sont connues sinon par des séries officielles, du moins par des études ou des périodiques couvrant ces questions.

La Bibliothèque parlementaire permet donc rapidement un travail de lecture comparée des lois et de la jurisprudence en Europe et en Amérique. Mais il n'y a pas que la lecture synoptique des codes et des lois qui peut alimenter les débats. La Bibliothèque, surtout après 1815, acquiert des ouvrages généraux d'économie politique, de philosophie, de morale à un rythme inégal mais toujours croissant. La Bibliothèque permet ainsi à ses lecteurs d'identifier les tendances dirions-nous dans notre langage contemporain. Elle permet encore de confronter les valeurs sociales qui sous-tendent les lois à la lumière de la pensée des philosophes et des économistes. En situant dans le temps l'arrivée sur les rayons d'auteurs classiques ou influents à leur époque, on peut confirmer et documenter un contact entre ces auteurs et la classe politique bas-canadienne. Ainsi, les œuvres de Grotius sont au parlement de Québec en 1802, Adam Smith en 1806, John Locke et Jeremy Bentham en 1811, Sismondi, 1815, Ricardo 1819, Voltaire et Francis Bacon, 1831, Lamennais, 1835, Puffendorff et Rousseau vers 1837, pour n'en nommer que quelques-uns.

En regardant évoluer une bibliothèque parlementaire, on comprend non seulement que le droit s'appuie sur un savoir, mais aussi comment se bâtit ce savoir et comment il s'insère éventuellement dans le discours politique. Ici, comme ailleurs dans le monde, on était en mesure dès le XIX[e] siècle de discuter les grandes questions de cette

époque : la liberté individuelle, le libéralisme économique, le bien commun, le contrat social, les droits fondamentaux que l'on appelait le droit naturel ou le droit des gens. D'ailleurs, l'écho des déclarations américaines et française des droits de l'homme a traversé tout le XIX^{e} siècle et, à travers celle des Nations unies de 1948, se fait encore entendre dans nos débats d'aujourd'hui.

Dans le domaine constitutionnel, le fonctionnement des institutions et la notion de l'indépendance des pouvoirs ont été rapidement compris par les députés québécois. En particulier, Pierre-Stanislas Bédard, premier leader de la majorité canadienne en Chambre et un des fondateurs de la Bibliothèque parlementaire, s'est fait l'avocat des premiers principes constitutionnels au Québec. C'est lui qui a, par exemple, porté sur la place publique la question de l'inéligibilité des juges au Parlement québécois dans les premières années du XIX^{e} siècle. Ce débat amena l'expulsion parlementaire, en 1809, de Pierre-Amable De Bonne, à la fois juge et député. Cette affaire qui secoua toute la classe politique de l'époque illustre bien que, déjà, la conception de l'État, l'intérêt supérieur du pays et la règle de droit étaient des notions suffisamment claires, donc étudiées et comprises pour être défendues par une majorité de députés, contre une phalange de privilégiés.

À la Bibliothèque on trouvait aussi une série de traités signés entre royaumes et gouvernements, laquelle formaient une subdivision de la collection de droit. C'est déjà une source de référence de ce qui était - mais qui ne s'appelait pas encore - le droit international. En fournissant la source d'une règle de droit, la documentation contribue à définir le droit. Lorsque les députés patriotes des années 1830, s'insurgeaient contre la politique arbitraire du gouverneur Aylmer, ils s'appuyaient sur leurs droits de sujets britanniques, réclamaient des libertés civiles, l'*habeas corpus*, l'indépendance complète des tribunaux, la sécurité dans l'exercice des scrutins et le contrôle des fonds publics par les représentants du peuple. Notions encore neuves, utopiques voire subversives pour certains, mais qui se retrouvent aujourd'hui à la base même de l'État de droit.

Il y a un grand avantage à documenter le développement des collections parlementaires car elles éclairent des zones encore mal connues de la pensée politique et de la culture juridique à tout le moins pour le XIX^{e} siècle où l'action des députés était plus directe sur les commandes de livres.

La consultation

Pour qu'une bibliothèque atteigne son plein potentiel, il ne lui suffit pas d'être bien garnie d'ouvrages fondamentaux et riches en contenus, encore faut-il qu'elle soit fonctionnelle, c'est-à-dire facilement consultable. Ici, se développent les outils du bibliothécaire et de l'archiviste qui organisent les matières selon des systèmes documentaires établis et qui dressent des catalogues ou des index, constituant un inventaire plus ou moins élaboré du contenu des collections.

Les catalogues, mais aussi les bibliothécaires et les archivistes eux-mêmes deviennent ainsi des intermédiaires indispensables pour optimiser la Bibliothèque et en activer la mémoire. C'est Clio au service de Thémis diraient les poètes. Le catalogue de 1835 par exemple divisait la collection de la Bibliothèque en 22 classes, dont neuf structuraient la documentation juridique, politique, législative et économique.

Le catalogage et le traitement analytique bien faits d'une collection parlementaire sont actes discrets, mais hautement démocratiques. C'est le « moteur » qui fait vivre la Bibliothèque. C'est ce qui différencie la bibliothèque médiévale hermétique et mystérieuse, dangereuse et réservée aux seuls initiés et la bibliothèque post-révolutionnaire, accessible, ouverte, et facilement consultable. Nos bibliothèques parlementaires modernes appartiennent manifestement à cette seconde catégorie

Avant d'être présentée, débattue et votée, une loi doit être pensée. C'est la version parlementaire du *Cogito* de René Descartes. La documentation sert idéalement à favoriser un équilibre entre l'autorité de l'État (la force) et la justice (le recours). Au sein de l'institution parlementaire, la Bibliothèque, par la diversité de ses collections, donc par la diversité des opinions, des idéologies et des points de vue, contribue à un enrichissement des débats.

Dès le début du XIX^{e} siècle, les archives et la Bibliothèque du Parlement ont constitué une mémoire de soi et une découverte des autres. Ces institutions nouvelles de la documentation, nées au sein d'institutions également nouvelles et annonçant la démocratie moderne, ont joué un rôle discret mais fondamental dans l'orientation de la pensée et la conscience politique des législateurs et des juristes.

Éléments bibliographiques

Les principales archives relatives aux origines de la Bibliothèque parlementaire du Bas-Canada sont conservées aux ANC à Ottawa. Plusieurs sources se trouvent également dans des fonds privés et dans les journaux de l'époque. Pour la seconde moitié du XIX^{e} et pour le XX^{e} siècle, les Archives de l'Assemblée nationale et la Bibliothèque conservent les principales sources. La Bibliothèque a fait publier plusieurs catalogues de ses collections et des listes d'acquisitions à partir de 1810, le dernier inventaire complet date de 1903, mais des suppléments ont été publiés jusqu'aux années 1940 et un catalogue sur microfiches de 1992 est conservé par les Archives de l'Assemblée.

À l'occasion du Deuxième centenaire de la Bibliothèque, plusieurs documents relatifs à l'histoire de l'institution ont été publiés dont un numéro spécial du *Bulletin*, (vol. 31, n^{o} 1-2, mars 2002). La revue *Documentation et Bibliothèques* a également consacré une livraison aux bibliothèques parlementaires, (vol. 47, n^{o} 4, oct.-déc. 2001).

Sur les origines de la Bibliothèque parlementaire du Bas-Canada, voir : G. Gallichan, *Livre et politique au Bas-Canada 1791-1849*, Sillery, Septentrion, 1991, 519 p. qui comprend également une bibliographie des sources et des études.

Pour la présente étude, les sources bibliographiques sont :

Almeras, G., « Loi », dans A. Jacob, *Encyclopédie Philosophique universelle*, II, *Les notions philosophiques. Dictionnaire*, tome 1, Paris, PUF, s.d., p.1503-1505

Atias Christian, *Épistémologie du droit*, Paris PUF, 1994, coll. « Que sais-je? » n^{o} 2840, 128 p.

Aubert, Jean-Luc, *Introduction au droit*, Paris, PUF, 1995, coll. « Que sais-je? » n^{o} 1808, 128 p.

Bas-Canada, *Catalogue des livres appartenant à la Bibliothèque de la Chambre d'assemblée*, Québec, Fréchette & cie, 1835, pag. mult.

Bastit, Michel, *Naissance de la loi moderne. La pensée de la loi de saint Thomas à Suarez*, Paris, PUF, 1990, 389 p.

Batiffol, Henri, « La loi et la liberté », *Archives de philosophie du droit*, tome 25, *La loi*, Paris, Sirey, 1980, 79-87.

Damien, Robert, *Bibliothèque et État. Naissance d'une raison politique dans la France du XVII^{e} siècle*, Paris, PUF, 1995 319 p.

Goyard-Fabre, S., « « État », dans A. Jacob, *Encyclopédie Philosophique universelle*, II, *Les notions philosophiques. Dictionnaire*, tome 1, Paris, PUF, s.d., p. 862-864.

Kriegel, Blandine, *Textes de philosophie politique classique*, Paris, PUF, 1995, coll. « Que sais-je? » nº 1993, 127 p.

Legrand, Pierre, *Le droit comparé*, Paris, PUF, 1995, coll. « Que sais-je? » nº 1999, 127 p.

Ripert, Georges, *Les forces créatrices du droit*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1955, 431 p.

Sève, R. « Droit », dans A. Jacob, *Encyclopédie Philosophique universelle*, II, *Les notions philosophiques. Dictionnaire*, tome 1, Paris, PUF, s.d., p. 695-699

La Bibliothèque de l'Assemblée législative ontarienne

Fiona Watson
Conférencière
Ontario legislative library

L'histoire et les traditions de la Bibliothèque de l'Assemblée législative de l'Ontario remontent à presque 200 ans, soit aux origines du gouvernement responsable au Haut-Canada. Le seul facteur présent tout au cours de sa longue histoire a trait, en fait, aux changements constants qui sont survenus. Ainsi, ses débuts ont été marqués par une lutte incessante pour sa survie et, lorsque l'importance de la Bibliothèque a enfin été reconnue, il a fallu composer avec nombre de situations difficiles, comme des incendies ou un déménagement d'une capitale à l'autre.

Plus récemment, on a revu complètement le rôle de la Bibliothèque à deux reprises au cours des trente dernières années. Tout d'abord, entre 1970 et 1990, dans le cadre de la mise en place d'une infrastructure devant insuffler un vent de modernisme à l'Assemblée, la Bibliothèque a accru ses ressources et les services offerts aux députés. Ensuite, au cours des cinq à dix dernières années, à la suite de changements profonds dans le domaine de la technologie de l'information et de la montée fulgurante d'Internet, qui ont à la fois compliqué la situation pour toutes les bibliothèques et présenté des possibilités intéressantes, la Bibliothèque a mis au point de nouvelles méthodes pour répondre aux besoins d'information de ses usagers en ayant recours à un large éventail de produits proposés directement aux députés par l'entremise d'intranet.

Les présentes notes constituent un survol de l'histoire des prédécesseurs de la Bibliothèque de l'Assemblée législative de l'Ontario, soit les bibliothèques des assemblées de la province du Haut-Canada (1791-1841) et de la province du Canada (1841-1867). Les notes sur la période post-Confédération ne relatent pas tous les faits qui sont survenus. Ainsi, la présentation est centrée sur trois éléments particuliers : les débuts de la Bibliothèque, l'incendie de 1909 et la mise en place de la Bibliothèque actuelle. Elle a notamment pour but de souligner certains aspects intéressants et amusants de cette histoire.

Province du Haut-Canada, 1791-1841

L'élément central de l'histoire de la Bibliothèque du Haut-Canada est la lutte pour sa survie. De fait, ce n'est qu'en 1816, soit presque à mi-chemin de la période retenue, qu'on a pris des mesures dignes de ce nom en vue de l'établissement d'une bibliothèque. L'appui accordé à la Bibliothèque a été si variable que vingt ans après sa fondation, le nombre d'ouvrages qu'elle contenait était inférieur à celui du départ : un comité de la Chambre a même indiqué qu'elle était pratiquement inutile.

L'expérience du Haut-Canada n'est peut-être pas un cas isolé. Ainsi John Beard, dans Canadian Provincial Libraries, mentionne que le financement accordé aux

bibliothèques d'assemblée au cours de la période était « sporadique et maigre ». Il précise que la somme de 1 000 £ qui a finalement été consentie à la Bibliothèque en 1837 était « généreuse » et constituait en fait une « entorse » à la règle.

Malgré tout, un point intéressant ressort : la Bibliothèque du Haut-Canada (« Ontario ») ne pouvait pas se comparer avantageusement à sa voisine du Bas-Canada (« Québec »). Le Bas et le Haut-Canada ont été établis en 1791 à la suite de la subdivision de l'ancienne province de Québec. Le Bas-Canada disposait de deux bibliothèques, une pour le Conseil législatif et une autre pour l'Assemblée, tandis que le Haut-Canada n'en avait qu'une pour les deux chambres. En 1841, les bibliothèques du Bas-Canada contenaient plus de 10 000 ouvrages. La Bibliothèque du Haut-Canada, en revanche, en avait à peine 2 000. Celles-là avaient été mises sur pied bien avant celle du Haut-Canada. En outre, les législateurs du Bas-Canada disposèrent, dès le début, d'une collection privée de 2 000 volumes, tandis que ceux du Haut-Canada devaient affronter une pénurie telle qu'en 1812 ils en empruntaient à la personne désignée pour les vendre et ils exhortaient le gouvernement à accorder des crédits afin qu'on puisse en acheter.

En 1816, on promulguait une loi accordant une somme de 800 £ pour le financement d'une bibliothèque des deux chambres. On a alors acheté des ouvrages, on a publié un catalogue, on a établi des règles temporaires et le greffier a fait office de bibliothécaire « par intérim ». En fait, le poste de bibliothécaire n'a été créé qu'en 1827 : il a alors été comblé par Robert Baldwin Sullivan. En 1837, après des années d'appui inconstant, la Bibliothèque était remise sur pied et on lui alloua sur-le-champ une somme de 1 000 £ et un montant annuel de 50 £ pour l'achat de volumes.

Entre 1816 et 1837, on remarque une situation digne de mention. Les députés se sont intéressés à la Bibliothèque. Ils se sont levés en Chambre et ils ont demandé qu'on accorde un financement à la Bibliothèque, qu'on nomme un bibliothécaire, qu'on mette en place des règles pour la Bibliothèque et que les ouvrages empruntés soient rendus. On a mis sur pied des comités qui ont présenté des demandes de même nature. William Lyon Mackenzie, le chef de la rébellion de 1837 au Haut-Canada, s'est lui aussi intéressé à la Bibliothèque et il en a fait mention à la Chambre, en sa qualité de député, ainsi que dans des articles cinglants et remarquables publiés dans ses journaux. Il s'en est pris au peu d'appui accordé à la Bibliothèque, lacune qu'il a assimilé à un complot du gouvernement visant à limiter l'accès des législateurs à une information pertinente. Il a notamment dénoncé un scandale : une somme de 500 £ , destinée à l'achat d'ouvrages pour la Bibliothèque avait tout simplement « disparu » : On l'avait apparemment utilisée pour l'achat de décorations et de meubles pour le Conseil législatif.

Province du Canada, 1841-1867

En 1841, les provinces du Bas-Canada et du Haut-Canada furent réunies et devinrent la province du Canada. On a séparé le contenu des bibliothèques afin d'en constituer deux, une pour l'Assemblée et une pour le Conseil.

Contrairement à ce qui s'est passé avant 1841, on a accordé à cette époque un solide appui aux bibliothèques. On a élaboré des plans et on a nommé des bibliothécaires dès le début du premier Parlement. On a mis sur pied des comités de bibliothèque, qui se sont réunis et qui ont présenté des rapports de façon régulière. Des personnes en vue, notamment des membres du Cabinet et des présidents du Conseil exécutif ont siégé à ces comités. Des déclarations à l'emporte-pièce ont été faites au sujet du rôle de la Bibliothèque, des services offerts à l'Assemblée et de la richesse documentaire à la portée des citoyens de la province. On a alors mis en marche un ambitieux projet de constitution de collection. À la fin de la période, elle comptait 65 000 ouvrages.

Les problèmes étaient fort différents de ceux vécus antérieurement. Plusieurs villes ont été à tour de rôle la capitale : Québec, Kingston, Toronto et Montréal. À chaque changement, la Bibliothèque devait déménager avec le Parlement. Plus grave encore, des incendies ont endommagé les collections à deux reprises.

Le premier incendie a eu lieu à Montréal en 1849 lorsque la foule qui protestait contre le Bill d'indemnité pour les pertes subies pendant la rébellion de 1837 et 1838 a mis le feu au parlement. Les bibliothèques ont alors été presque entièrement dévastées. Après l'incendie, on a décidé que les deux chambres n'auraient qu'une seule bibliothèque. Le second sinistre est survenu en 1854 lorsque les édifices parlementaires de Québec ont été détruits par un incendie fortuit. Cette fois, la Bibliothèque était assurée et on a pu sauver plus de la moitié des ouvrages.

On a déployé d'énormes efforts afin de reconstituer les bibliothèques après les incendies. À la suite de demandes du président après l'incendie de 1849, des personnes et des gouvernements ont fait de généreux dons, dont la Chambre des communes de Westminster, le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard, celui de la Nouvelle-Écosse, la Library of Congress, la Jamaïque et les États de New York et du Vermont.

À deux reprises, des représentants se sont rendus en Europe afin de procéder à d'importants achats d'ouvrages pour la collection. Les gouvernements de la Grande-Bretagne et de la France se sont montrés extrêmement généreux en donnant de nombreux volumes. On a également envoyé des agents aux États-Unis en vue de l'élargissement du programme d'échange et d'acquisition de documents publics. Encore une fois, on a pu compter sur une excellente collaboration et une grande générosité de la part de nos voisins du Sud.

L'Ontario, à partir de 1867

La nouvelle province a agi rapidement afin d'établir une bibliothèque. Dès la première session, on a inclus la Bibliothèque dans les ordres permanents, on a mis sur pied un comité de bibliothèque de huit personnes dont faisait partie le premier ministre

et on a alloué des sommes pour l'achat de documents. Le premier rapport du bibliothécaire, produit en 1869, indiquait que la Bibliothèque en comprenait un peu plus de 2 000.

Deux faits sont dignes de mention au sujet de l'établissement de la Bibliothèque. Le premier a trait à la compensation accordée par le gouvernement fédéral. Lors de l'instauration de la Confédération, la Bibliothèque de la Province du Canada a constitué le noyau de la nouvelle bibliothèque parlementaire fédérale. On a alors prévu une compensation financière pour le Québec et l'Ontario. Selon le bibliothécaire de l'Assemblée législative ontarienne, Avern Pardoe, le Québec et l'Ontario devaient recevoir 100 000 $ chacun, mais un désaccord est survenu au sujet de la répartition de la somme de 200 000 $, laquelle n'a été versée qu'après 1890.

L'autre point d'intérêt a trait aux propos du chef de l'opposition Edward Blake, relatés dans le Toronto Daily Leader en 1871. Blake aurait affirmé que la Bibliothèque était une « honte ». Le journal précisait que, pour une fois, il était d'accord avec le chef de l'opposition. Il avançait qu'on devait déployer des efforts afin de conférer à la Bibliothèque un « statut respectable » et qu'à cette fin on devait investir entre 20 000 et 30 000 $ dans l'attente de la compensation à venir.

Peu après, des élections ont eu lieu. Le nouveau gouvernement d'Edward Blake a nommé un bibliothécaire en 1872 et a alloué une somme de 10 000 $ à la Bibliothèque. Samuel James Watson a occupé le poste de bibliothécaire pendant neuf ans : pour la première fois, la Bibliothèque connaissait une certaine stabilité et un réel développement.

La collection a progressé de façon régulière et, en 1909, elle comptait 100 000 volumes. Elle a déménagé deux fois en quarante ans, une fois dans les édifices législatifs de la rue Front et une autre fois, en 1893, dans les nouveaux édifices de Queen's Park, le siège actuel de l'Assemblée législative.

Deux éléments ressortent de cette période : l'enthousiasme du bibliothécaire William Houston (1883-1892) au sujet du formidable nouveau système de catalogue sur fiches (pendant l'intersession de 1885, il a passé trois semaines à visiter quinze bibliothèques des États-Unis et à examiner les catalogues, le classement sur les rayons et les caractéristiques architecturales) et l'agréable personnalité d'Avern Pardoe, bibliothécaire de 1898 à 1921. Les lettres de Pardoe conservées aux Archives de l'Ontario méritent qu'on les lise en raison de la personnalité de leur auteur, qu'il s'agisse de lettres adressées à l'éditeur du dictionnaire Oxford de la langue anglaise afin de lui faire des suggestions, à son relieur pour lui indiquer qu'il avait « gâché » du lettrage ou encore à un libraire auquel il souhaitait transmettre son point de vue sur les frais de transport.

L'incendie de 1909

L'incendie de 1909 a détruit 90 000 volumes des 100 000 que comptait la collection. Il a pris naissance dans l'aile Ouest de l'édifice et, aujourd'hui, lorsqu'on visite les lieux, on peut remarquer que le marbre de l'aile reconstruite contraste avec l'intérieur en bois d'origine de l'aile Est. L'incendie a fait la une du *Toronto Globe* le jour suivant, tout comme la prouesse de l'explorateur Frederick A. Cook qui venait, pour la première fois, d'atteindre le pôle Nord. L'article décrivait la Bibliothèque comme « l'une des plus grandes et des plus importantes du Canada ». Le bibliothécaire et le premier ministre ont été inondé de lettres de sympathie et d'offres d'aide.

Avern Pardoe a suivi la politique mise en place après l'incendie de 1849 : reconstituer d'abord les « lieux de travail » de la Bibliothèque, où l'on retrouve les procès-verbaux et les textes de lois d'autres parlements ainsi que les textes et les travaux juridiques sur la procédure parlementaire. Encore une fois, on a sollicité des dons à grande échelle. Pardoe a écrit aux gouvernements fédéral et provinciaux du Canada, aux gouvernements des colonies britanniques, aux gouvernements fédéral ou fédérés des États-Unis, à des bibliothèques, à des barreaux et à des sociétés historiques. Dans une lettre adressée au premier ministre Sir Wilfrid Laurier, Pardoe, un ancien journaliste comme la plupart des bibliothécaires de l'Assemblée jusque-là, a rappelé à Laurier les « conversations fort intéressantes » qu'ils avaient eues lorsqu'il était rédacteur en chef adjoint au *Globe*. Jusqu'en 1849, les réponses reçues étaient très positives. Le gouvernement fédéral et les provinces ont été très généreux. La collaboration du Québec a été la plus importante : 800 volumes (procès-verbaux, textes de lois et documents parlementaires). L'Île-du-Prince-Édouard a répondu en envoyant la série complète des procès-verbaux de l'Assemblée de 1836 et une série du Conseil de 1842 à 1893. On a reçu 1 500 volumes du gouvernement des États-Unis ainsi que des dons de Victoria (Australie) et de la Nouvelle-Zélande. Des barreaux provinciaux et des particuliers ont également fait des dons. Des éditeurs, dont certains font aujourd'hui affaire avec la Bibliothèque (par exemple, Carswell et Canada Law Book), ont consenti des remises « telles qu'elles constituaient en fait des dons considérables ».

Cinq mois seulement après l'incendie, en janvier 1910, le discours du Trône signalait qu'on avait réalisé des progrès considérables dans la reconstruction de la Bibliothèque. On mentionnait tout particulièrement l'Université de Toronto qui avait généreusement offert des locaux temporaires à la Bibliothèque ainsi que la collaboration charitable du premier ministre Laurier et du premier ministre du Québec, Sir Lomer Gouin.

Pardoe a été en mesure de reconstituer la Bibliothèque à un coût moindre que celui escompté et il a eu moins de difficulté que prévu à remplacer les livres rares de la collection. Le catalogue de 1912, soit trois ans après l'incendie, comprenait 58 000 ouvrages. En 1921, année de la retraite de Pardoe, il en comprenait de nouveau 100 000.

Les changements de mandat

Aujourd'hui, les ressources de la Bibliothèque de l'Assemblée législative sont presque entièrement consacrées aux services aux députés et à leur personnel. Toutefois, il n'en a pas toujours été ainsi – pendant la majeure partie de son existence, la Bibliothèque servait une clientèle beaucoup plus vaste.

Les règles initiales de 1868 précisaient que la Bibliothèque était réservée aux députés. Les autres personnes devaient obtenir une autorisation du président ou être accompagnées d'un député pour se rendre à la Bibliothèque.

Les nouvelles règles de 1873 stipulaient que la Bibliothèque devait être ouverte pendant l'intersession. Par conséquent, elle était désormais ouverte à longueur d'année plutôt que pendant les deux ou trois mois que durait la session. On reconnaissait ainsi qu'elle était utile à d'autres personnes que les seuls députés. En 1880, le comité de la Bibliothèque observait que les députés n'y trouvaient parfois pas de place en raison du grand nombre de lecteurs.

Malgré tout, on a critiqué la Bibliothèque à une reprise en prétendant qu'elle en restreignait trop l'accès. Dans un article publié en 1900 dans le *Sunday World* et intitulé « La Bibliothèque autocratique de l'Assemblée législative de l'Ontario », on a rapporté les propos de Pardoe, selon lesquels la Bibliothèque était réservée à l'Assemblée et aux hauts fonctionnaires. Dans l'article, on indiquait que la Bibliothèque, dont on soulignait l'importance des crédits, pourrait être plus utile si on la mettait à la disposition des personnes « aux bonnes manières ».

Par la suite, Pardoe a déclaré que la Bibliothèque était une bibliothèque publique, une bibliothèque juridique fréquentée par de nombreux étudiants en droit et des juristes et une bibliothèque au service de la fonction publique. Le motif invoqué par Pardoe pour ouvrir la Bibliothèque au public tenait au fait qu'on pouvait importer sans frais des ouvrages s'ils étaient destinés à une bibliothèque publique ne réclamant pas de droits d'entrée. Pardoe a constaté que les étudiants en droit, tout particulièrement, posaient des problèmes. On se rend compte à quel point la situation était différente de celle d'aujourd'hui lorsqu'on prend connaissance d'une lettre adressée par Pardoe au procureur général, lequel désignait deux agents de police et leur demandait de rendre visite à un étudiant qui n'avait pas rendu un ouvrage emprunté. À diverses reprises, Pardoe a écrit au directeur de l'Osgoode Law School et au président de l'Université de Toronto afin de les informer qu'il interdirait l'accès à la Bibliothèque aux étudiants tant que certains ouvrages n'auraient pas été rendus.

En 1921, on a déménagé la Bibliothèque au ministère de l'Éducation et on a regroupé les deux bibliothèques. La Bibliothèque a alors entamé une longue période de service aux enseignants de la province. Les députés ont alors constitué une part moindre

de la clientèle de la Bibliothèque. En 1919, Avern Pardoe a indiqué que, même pendant la session, la proportion des activités attribuables à la Chambre était réduite. Peu avant 1930 et au cours des années qui ont suivi, le bibliothécaire Arthur Wilgress a noté que la majeure partie des prestations était destinée aux enseignants. En 1960, le bibliothécaire Mildred Fraser a remarqué que moins de douze députés avaient fait appel à la Bibliothèque.

On exerçait également des pressions dans le milieu professionnel afin que la Bibliothèque se démarque de son rôle initial, celui d'offrir avant tout des services aux élus. En 1911, on a présenté une proposition à un congrès de l'Association des bibliothèques de l'Ontario (ABO) portant sur l'intégration des services de la Bibliothèque de l'Assemblée, de la bibliothèque pour aveugles ainsi que des bibliothèques du barreau et du ministère de l'Éducation. En 1944 et en 1945, l'ABO a présenté des mémoires au gouvernement et a recommandé la mise sur pied d'une bibliothèque provinciale dont ferait partie la Bibliothèque de l'Assemblée. Toutefois, dans un rapport de 1957 sur le service de bibliothèque provincial destiné au ministère de l'Éducation, l'écrivain W. Stewart Wallace a rejeté ces propositions. Il précisa que la Bibliothèque jouait un rôle essentiel et spécialisé en offrant un service à l'Assemblée législative et à la fonction publique et qu'elle devait se consacrer à cette fonction principale.

On comprend aisément pourquoi la Bibliothèque présentait un tel intérêt. De fait, sa collection était excellente. Outre les textes de lois, les textes parlementaires et les documents de nombreux gouvernements, elle englobait un large éventail de sujets, comme c'est encore le cas aujourd'hui, y compris d'importantes collections de journaux et d'ouvrages faisant partie du patrimoine canadien. La Bibliothèque comprenait, de plus, des ouvrages de littérature et de fiction. À l'époque de l'incendie, on indiquait qu'il s'agissait de l'un des biens les plus importants de la province et de la meilleure bibliothèque de consultation du Dominion. En 1945, le premier ministre George Drew a rappelé aux députés, en Chambre, la qualité de la Bibliothèque, précisant qu'elle représentait l'une des meilleures bibliothèques d'assemblée au monde.

La mise sur pied d'une bibliothèque moderne

La fonction de la Bibliothèque s'est transformée de pair avec l'évolution du travail des députés de l'Assemblée législative. Jusqu'en 1960, la durée moyenne des sessions était d'un peu moins de neuf semaines. Au cours des mandats du premier ministre John Robarts, elles devinrent plus longues, les membres de l'opposition profitèrent de moyens financiers pour la recherche et d'un appui du groupe parlementaire et la période des questions s'imposa comme technique propre à assurer la responsabilité du gouvernement. La charge de travail des députés, particulièrement en rapport avec leur circonscription, s'est accrue.

En 1960, le comité spécial sur les problèmes administratifs et exécutifs du gouvernement recommandait d'améliorer les installations de la Bibliothèque et les services aux députés. On suggérait, en prenant exemple sur le Legislative Reference Service du Congrès, d'accroître les moyens de recherche de la Bibliothèque et de rattacher l'impressionnant service de coupures de presse, assuré jusque-là par le Bureau du greffier, à la Bibliothèque.

En 1966, la Bibliothèque a mis un terme au service offert aux enseignants : on a alors précisé que ces derniers pouvaient se prévaloir d'un service ailleurs et que la Bibliothèque serait plus utile si elle consacrait ses moyens financiers et son personnel aux parlementaires et à la fonction publique. La Bibliothèque a alors commencé un programme de promotion auprès des députés en leur envoyant, après les élections, des lettres et des brochures qui décrivaient les services de la Bibliothèque, qui les invitaient à venir sur place, qui leur offrait des visites des lieux et qui annonçait la tenue d'une journée portes ouvertes. La Bibliothèque a acquis des documents qu'elle ne conservait pas auparavant : textes de débats, comptes rendus et documents des comités législatifs. Les députés se sont mis à faire davantage appel à la Bibliothèque.

En 1969, le rapport du comité spécial sur les règles et procédures énumérait les responsabilités les plus importantes des députés et recommandait d'agrandir la Bibliothèque afin qu'elle puisse entreprendre des recherches à la demande des députés.

En 1973, le rapport de la Commission sur l'Assemblée législative de l'Ontario (Commission Camp) a provoqué une onde de choc au sein de la Bibliothèque et de l'Assemblée dans son ensemble. On avait mis sur pied cette Commission afin qu'elle détermine les éléments nécessaires à une assemblée législative moderne et efficace et qu'elle se penche sur la façon d'améliorer la participation des simples députés. La Commission recommanda des améliorations considérables aux gratifications financières et aux conditions de travail des députés, notamment un agrandissement des installations de la Bibliothèque et un accroissement de ses services. Elle rejetait d'emblée l'idée qu'elle devienne la bibliothèque centrale de l'administration dans son ensemble et elle recommandait qu'elle revienne la bibliothèque des députés. On suggérait de la rattacher au Bureau de l'Assemblée afin de mettre l'accent sur les services aux députés, elle qui avait relevé de plusieurs ministères au fil des ans.

En 1976, la Bibliothèque fut rattachée au Bureau de l'Assemblée et, la même année, le bibliothécaire du Parlement canadien, Erik Spicer, réalisait une étude en profondeur de la Bibliothèque. À la suite des recommandations de ce dernier, on a nommé Brian Land directeur de la Bibliothèque (le titre remplaçait le précédent « bibliothécaire législatif »; en 1985, il devint celui de « directeur général »). Land a alors entrepris d'augmenter et de refondre les services offerts aux députés. Le personnel est passé de 16 personnes en 1976-1977 à un sommet de 93 en 1995. En 1976, on mettait sur pied

un service de référence chargé de répondre aux demandes d'information des législateurs et, en 1979, on établissait le Service de recherches, lequel était chargé des services d'analyse et d'études mis à la disposition des députés et des comités. En 1981, le catalogue sur fiches était remplacé par un système informatique : c'était le début d'une révolution technologique qui allait transformer la Bibliothèque.

Situation actuelle

Aujourd'hui et comme toujours, les 68 employés de la Bibliothèque s'efforcent de répondre de leur mieux et efficacement aux demandes des députés. La Bibliothèque a créé un éventail complet de services afin de répondre rapidement et d'une manière précise à toutes les questions du milieu parlementaire.

• Cet éventail comprend l'ensemble habituel de services de référence, qu'il s'agisse d'aide-mémoire, de statistiques ou encore de trousses de données. Toutefois, les bibliothécaires sont toujours à la recherche de façons d'améliorer leurs prestations. Par exemple, plutôt que de simplement envoyer un ensemble de rapports et d'articles, ils peuvent joindre une note soulignant ou désignant les textes ou les passages pertinents.

• De même, un service de recherche et d'analyse (revue de la législation et de la jurisprudence propres à un domaine, études interorganisationnelles complètes de politiques et de programmes) est offert aux députés de tous les partis ainsi qu'à tous les comités législatifs. Par ailleurs, la façon dont la recherche est offerte change constamment. Par exemple, les documents sont de plus en plus fréquemment envoyés aux députés par courriel, notamment parce qu'on préfère ce moyen rapide et pratique, mais également en vue de la mise en place de liens entre les rapports et les ressources d'Internet, de sorte que les députés puissent, d'un simple clic, repérer une documentation plus ample.

• En 1996-1997, on mettait en place un service électronique de coupures de presse, maintenant transformé en base de données d'articles tirés de 24 quotidiens représentant toutes les régions de la province. Il s'agit du service de la Bibliothèque le plus utilisé à distance. Les documents imprimés constituent toujours un élément important du service aux députés et la Bibliothèque continue à offrir une trousse quotidienne de coupures imprimées.

• On a développé un large éventail de liens avec les questions de politique, de comptes rendus électroniques regroupés par ministère et par domaine, de passerelles législatives, de documents de recherche, de ressources de sensibilisation, de liens avec des intervenants, de ressources et de sites électroniques utiles ainsi qu'un bureau de référence électronique : tous ces éléments ont été récemment réorganisés en un site intranet.

En Ontario, on doit composer avec les mêmes problèmes que connaissent les autres bibliothèques parlementaires. En voici quelques-uns en rafale.

• L'explosion d'Internet a certes permis une amélioration considérable de l'accès à l'information en plus d'offrir des outils de recherche supérieurs à ceux qui existaient auparavant. Par contre, les utilisateurs s'attendent à plus.

• L'abonnement aux bases de données et aux ressources d'information électroniques entraîne des pressions financières constantes.

• Le passage à l'édition électronique des documents du gouvernement suppose aussi un effort d'adaptation. On a réalisé un programme d'envergure, soit le catalogage et l'archivage des documents du gouvernement et d'autres documents Web dans le serveur local. La Bibliothèque continue à accroître son imposante collection d'imprimés tout en mettant de plus en plus l'accent sur l'acquisition de publications électroniques.

• Il y a aussi les contraintes budgétaires. En 1996-1997, on réduisait considérablement les crédits de la Bibliothèque, ce qui a entraîné une réévaluation des priorités en matière de service. On voulait ainsi s'assurer que la Bibliothèque s'acquitte de son mandat à l'égard des députés au meilleur coût possible.

• La question du comment organiser des produits de plus en plus complexes dans le site intranet, de manière efficace et conviviale et du comment actualiser les éléments et assurer leur pertinence est encore à l'ordre du jour.

• Un des problèmes les plus difficiles, dans le cadre du développement de nouveaux services par la Bibliothèque ou de l'amélioration de la gamme actuelle de services, consiste à déterminer les éléments à éliminer et les méthodes traditionnelles qui ne sont plus pertinentes ou efficaces.

À l'instar des autres bibliothèques, celle de l'Ontario a connu toutes sortes de changements en rapport avec les améliorations des services. Récemment, on a scindé l'administration de la Bibliothèque en deux directions. Afin de s'assurer que les différents produits électroniques et les services de recherche et d'information confidentiels soient organisés d'une façon intégrée du point de vue de la clientèle, on a regroupé les directions de la référence et de la recherche. On visait ainsi à faciliter le travail des bibliothécaires et des agents de recherche qui collaborent à la mise au point de nouveaux produits intranet, de même qu'à faire en sorte que tous les travailleurs de première ligne communiquent les uns avec les autres et mettent leurs points forts en commun. Afin d'appuyer adéquatement les services offerts aux députés, on a réuni les fonctions se rapportant à la gestion et à l'offre d'un accès aux ressources (développement des collections, services et systèmes techniques, coupures de presse et mise en circulation des périodiques et des journaux) au sein de la Direction des ressources d'information. Afin

d'aider les députés et leur personnel à tirer le maximum des services et des produits de la Bibliothèque, on a créé des ateliers et des outils de formation personnalisée très développés. Dans le but de faire en sorte que ses services correspondent véritablement aux besoins du milieu, la Bibliothèque a élaboré un programme d'évaluation des besoins et des services.

Afin de tirer avantage de l'expérience de collègues et d'appuyer ceux-ci, la Bibliothèque collabore avec d'autres assemblées ainsi qu'avec des bibliothèques parlementaires ou spécialisées lorsqu'elle le peut. Des recherchistes ont été affectés à d'autres provinces ou territoires. Des bibliothécaires ont pris part à un programme d'échange avec l'Australie. Des agents de recherche et des gestionnaires ont participé à des missions de consultation et de formation au Cambodge, en Afrique du Sud et en Éthiopie. La Bibliothèque offre une formation au personnel d'autres régions qui lui rend visite. Un recherchiste agit en qualité de coordonnateur du Programme de stages à l'Assemblée et plusieurs autres employés participent à la formation des stagiaires.

L'avenir

Le thème central des deux dernières décennies a été l'amélioration constante des services en fonction des besoins sans cesse changeants et exigeants des députés en matière d'information et de recherche. La Bibliothèque est passée de l'imprimé à l'ordinateur, aujourd'hui présent sur chaque bureau. Il a fallu maintenir et améliorer les services traditionnels, confidentiels et personnalisés de recherche et d'information, tout en développant un éventail complet de produits Web, de ressources et d'outils conviviaux consultables à distance jour et nuit et sept jours sur sept.

Malgré tous les changements, les députés exigent des renseignements fiables, impartiaux et rapides de la part de la Bibliothèque. Le fait que chacun d'eux utilise actuellement la Bibliothèque démontre qu'elle répond à leurs attentes.

Éléments bibliographiques

Watson, Fiona, *A Credit to this Province: A History of the Ontario Legislative Library and its Predecessors, 1792-1992*, Toronto, Assemblée législative de l'Ontario, 1993.

Gardner, Bob, « Ensuring High Quality Research Services », document présenté au 66e Conseil et à la Conférence générale de la Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques, Jérusalem, 13 au 18 août 2000.

Gardner, Bob, « Speaking Notes: Effective and Responsive Needs Assessment », présenté au Séminaire des services de recherche, Section des services de bibliothèque et de recherche des parlements, Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques, Glasgow, 28 août 2002.

A Brief History in Time: The Nova Scotia Legislative Library

Margaret F. Murphy
Presenter
Nova Scotia Legislative Librarian

In this brief look at the history of the Library I hope you will come away with a sense of Nova Scotia's political foundations—its commitment to democratic institutions, its belief in vigorous debate and its commitment to preserving the records of its culture and history. I also hope that you will have a sense of the personalities and eccentricities of the people who were responsible for the Legislative Library in the past, not only because their decisions shaped the Library's development but also because they make its history come alive. I have many stories to tell—too many in the time allotted.

Bibliothèque de l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse

While reflecting the political history of the Province, the Library's history also mirrors the history of the development of printing (the first newspaper in Canada was printed in Halifax in 1752) and mirrors the development of librarianship in Canada. A strongly held belief in the value of information and the importance of access to free libraries is clear in the many reports of the Legislature dating back to the 1700's.

1758

On October 2, 1758, the date of the first assembly of elected representatives in Canada, Nova Scotia's first Session was convened in Halifax. We consider this a starting date for the Library because after this date an occasional grant for the purchase of special works was made and these were placed in the chambers of the Legislative Council (the un-elected Upper House) and the Legislative Assembly, for the use of the Members. Newspapers were being published in Halifax at this time and became the vehicle for announcing the actions of the Legislature and the decisions of government and were also collected for the use of the Members, but no regular appropriation for the purchase of books was made.

Province House was not yet built or even thought of, for that matter. The Legislature met in different locations in Halifax, making it difficult to start collecting and housing large numbers of books. Indeed, more than a century passed before its Members were able to claim a library of their own.

1761

The first time any notice was given to the notion of the Legislature's need for books was in 1761 when it was moved in the House of Assembly that the *Statutes at Large*

of Great Britain be purchased for its use. This was done and we still have this lovely collection of books in our Library today.

1819

When Province House, where the Legislative Library is now located, was planned in the spring of 1811 and completed in 1819, making it the oldest legislative building in Canada, a library was not included in the building's design. Province House was constructed to include three large chambers of similar height—one for the Legislative Assembly, one for the Legislative Council and one for the Supreme Court. As there were no regular monies allotted for the purchase of books, and no one in charge, materials were received haphazardly and by 1819 the size of the collections of both the Legislative Council and the Assembly numbered only 200 volumes. John Bulmer, one of the most flamboyant of the Legislative Librarians appointed, commented:

> "Such a condition of affairs cannot but excite our surprise; indeed one cannot help asking how a Legislature could do anything without books? especially law books."[1]

However as the century progressed it was apparent that the lack of a library was an increasing embarrassment and handicap to both Houses of the Legislature. The Members did not even have access to complete sets of Nova Scotia's legislation at this time.

1830

In 1830 the Legislative Assembly passed a resolution requiring the Speaker to send the *Nova Scotia Statutes* and *Journals* to the legislatures of Upper and Lower Canada, New Brunswick and Prince Edward Island in exchange for their statutes and journals, beginning a long tradition of cooperation and information sharing among legislatures that continues today. Perhaps this can be seen as the date of the first exchange agreement for legislative publications. These exchanges became the foundation of the collection, that is, until 1845.

1845

The date 1845 "...marks an epoch in the history of the library"[2] according to John Bulmer. A Committee appointed to report on the state of the House of Assembly library recommended that an effort be made to obtain the legislative documents from Great

---

1. Nova Scotia, House of Assembly, Journals and Proceedings, 1881, appendix nº. 11, p 3 (hereafter cited as Journals).
2. Ibid., p 4.

Britain and the other North American colonies to assist the House in its work and that they be left in the care of the Clerk. Here we see for the first time the mention of a library and the concept of the library providing information to the Members for " ...the promotion of sound and judicious Legislation."[3]

1846

The same committee met again in 1846 and found that the "...library was not only wholly out of keeping with the wants of the Province, but a half a century behind similar collections in the neighbouring provinces of Upper and Lower Canada" [4] and for the first time asked for a meeting with the Legislative Council on the matter and recommended that the chamber occupied by the Supreme Court be used for a Library. This would of course involve moving the Judges and that meant that a Court House to house the Supreme Court had to be built.

1847

The Committee met again in 1847 and again recommended that the Libraries of the House and the Council be united and that the chamber being used by the Supreme Court be converted into a library. At this time, according to the catalogue of books that was given to the committee, the collection numbered about 500 books and was under the care of the Sergeant-at-Arms. No appropriation to support the establishment of a library was approved.

1850

In 1850 the subject of a Legislative Library was again discussed, this time initiated by the Legislative Council, who requested a meeting with the Legislative Assembly to consider the formation of a library out of the combined collections of both branches of the legislature.

1853

"But if 1845 was the date at which the project of a library began to be talked of, 1853 was the date at which the Legislature began to act as though they were in earnest."[5] At that time five hundred pounds was voted for the establishment of a Legislative Library and an act was passed for the construction of a Court House to house the Supreme Court.

---

3. Nova Scotia, House of Assembly, Journals, 1845, appendix nº. 21, p.81.
4. Nova Scotia, House of Assembly, Journals, 1881, appendix nº.11, p.5.
5. Ibid., p.5.

Unfortunately, according to Bulmer, "An interregnum again occurs, and the library question is lost sight of for several years—the times being violent in political contests."[6]

1857

Over the years, though, there were many papers and books published about the history of Nova Scotia and these consistently pointed to a need to not only preserve public records but also to build up a central depository of source material for historians to support the study and writing of history. Finally in 1857 the Legislature adopted a resolution moved by Joseph Howe, one of Nova Scotia's most influential politicians, that asked the House to make provision for Nova Scotia's "...ancient records and documents illustrative of the history and progress of society in this province to be examined, preserved and arranged, either for reference or publication...".[7]

1860

This resolution led to the appointment of Thomas Beamish Akins as record Commissioner, an appointment that actually preceded that of the dominion archivist by 15 years. Along with this appointment Akins also accepted an unpaid commission as the first Legislative Librarian in 1860. Although he never acted as Legislative Librarian because the collections of the Council and the Assembly had not yet been amalgamated to form one Legislative Library, he was a prodigious collector. He spent his time bringing together the library materials that he found scattered around Province House and was able to obtain many more books and pamphlets either through purchase, by gift or by exchange. The public records that were the fruits of his collecting activities were at first housed in the Legislative Library and formed the basis of the Nova Scotia Historical Society collection. After many years the Akins collection became the foundation of the collections of the newly created Public Archives of Nova Scotia.

1862

Finally, in 1862, the Court House was completed and the Supreme Court moved out, leaving the space to be converted into a library. The Legislative Library was established out of the combined collections of the House of Assembly and the Legislative Council and it was managed by a joint committee of both branches of the legislature with the custodian of the building, Mr. Venables, in charge of the books. He was paid $400 a year and had an apartment on the third floor of Province House, just above the Library. This appointment makes us chuckle now, but it is indicative of the ideas at the time — that books were to be guarded and housed. Indeed in the years preceding 1862 we saw the care of the book collections being passed from the Clerk of the House to the Sergeant-At-Arms and then to the custodian of the building. Emphasis also seemed to be placed more on the size of collection than on the quality of materials. Mr. Venables reported

6. Ibid., p.6.
7. Ibid., p.6.

religiously each year to both branches of the Legislature from 1862 to 1868 and each report noted every title that was added to the collection. At this time rules were drawn up for the use of the Library listing the people—editors of newspapers, clergymen and academics —who were allowed to use it with permission. This tradition continues in Nova Scotia today as we allow the public to use the Library. The concept of a gentleman's library still prevailed in these years: "... literary gentlemen of all classes find it an agreeable place for resort at all reasonable hours." [8]

1879

In 1879 a joint committee was again officially established to examine the library. Their report recommended that the library of the Legislature and the Nova Scotia Historical Society be merged and the management placed in the hands of a joint commission composed of members from the Society and the Legislature. The Act to provide for the amalgamation of the Library and the Nova Scotia Historical Society was passed and John T. Bulmer was appointed librarian. The Legislative Library then took a huge step forward.

John T. Bulmer, although not formally trained in librarianship, was one of the most able librarians of his time and "... was a librarian with vision and one of the true pioneers of Canadian librarianship." [9] He was also a lawyer, bibliophile and social reformer. He really did believe, even in those days, in pay equity and the equality of women. His love of books and his passion for collecting can been seen in much of the collection as it exists even today. When he took over, the collection numbered about 6,000 volumes. As he described it:

> "At that time the Legislative library consisted of a broken down mass of books lying in neglect and filth, and almost destitute of works of recent scientific investigation and current thought. Of pamphlets there were none, and of newspapers not above 40 volumes. In bibliography the library had almost nothing, and of books relating to the History of Nova Scotia not over a dozen, and of the documents printed by the province itself not even a complete set, to say nothing of duplicates."[10]

He set out to remedy this situation by blanketing the other Canadian provinces and the United States with a detailed list of the types of documents and books he required to build up the collection. He also traveled extensively and this may have led to his downfall. His lofty aim was to "...obtain and preserve for those who shall come after us a

---

8. Nova Scotia, House of Assembly, Journals, 1865, appendix nº. 26, p.1.
9. Douglas Grant Lochhead, "John Thoms Bulmer—Librarian" (Paper read at a meeting of the Halifax Library Club, April 1, 1954), p.11.
10. Nova Scotia, House of Assembly, Journals, 1881, appendix nº. 11, p.7.

perfect copy of every book, pamphlet or paper ever printed in or about Nova Scotia, New Brunswick, Prince Edward Island and Newfoundland." [11]

He saw that the importance of the library rested with the type of service it could provide the legislature and the people of the province. He was able to collect over 10,000 separate items in his first year as Librarian, which led the Commissioners responsible for the Library to remark: "... the future of the Library depends in a great degree upon the Librarian ..."[12] In the report the following year we see the Commissioners expound on the idea that the library's progress would not have proceeded at such a great rate without government funding and control and the skills of Bulmer: "... special qualifications should meet with corresponding remuneration. Ordinary work can be obtained for ordinary pay, but work of a peculiar character, such as is performed by the Librarian, can only be performed by a man who, like him, has a special tact and aptitude for it."[13] The idea of the library in Nova Scotia had changed from "...the aristocratic concept of the library as a mere repository of antiquities... "[14] to that of an institution set up to make information accessible.

His ideas about librarianship were felt for a long time throughout the library community in Nova Scotia. His thoughts about government libraries and libraries in general, are, even upon modern inspection, surprisingly advanced:

> "...the librarian of the future must be a thorough and systematic worker, one eager to avail himself of every new professional contrivance, and above all, a man whose principal aim shall be that readers and students may derive the utmost benefit from a collection it is his pride to keep in a state of the utmost efficiency."[15]

His policies form the foundation of our collection and have a bearing on what we do today. I was surprised when I read his statement about what he was collecting: He says : "I purpose making the collection a special one, and complete in only a few departments, and in all other respects we aim at only a good reference library. In the departments relating to our own province we are trying to collect everything having any bearing on our country."[16] Here we see the idea of a special library and a Legislative Library developing in his mind.

---

11. Ibid., p.9.
12. Ibid., p.2.
13. Nova Scotia, House of Assembly, Journals, 1882, appendix nº 11, p.3.
14. Philip Gerard, "His whole life was one of continued warfare: John Thomas Bulmer, Lawyer, Librarian and Social Reformer," Dalhousie Law Journal 13 (May 1990), pp. 376-405.
15. Testimonials of John T. Bulmer, (Halifax, 1882), p.5.
16. Nova Scotia, House of Assembly, Journals, 1882, appendix nº 11, p.7.

Bulmer really jumps off the pages of his reports. He believed "...that books were the only real source of knowledge and thus power"[17] and that the free or circulating public library was a cornerstone of democracy. His energy and love of books was boundless—he was able to organize the establishment of historical societies in New Brunswick and Prince Edward Island and he attempted the establishment of the Library Association of Canada in 1876 because he thought "A high professional standard among the librarians in Canada is one of the great wants of our time...".[18]

Bulmer resigned in 1882 after only three years in the position after a dispute with the library committee over their patronage appointment of a cataloguing assistant whom he considered to be incompetent. He had, however, managed to make the Legislative Library one of the largest and finest collections in the country.

After leaving the Legislature, he was appointed the first law librarian at the Dalhousie Law School in 1883. This appointment lasted until 1885 after which time he went back into the practice of law and actually organized the first meeting of the Dominion Bar Association (the precursor to the Canadian Bar Association) in 1896.

1883

Francis Blake Crofton followed Bulmer in 1883 and because he lacked library experience he was made library custodian with the understanding that that his appointment as Librarian would be confirmed a year later. He made no bones about his distaste for Bulmer and his methods. He saw problems in attempting to collect all the Americana published and everything printed about the Maritimes. He stated that he would be following "...at a distance—in the footsteps of my predecessor."[19] And maybe the following incident gives us more of an insight as to why he would say this. I will quote Shirley Elliott for this—"Crofton had held the office barely a year when a local newspaper broke a story that was prompted by a letter written by his predecessor, John Thomas Bulmer. Copies of valuable newspapers, which were the property of the Nova Scotia Historical Society ... had been found to be wrapping fish and meat in the market. On Crofton's order the library messenger, W. Coleman, had been charged to dispose of certain duplicate materials through sale to victuallers and barbers; Crofton, however was not aware that the profit motive had prompted Coleman to pilfer from the permanent collection. There were cries in the press of 'library spoliation,' ' too bad to be true' and demands for Crofton's resignation. After a thorough examination of the situation by the library commissioners, Crofton was absolved and Coleman dismissed, but the incident continued to be a contentious issue in the press for some time." [20]

---

17. Girard, Dalhousie Law Journal, 13 (May 1990), p.382.
18. Testimonials of John T. Bulmer, (Halifax, 1882), p.5.
19. Nova Scotia, House of Assembly, Journals, 1883, appendix n° 14, p.5.
20. Shirley Elliott, Dictionary of Canadian Biography, vol. XIV, 1911 to 1920, p.253.

Crofton was a writer of many journal articles and books and though he was not formally trained, under his management the collection continued to grow. His reports indicate his interest in a dictionary card catalogue of materials classified by author, title and subject.

1906

Ill health forced him to resign on 30 September, 1906. His successor, Miss Annie Donahoe, was also not a trained librarian. She was Crofton's assistant for seven years—from 1899 and was appointed Legislative Librarian in 1906, holding the position until 1954 - 48 years—but with total number of years at the Legislative Library being 55 years—amazing but true. During the forty-eight years of her appointment as Librarian the collection grew, but the atmosphere can best be described as a Victorian reading room. As one writer glowingly put it Miss Donahoe provided "... a type of charming service that cannot be described in mere words. It is a service that desires to be helpful in every respect. It is a service that bespeaks a thorough knowledge of the books within her charge." [21] Throughout her career she expressed a concern about the receipt of donations, the production of the book catalogue, and space. During these years the Library Commission took an active part in the selection of books and authorized the payment of bills. Indeed, in the report of the Commissioners for 1952, they state that:

> "They have no desire to change the tone and atmosphere of one of the most charming charming spots in Halifax. The Library occupies an historic room in an historic building and preserves the charm of a bygone day. That has not been changed. Every visitor to the Library ... feels at once the beauty of the old room whose windows look out on Hollis Street. This your Commissioners have wished to preserve."[22]

This kind of statement leads one to think that the library was not seen as an information resource for the Members during Miss Donahoe's reign and there are stories about the Library becoming her salon, where she served tea, exchanged news and was a final stop for a small contingent of her contemporaries on their daily travel around Halifax.

1944

A resolution, accepted by the Library Commission and approved by the Premier, A. S. MacMillan in 1944, instructed Miss Donahoe to start the transfer of the collections of the Historical Society housed in the Legislative Library to the new Public Archives building which was considered to be a fireproof building because it was constructed of brick. Miss Donahoe retired in 1954.

---

21 William Coates Borrett, Historic Halifax in Tales Told Under the Old Town Clock. (Toronto: Ryerson, 1948), p. 153

22 Nova Scotia, House of Assembly, Journals, 1953, appendix nº. 14, pp 3-4

1954

The elements of contemporary library service did not occur until the appointment of the Legislative Library's first formally trained librarian in 1954. This date marked a new era in the library's development. The Legislative Library Act was repealed and the Legislative Library was placed within the Provincial Library Service under the Department of Education. The rest of the holdings of the Nova Scotia Historical Society were moved to the Archives Building. "All these changes have been recommended by a committee which had representatives of the Archives, the Legislative Library, the Legislative Council, the House, and the Librarian."[23]

Miss Shirley Elliott, the first professional librarian appointed to the position of Legislative Librarian, took over in 1954 and the cataloguing and organization of the library according to established library standards began in earnest. Under her direction library service to the members expanded with each passing year and the treasures collected by her predecessors were restored and made accessible.

1979

Finally, in 1979, the responsibility for the administration of the Library was given to the Speaker of the Legislative Assembly in his/her capacity as chairman of the Legislature Internal Economy Board. Miss Elliott retired in 1982.

Conclusion

There have been many changes along the way in the development of the Nova Scotia Legislative Library—some, such as the introduction of the typewriter it is said, caused some hearts to flutter. Today the Legislative Library functions as a research library mandated to serve the information needs of the legislators and their staff. We provide all of the standard library services and now, with the technology available to us, we are trying to provide information services directly to the desktops of the Members. While I'm not sure we would want to characterize our service as "charming" as in Miss Donahoe's time, we hope that our service is speedy, accurate and up-to-date.

In this look at the history of the Nova Scotia Legislative Library, one can see the importance of gifts and exchanges in the early development of Legislative Libraries in Canada. Its history also illustrates the importance of preserving the records of the past

---

23. Nova Scotia, House of Assembly, Debates, March 1, 1954, p.64.

and you can see that this was one of the precepts of the library profession and their "raison d'être". This idea was of great importance to Nova Scotia legislators because they knew a study of the past would enable them to make better legislation in the present. The Library's history also illustrates the commitment of my predecessors to service to the legislature, the birth of ideas about special libraries, and illustrates the development of librarianship in Canada. You can clearly see the librarian as collector, as author, as bibliographer and then, finally today, as information manager.

In the future we hope that the Legislative Library will continue to change and to grow just as the demands of the Legislature, and the society it serves, will change.

Edith Hannah Gostick, Alberta Legislature Librarian, 1940 to 1959

Sandra E. Perry
Presenter
With research assistance from
Sharon K. Bell
Legislative Library of Alberta

When the provinces of Alberta and Saskatchewan were carved out of the North-West Territories in 1905, the government of Saskatchewan received the legislative book collection and the government of Alberta received $6,113.25 in lieu of its share. To our knowledge this money was never made available to the Alberta Legis' ure Library during its early years[1]; in its first year the Library had only $400 to spend on books, newspapers and periodicals.

Alberta's Legislature Library was officially established in 1906. At that time, when there were many fewer libraries in the province, and certainly no government libraries as we know them today, the library served many different needs. From its inception until 1974, the Library was known as the *Provincial Library*, and functioned as a parliamentary library, a general reference library for the civil service, and until 1963 as the provincial archives.

In 1974, the name of the Library was changed to the *Legislature* Library, placing the emphasis on the Library's primary role, which was to meet the information needs of the Members of the Legislative Assembly, their staff and later, when the Legislative Assembly Office (LAO) was established, its staff.

Over its history Alberta has had eight Legislature Librarians:

William Buchanan 1907

The first Legislature Librarian, William Ashbury Buchanan, was born on July 2, 1876 in Fraserville, Ontario. Before being appointed Librarian he was a newspaper reporter and editor, eventually owning his own newspaper in Lethbridge, Alberta. Buchanan held the post of Legislature Librarian for only seven months, during which time he went on a tour of major libraries in central Canada and the eastern United States to gain knowledge and advice for setting up the Alberta Legislature Library. In late 1907 he decided to return to Lethbridge to turn the *Lethbridge Herald* into a daily. He later became a Member of Parliament and Minister without Portfolio. In 1925 he was appointed to the Senate. Senator Buchanan died on July 11, 1954.[2]

1. The assumption is that it went into general revenue.
2. These brief biographies of the first 6 librarians owe much to A. Hoyano and D. Blake McDougall: *A History of the Legislature Library*.

John Blue 1907-1921

The second Legislature Librarian, John Blue, was born on April 11, 1876 in Chesley, Ontario. Before his appointment as Librarian, he was a teacher and legislative reporter for the *Edmonton Bulletin*. Under his direction the collection grew from 1,000 to 40,000 items and he adopted the Cutter-Sanborn system of classification to keep it in order. He established a policy of consultation with the newly-created University of Alberta to avoid, as much as possible, duplication of materials in the Edmonton area. Blue resigned from his position in 1921 to take the position of Secretary of the Edmonton Board of Trade (later the Chamber of Commerce), a position he held until his retirement in 1941. On September 12, 1945 he died of a heart attack.

John Jaffary 1921-1930

John Ashton Jaffary was born in Bolton, Ontario around 1860. Before being appointed as Librarian he was an ordained Presbyterian minister, Chief Clerk of the Department of Agriculture and Assistant Legislature Librarian. As the university and public libraries developed, Jaffary expanded Blue's policy of cooperation to prevent duplication of effort. During his administration the Library began sending lists of new acquisitions to the Members. He also initiated a sort of interlibrary loan service when he started sending materials to the Members by mail. He later extended this practice beyond primary clients. He died from pneumonia on April 30, 1930 while still in the service of the Library.

1930-1940

There was a service gap of 10 years between 1930 and 1940. This is due to the fact that during the Depression years no one was officially appointed as Legislature Librarian. Colin Groff, Publicity Commissioner for the Alberta Government, served as Acting Librarian from 1932 to 1935. For the rest of this period the Library was maintained by a clerical staff of two.

Edith Gostick 1940-1959

Subject of this biographical essay

Eric Holmgren 1959-1973

Eric Joseph Holmgren was born in Kalso, British Columbia on January 17, 1923. Holmgren was the first Legislature Librarian to have professional library qualifications (a Bachelor of Library Science degree from the University of Toronto) in addition to a Master of Arts degree in Western History. Prior to his appointment as Librarian, Holmgren was

Supervisor of Public Libraries for Alberta. During his administration he undertook the revision of the card catalogue and moved from the Cutter system to the Library of Congress system of classification. It was also under Holmgren's administration that a Library Services Coordinator was hired to develop library services throughout the government of Alberta. This position existed until a few years ago when the government amalgamated all of its libraries under one central *Alberta Government Library*. Holmgren retired in 1973 and died August 9, 1988.

D. Blake McDougall 1974-1993

Donald Blake McDougall was born in Moose Jaw, Saskatchewan, in 1938. Mr. McDougall was the first Legislature Librarian to obtain an Master of Library Science degree (1983). Prior to his career in librarianship, Mr. McDougall was a teacher and vice-principal. Mr. McDougall had some responsibilities which no Alberta Legislature Librarian before or since has shared. From 1981 to 1988 he had as part of his responsibility the administration of a Research Branch. He also served as Assistant Deputy Minister of the LAO from 1987 to 1993. During Mr. McDougall's administration, planning was completed to replace the card catalogue with the Dynix online catalogue, subscriptions to online databases were begun and a significant publication program was established. Mr. McDougall retired in 1993 and still resides in Edmonton.

Lorne Buhr 1993-1998

Lorne R. Buhr was born in Borden, Saskatchewan, in 1942. Mr. Buhr, who holds a BLS degree from the University of Toronto, joined the Legislature Library staff as Documents Librarian in 1977. During his years at the Library Mr. Buhr earned a Certificate in Public Administration from the University of Alberta (1988). He served for many years (1981-1993) as Head of Reference before being appointed Legislature Librarian in 1993. Under Mr. Buhr's administration the Dynix catalogue was implemented, current awareness services began to be provided electronically (via email), the Library acquired access to the Internet and set up an Internet site. A new and well-received service, the distribution of customized constituency packages to Members after an election, was begun in 1997. Mr. Buhr retired in 1998 and still resides in Edmonton.

Sandra Perry 1998-

Sandra E. Perry, the current Legislature Librarian, was born in St. John's, Newfoundland. Before becoming Legislature Librarian, Ms. Perry managed judicial libraries for Alberta Justice and prior to becoming a librarian, was a high school teacher. Ms. Perry holds Bachelors of Arts and Education degrees from Memorial University of Newfoundland and an MLS degree from the University of Alberta. Under Ms. Perry's administration to date: the Library has become a member of The Alberta Library (TAL)

consortium and the online catalogue has been migrated from Dynix to Horizon to Sunrise. The Library is a very active participant in the LAO's Intranet site and a large number of services are being delivered electronically, among which is a customized electronic daily news service.

There is one *unusual* fact here: to date no Alberta Legislature Librarian was born in Alberta. The scorecard reads: Ontario 3, Saskatchewan 2, British Columbia 1, Newfoundland 1 and Wales 1.

Edith Hannah Gostick

The fourth Legislature Librarian was Edith Hannah Gostick. There are number of reasons why Mrs. Gostick was chosen as the subject of this research. Of some interest was the fact that she was the first woman to fill this position in Alberta. Additionally, and of even greater interest was the fact that Mrs. Gostick served as a Member of the Legislative Assembly of Alberta prior to her appointment as Librarian. It was thus appealing to speculate about the perspective that she would consequently bring to the position of Librarian. The fact that she was a Social Credit MLA, in the first Social Credit government ever to be elected anywhere, was also of note, particularly as she was one of only two women in that government. In addition, to date Mrs. Gostick has been the longest-serving Legislature Librarian in Alberta.[3]

During her tenure Mrs. Gostick was referred to as the *Provincial Librarian* rather than the *Legislature Librarian* since at that time, the Library was known as the *Provincial Library*.

• Family Life

Edith Hannah Thomas was the fifth of the eight children born to Thomas Thomas and his wife the former Elizabeth Matthews. Two siblings, an older brother and a younger sister, died as toddlers. Edith was born at 12 Hannah Street, Porth, Glamorganshire, South Wales on January 15, 1894. Her second name, Hannah, was that of her paternal grandmother, but when she was very young Edith thought she was named for the street on which her family lived[4]. As a child she excelled at elocution and Bible study and is said to have won prizes for both. When Edith was eight the family moved to Porthcawl. Edith attended school in Wales right up to and including part of the pre-university entrance year and was thus qualified to teach, but too young at sixteen to teach in Wales.[5]

---

3. Mrs. Gostick served for 19 years. D. Blake McDougall, the 6th Legislature Librarian, missed the record by only a few months.
4. *My 60th Birthday*, p.1.
5. Ibid., p.5.

In 1910 Edith's father decided, almost on impulse it seems, to emigrate. Edith was delegated to choose on a map where the family should go and she pointed, again almost randomly, at Calgary.[6] The family, consisting of the parents and four children aged 6 to 18,[7] sailed to Canada on the S.S. Montrose. From Quebec City they traveled by train and arrived in Calgary on May 9, 1910. The following day Calgary had more snow than the Thomas family would have seen in South Wales in an entire winter.

Edith was also too young at sixteen to teach in Canada so she embarked upon a career in business as Assistant Auditor and Cashier at Pryce-Jones Co. in Calgary, later rising to the position of Chief Cashier and Supervisor of the Audit Department. When Pryce-Jones closed, Edith took a similar position with the Hudson Bay Company.

At church, so the family tells us, Edith met Frank Gostick, a young Londoner four years older than herself who had immigrated to Eastern Canada in 1909 and had come to Calgary in April of 1910. Frank was employed at the time as a door and window frame maker for A. B. Cushing Mills Ltd. Edith and Frank were married in Calgary on October 5, 1914.

During the First World War, Frank Gostick enlisted and was sent overseas with the 56th Battalion. Edith followed him and worked for the Australian Pay Office in Westminster, as well as traveling with concert parties as an elocutionist. Their first son, Ronald, was born in 1918 in Merthyr Tydfil, Wales. Frank was injured during his overseas service and was consequently unable to return to his former trade, so he and Edith took up farming. Frank was given a grant of land through the Soldier Settlement Program in the Gadsby district of southern Alberta. Their second son William was born in 1924.[8]

The Gosticks farmed from 1919 to 1928, but crop failures and the worsening of Frank Gostick's health caused them to move back to Calgary where Edith returned to her former position with the Hudson Bay Company. In later years, Mrs. Gostick would frequently refer back to that time of backbreaking work and hardship on the farm and cite it, and the fact that she wanted a better life for her sons, as the primary motivations for her interest in Social Credit.

• The Times

The Depression years hit Alberta particularly hard. The economic prosperity of the province depended very heavily on agriculture. In 1931 the population of Alberta was

---

6. Interestingly enough the middle name of the small sister who died was Alberta but no connection was ever mentioned by Gostick or her family.
7. A 20-year-old brother and a 22-year-old sister stayed behind.
8. Both sons are still alive and were extremely helpful in the preparation of this biographical essay.

62% rural, as opposed to 19% rural in 2001. When, in the late 1920s and early 1930s, grain prices collapsed and poor weather conditions caused disastrous crop failures, debt incurred by farmers reached intolerable levels, causing many to default on their mortgages. These conditions resulted in a collapse of all the industries that depended directly or indirectly on agriculture. In Calgary, a high school principal and part-time preacher appeared to have the solution to these economic woes.

• Aberhart & Social Credit

William Aberhart was born near Egmondville, Ontario, on December 30, 1878, the son of William Aberhart and the former Louisa Pepper. Although the discipline was strict, the work hard and the hours long, Aberhart was always proud of being a farmer's son. In school Aberhart showed great enthusiasm, diligence and powers of concentration. He was a good organizer of his fellow students but "not a good team player"[9]. He appeared even then to have a desire to dominate and be in the spotlight. After graduation from Seaforth Collegiate Institute, Aberhart took a one-year diploma program in Business from Chatham Business College. He received a teaching certificate in 1898 after one year of study at the Hamilton Normal School. In 1902 Aberhart married Jessie Flatt of Galt. While teaching, raising two small children, and being active in his local church and YMCA, he managed to work extramurally on a Bachelor of Arts degree, which was granted in 1910 by Queen's University. Aberhart taught in Ontario from 1899 to 1910, first in a rural school and later in Brantford, eventually being promoted to the position of principal. At every stage of his career in Ontario he was commended by his superiors for the "discipline, order, management and progress"[10] of his schools.

Early in 1910 Aberhart was convinced by colleagues who had taken teaching positions in Alberta that he should join them. So in the spring of that year the Aberharts moved to Calgary where William had obtained a teaching position at the Victoria Public School. Later he became principal at Alexandra School, King Edward School and finally, in 1915, at the newly organized Crescent Heights High School where he presided for twenty years. This was a remarkable feat, especially given the amount of energy he invested in promoting his religious beliefs. Having been a Bible teacher back in Brantford, Aberhart continued to devote his time to this passion, first in a Presbyterian and later in several Methodist congregations in Calgary. In about 1915 Aberhart became affiliated with the Westbourne Baptist Church, and it was within this context that his well-known Bible Institute was formed. In 1925 the Sunday afternoon meetings at the Bible Institute evolved into the now famous radio broadcasts on CFCN, which at the height of their fame, were estimated to draw 350,000 listeners from across the Prairie Provinces and British Columbia. Aberhart was an especially charismatic leader whose rather unusual mixture

9. John A. Irving, *The Social Credit Movement in Alberta*, p.10.
10. Ibid., p.11.

of religion and politics had a particular appeal to rural Albertans worn down by the hardship of the Depression. After Aberhart's 1932 conversion to Social Credit, he gradually introduced this philosophy into his Sunday broadcasts - *practical Christianity* was how Aberhart referred to it.[11]

Perhaps, to fully understand the appeal of Social Credit, one has to understand the desperation that ordinary Albertans felt in 1932. Ordinary hardworking people found themselves on the verge of bankruptcy with nowhere to turn. This left them open to new ideas, especially those that promised a brighter future.

Social Credit was the brainchild of Major Clifford Hugh Douglas (1878 - 1952), a Scottish engineer "who was impressed by the fact that many developments physically possible from the engineer's point of view are financially impossible."[12] Very much simplified, the theory of Social Credit is rather like this: the *social credit* is set to an amount which will augment other sources of credit (wages etc.) to just the amount needed to enable all citizens to purchase necessities. The provision of the social credit is supported by the economic return on society's capital wealth. Should there be an imbalance between demand and supply of a necessity, government would lower the price enough to clear the market, assuring producers sufficient just to cover their costs and permitting all who needed the item to buy it. The promise of a social credit dividend of $25 per month was very appealing to the average Albertan at the height of the Depression.

It was not Aberhart's initial intention to form a political party, quite the contrary; he tried to convince the then governing party, the United Farmers of Alberta (UFA), to make this economic theory part of its platform. When this failed and the popularity of the Social Credit movement grew, Aberhart decided to field his own candidates in the provincial election of August 22nd, 1935. Social Credit won 56 of the 63 seats in this election. The Social Credit Party continued to govern Alberta for 36 years, from 1935 to 1971, the longest term for any political party in Alberta to date.

Edith Gostick: MLA

Edith Gostick came to Social Credit via the New Age Club,[13] a sub- or splinter group of Social Credit, founded by a group of university-educated businessmen who took a more secular approach than Aberhart to Social Credit theories. In some ways, for Gostick, this introduction may have been simply circumstantial. For while not wishing to downplay her intellectual powers, which were considerable, her philosophy of Social Credit, expressed in an interview in early 1936 with an unknown journalist,[14] is not at all

11. David R. Elliott & Iris Miller, *Bible Bill*, p. 190.
12. Irving, p.5.
13. Ibid., p.64.
14. Unknown, "Edith Hannah Gostick" [The transcript of this interview was very kindly provided by William Gostick. Despite considerable searching we have not been able to determine whether the interview was ever published.]

secular and seems to spring, very much like Aberhart's, from a firm Christian foundation. To quote from Mrs. Gostick in this interview: "The greatest commandments, to love God with all your heart and to love your neighbour as yourself were forgotten. They have had no place in political or economic practice. Social Credit will correct all this, and restore the Christian principles into our political and economic lives."[15] This very much echoes Aberhart's definition of Social Credit as *practical Christianity,* but is also not out of keeping with Mrs. Gostick's Methodist upbringing.

Gostick's role and that of Edith Rogers, another early Social Credit convert, was to appeal to female audiences and to organize women to fund-raise for the movement. One of the early chroniclers of the Social Credit movement refers to Gostick this way: "Possessed of boundless enthusiasm and energy... tireless...colourful and forceful as a speechmaker."[16] "Invaluable as an organizer and member of committees at general conventions.... Next to Aberhart and Mrs. Rogers... the greatest single factor in rallying women... to the movement."[17] She could also be controversial and uninhibited in her criticism of Social Credit opponents and was thus second only to Aberhart himself in drawing down the wrath of the Opposition and the Press.[18] She and Mrs. Rogers travelled to all areas of the province promoting the cause of Social Credit, much in the way that a Cabinet Minister would today.[19]

Mrs. Gostick was one of William Aberhart's most devoted followers. The amount of trust he placed in her was evidenced in the fact that it was she, and not Aberhart himself, who broke the news that Social Credit would be fielding a candidate in every constituency in the province in the 1935 election.[20]

In the 1935 election, candidates were chosen by Aberhart himself from a slate of nominees proposed by the constituency. Edith Gostick was one of 20 candidates to be chosen to run for six seats in the multi-seat constituency of Calgary. Among the candidates were such well-known figures as Ernest Manning[21] and J. J. Bowlen[22] so the competition was stiff, especially for a woman at that point in history. Edith Gostick was the first female MLA to be elected from Calgary and tied with Edith Rogers as the fifth woman to be elected as an MLA in the province of Alberta. Unfortunately, neither she nor

---

15. Ibid., p.4.
16. Irving, p.185.
17. Ibid.
18. "...Edith Gostick, an Aberhart disciple with a peculiar ability to reduce his many critics to a state of incoherent rage", Ted Byfield, ed. *Fury and Futility*, p. 324.
19. Irving, p.183.
20. Gostick made this announcement in a speech at Lethbridge on March 4, 1935.
21. Later Premier of Alberta 1943 -1968.
22. Liberal Leader (1936-7) and later Lieutenant Governor (1950-9).

Mrs. Rogers were given Cabinet positions.[23] She did serve as secretary of the *Special Relief Committee* instigated by the then Minister of Health and Relief, Dr. W.W. Cross, to investigate relief conditions in the province.

Edith Gostick was a very effective speaker. The *Lethbridge Herald* said of her in 1941 that she was generally regarded as one of the government's best speakers and most persistent advocates.[24] The author of the *Under the Dome* column in the *Edmonton Journal* of the day, although having little admiration for women speakers generally, wrote that he did not feel this way about Mrs. Gostick. "She speaks clearly and unaffectedly (she doesn't go Bernhardt)."[25] He also noted that she had a confident stage presence and, though carrying notes, did not read her speeches. He declared that he was not saying this because he was afraid of Mrs. Gostick, whom he met regularly in the corridors of the Legislature Building, – "or at least not very much."[26]

In the Legislature, Gostick spoke to such issues as health, social issues created by the Depression, the returned soldier problem and the broadening of old age pensions for women. She sat directly behind Premier Aberhart and was always quick to defend him when his policies were under attack. She, of course, also spoke to many of the tenets of Social Credit philosophy[27]: defended the delay in payment of the $25 dividend, spoke out against financial institutions and in favour of the *Accurate News and Information Act* (informally known as the *Press Gag Act*). Her justification of her stand on this issue will give a flavour of her debating style: "I am opposed to censorship of the press. I believe in a free press and free speech and value very highly those qualities and am determined to guard them. Because I am in favour of a free press I am going to support this Bill. I think a free press should publish the truth.... Our opponents are talking about our controlling the press.... It is generally understood that the press is largely controlled by the financial interests."[28]

Along with an effective speaking style Mrs. Gostick possessed a caustic wit. On one occasion in the Legislature, when the Opposition criticized the delay in the payment of the Social Credit dividend as the breaking by Aberhart of a sacred promise made from the pulpit with his hand lifted and his eyes heavenward, Mrs. Gostick was quick to counter: "How could you see him with his hands uplifted when you were listening on the radio?"[29]

---

23. As a researcher, I lamented this from the perspective that had Gostick been a Cabinet Minister there would likely have been more written about her.
24. "An Edmonton Rumor", *Lethbridge Herald*, April 17, 1941, p.4.
25. *Under the Dome*, *Edmonton Journal*, March 9, 1939, p.4.
26. Ibid.
27. Several historians of the Social Credit movement have noted that women devotees were often more conversant with the details of Social Credit philosophy than were male adherents. See, for example, Alvin Finkel "Populism and Gender...." p. 88.
28. "Social Credit Board Chairman Made 'Super-Editor' Under Act", *Edmonton Journal*, October 5, 1937, p.6.
29. "Howson Challenges Premier Aberhart to Fulfill Pledge", *Edmonton Bulletin*, Feb. 8, 1936, p.3.

Gostick was not at all timid about name calling where her opponents were concerned and once spoke in support of increasing a grant to a fish hatchery because fish were said "to make brains and some of us need them."[30] Once in a speech she referred to the Economic Safety League as the *Elevated Society of Lunatics*.[31] She was said to thump her desk so loudly and enthusiastically that it was feared she would knock a hole in it. Her husband was her very avid supporter and was in constant attendance when the Legislature was in Session.[32]

In the next election, on March 21, 1940, Social Credit did not do as well at the polls as it had previously, this time winning 36 seats as opposed to the 56 it had won in 1935. Mrs. Gostick and Edith Rogers were both defeated. In her maiden speech in the Legislative Assembly Cornelia Wood, who was the only woman elected in the 1940 election[33], lamented the loss of these fine colleagues. She paid tribute to their splendid efforts and expressed regret "that they are not sitting with us at this time."[34]

Edith Gostick: Provincial Librarian

Edith Gostick was given the temporary appointment of Provincial Librarian on May 1, 1940.[35] In August of 1941 she attended the Summer Library Institute in Banff, conducted by McGill University Library School. This was her only formal training for librarianship: one has to remember, of course, that there was no library school in western Canada until 1961, and none in Alberta until 1968. There had been cataloguers at the Legislature Library in Alberta who had had professional training, but up to this point no Director.[36]

Edith Gostick was the second former Social Credit Member to receive a civil service appointment after the 1940 election. Her appointment was made a little more controversial given a statement she had reputedly made as an MLA: "We shall never get anywhere in establishing Social Credit until we have turned all of the civil servants out and replaced then with Social Creditors."[37] With so much emphasis at present on non-partisan library service to the Members, one cannot help but wonder if it was difficult to be a political appointment to the position of Legislature Librarian in 1940. Perhaps it was less difficult than it might have been due to the fact that only two of Gostick's previous opposition colleagues were re-elected.

---

30. "Unwin, Bowlen At Odds over Agric Items", *Edmonton Bulletin*, March 23, 1938, p.3.
31. Irving, p. 326.
32. *Under the Dome*, *Edmonton Journal*, March 10, 1937, p.15.
33. And to date the longest serving female MLA in Alberta.
34. Cornelia R. Wood, *My Memories*, pp.534-5.
35. This was announced in the *Edmonton Journal* of April 30, 1940, p. 9- "Mrs. Gostick Given Librarian Post"
36. Towards the end of her career Edith Gostick was quoted as saying "A degree may be necessary today but practical experience and common sense is also essential to apply the book learning", *Ken Liddell's Column*, *Calgary Herald*, December 3, 1958, p.27.
37. "An Edmonton Rumor", *Lethbridge Herald*, April 17, 1941, p 4- this was reported as having been said several years earlier by Gostick at a public meeting. The *Herald* at the time was reporting a rumour that EG was going to run federally.

Mrs. Gostick's appointment was made official on April 1, 1942.[38] Her classification was that of Second Class Clerk at a salary of $1,500 a year. This was less than the first Legislature Librarian was paid in 1907, and in 1924 the third librarian, Jaffary, being paid $2,500 a year, claimed to be the poorest paid librarian in Canada. As late as March 12, 1943 Premier Aberhart had to defend Gostick's appointment in a debate of the estimates when explaining a $300 increase to the Library budget. The opposition argued that one of the two clerical staff who had maintained the Library almost single-handedly for a 10-year period should have been promoted.[39]

The Library was in a state of neglect when Mrs. Gostick was appointed. This implies no criticism of the clerical staff at the time. They had very little authority and tried to maintain the collection and services to the best of their ability. But the Library's resources had been cut severely and, in fact, at one point the Library barely escaped being closed altogether. Despite any concerns that might have existed about the method of her appointment, Mrs. Gostick appears to have been a very good choice as Provincial Librarian. She had a love of learning, a respect for the democratic process, great determination and strength of character and practical business experience, which served her well in this position. Her greatest achievement might be said to have been that of rebuilding the Legislature Library after a long period of decline and preparing it to meet the needs of a post-war world.

Very early on in her tenure, Mrs. Gostick undertook a number of housekeeping tasks in the Legislature Library, and executed them in short order. It was interesting to read what she herself felt she had accomplished in those early years as she reflected at the time of her retirement. She tells how she hired two janitors to clean and help in the rearrangement of the fixtures and had new bookshelves made and that at the end of four years the library was again presentable.[40] When Gostick arrived the library had not been painted since it was first occupied in 1911. Her annual reports to the Speaker in those early years are somewhat amusing in that every year for seven years she reports, with increasing degrees of frustration, that the Library has not yet been painted. The fact that the library needs painting even starts to appear in the comments section of the Visitors' Log and one can almost imagine Gostick's frustration increasing to the point where she was urging visitors to record these comments so she could report on their concerns. She spoke in later years of it taking *seven years* to get the painters into the Library and *seven months* to get them out as, when they did finally arrive, they were given this assignment on only a part-time basis![41] Mrs. Gostick also spent many years trying to recover original Library space that had been lost to government departments.

---

38. Alberta. OC 1005/42
39. "Estimates for $860,127.00 Are Given Approval", *Edmonton Bulletin*, March 12, 1943, p.10.
40. Gostick, "The Provincial Library of Alberta", pp. 2 & 5.
41. Ibid., p.5.

When Gostick was appointed the Library budget was in a sad state. In 1940 the total budget was only $4,519.31, less than it had been in 1909. By 1947 it was $8,357.21, finally reaching the 1912 funding level. It wasn't until 1952 that it reached $13,847.62, higher than it had ever been previously. By the time Edith Gostick retired the budget was just over four times as great as it was when she arrived. Blake McDougall's history of the Library indicates that from 1950 to 1972 the Library made steady progress, although Edith Gostick complained in a letter that "the Deputy Treasurer always wants to take five hundred dollars off."[42]

Staffing levels were also inadequate. As indicated earlier, when Mrs. Gostick was appointed there were only two clericals. This area showed very little improvement throughout her tenure, as staffing levels from 1940 to 1950 remained at the Director and two other employees, with the occasional hiring of temporary staff. In 1950, an additional semi-permanent clerk was hired and this staffing level remained constant until Gostick's retirement in 1959. In 1948, when the British Columbia Legislature Library had 15 staff, including 5 professionals, for 48 Members and Quebec had 19 staff for 91 Members, Alberta had a staff of 3 for 57 Members.[43] In a number of letters to distant clients, Mrs. Gostick regretfully explains why she cannot undertake the level of service requested, due to lack of staffing resources.

• Collections and Services

During Gostick's tenure the size of the book collection increased by 35% and the periodicals collection grew by 70%. Because when it was founded the Legislature Library was one of very few libraries in the Edmonton area, and because the Members were forced by more difficult travel to be in Edmonton for longer periods, the Library collected fiction. During Mrs. Gostick's time, and that of her successor Mr. Holmgren, fiction was still being heavily collected and heavily used. In the 1950s approximately one quarter of the new books were fiction.[44] This seemed to decrease somewhat towards the end of Mrs. Gostick's tenure. In the earlier Library book lists published in the *Civil Service Bulletin* the popularity of fiction was recognized by listing the fiction first.

Until 1963, the Provincial Library also served as the provincial archives and despite the shortage of staff, particularly staff dedicated to or trained for this task, Mrs. Gostick devoted a lot of time and scarce library resources to this area of her domain. Her writing shows great enthusiasm for this work, a very strong sense of history and a great appreciation for historical records and artifacts. From 1947 onwards, large sections

---

42. A. Hoyano & D. Blake McDougall, p.26.

43. *Preliminary Report on Legislature Libraries in Canada*, pp.12-13.

44. "Under provincial regulations 25% of the total number of books in the Library may be fiction". Edith Gostick quoted in "In Her Post as Provincial Librarian Mrs. Edith H. Gostick Has to Combine Many Talents...", *Edmonton Journal*, Nov. 24, 1946, p. 19.45. Edith Gostick, "Place for an Archivist", letter to the Editor, *Edmonton Journal*, Oct.

of her annual report are devoted to detailed descriptions of particularly interesting items which have been donated to or purchased by the Archives. She was also a very strong advocate of a separate *Archives Department* with appropriately trained staff and adequate funding.[45]

Some of the stranger items (at least they seem strange to us in our time of specialization) that were donated to the Archives in Gostick's time were:

- A python skin from Ethiopia brought back by a local missionary
- A muzzle loader gun from the U.S. Civil War
- A piece of a meteor that fell in southern Saskatchewan

While always suitably appreciative and encouraging to donors, Mrs. Gostick dealt with gifts in a conscientious manner and offered items to other institutions as appropriate.

In Mrs. Gostick's time the Legislature library served *only* the Members when the Legislature was in session. This is emphasized in all of her annual reports and one can understand why this would be necessary with such a small staff. Mrs. Gostick was the first Legislature Librarian to keep the Library open at night when the Legislature was in session, a practice that continues to this day. One wonders if it was her own experience as an MLA that was the inspiration for this decision. In fact, one has to wonder how much of her role and the service she provided was influenced by the fact that she was at one time a primary client of this Library. Having been a colleague of many of the sitting Members also has to have made a difference in her ability to access primary sources of information, at least in the early years. However, it appears, from some of her correspondence with Dr. Lunn of the National Library, that by the mid 1950s she had many of the same problems with access to government documents that libraries do today.

> Although lists of new books had been made available in the Library and the Members' lounge before Gostick's time, with the publication of the *Civil Service Bulletin* the Library began providing lists of new books to the civil service as well. During the early years of her tenure, Gostick developed both a new borrowers register and a new card system for borrowers, which were said to have worked well.

In her annual reports, Mrs. Gostick continually emphasized how much the public, especially university students and researchers, appreciated the privilege of using the Legislature Library, a privilege extended to them by the Speaker of the Assembly. Among

---

45. 1955 and also Provincial Archives of Alberta. Alberta Legislature Library. Articles concerning the library and archives. GR74.350/80. *Proposal for Archives: Written Summary of Representations made to the Honourable A.J. Hooke, Minister of Economic Affairs*, October 10, 1953.

her correspondence there are many letters of appreciation, especially from researchers and authors who either visited the Library regularly or received information from Mrs. Gostick and her staff by mail. Her replies indicate that providing information and welcoming visitors from all over the world to the Library were aspects of her work that she very much enjoyed. She particularly appreciated comments from regular visitors about how valuable a resource the Library was. At the time of her retirement she declared that many people had to wait until they retired to be able to undertake creative pursuits but that she had been extremely fortunate in that her work as Legislature Librarian had provided her with that much-valued opportunity on a daily basis.[46]

• Philosophy of Life and Librarianship

There are one or two descriptions of the then Provincial Library written by Mrs. Gostick that are still extant, along with an article written by her at her retirement. We were also very fortunate in that both her sons are still alive and were able to contribute, in addition to their own recollections of their mother, a brief memoir that she dedicated to her grandchildren on her 60th birthday and an interview of her by an unnamed interviewer during the time she was an MLA. All of these documents have contributed to our knowledge and understanding of Mrs. Gostick's philosophy of life and librarianship.

Edith Gostick enjoyed learning right from her youth as evidenced by the prizes she won for elocution and Bible study and the fact that she still treasured those prizes in her old age. She enjoyed imparting her knowledge: she studied to be a teacher and she loved the instructional part of her library work as evidenced by her many letters to library patrons.

She saw libraries as educational institutions, a view very much in tune with the ideas of the time. "Libraries are expected to satisfy our curiosity, refresh us, instill us with courage and educate us in preparation for the post-war world."[47]

She also saw libraries as treasures and places of light. Note the images of light and treasure in this description from one of her articles: "They [libraries] contain priceless gems of literature, accounts of brilliant lives some of which were and are shining examples of democratic leadership. They contain radiant and sparkling jewels of history, adventure and discovery and lasting living monuments in the form of ideas and ideals of the world's outstanding characters."[48]

She loved creative work; work where she could make a difference.

---

46. Gostick, "The Provincial Library of Alberta", p.5.
47. Provincial Archives of Alberta. Alberta Legislature Library. Articles concerning the library and archives. GR74.350/80. Edith Gostick "One of the Treasures in Our Midst" [text of broadcast], p.2.
48. Gostick, "The Provincial Library of Alberta", p.1.

Mrs. Gostick was very active in both the library community and professional associations in Alberta. She was elected President of the Edmonton Branch of the Alberta Library Association in March of 1947 and of the Alberta Library Association in 1950. Mrs. Gostick appears to have attended Canadian Library Association conferences quite regularly; from her correspondence we were able to confirm attendance for the years 1948, 1952-1955 and 1958. She provided advice in the founding of the Alberta Library Board and assistance to individual library boards as well. Cornelia Wood described in her biography how helpful Mrs. Gostick was to the Library Board in Stony Plain when they were setting up the public library there.[49] The Geographic Board of Alberta was founded in 1946 and, beginning with Mrs. Gostick, successive Legislature Librarians served as Secretary to this Board. She was also Executive Secretary of the Alberta Historical Society and a member of the Ladies Auxiliary to the Canadian Legion.

Mrs. Gostick retired from the position of Provincial Librarian on July 14, 1959. She was presented with a crystal flower bowl and a travelling case. After her retirement she travelled with her husband in Great Britain, something to which she had looked forward with great anticipation during her busy career. In 1967, after she broke her wrist falling on the ice in a typical Alberta winter, her husband insisted that they move to British Columbia where they bought a home in the shadow of the Legislature Building.[50] In 1978 they moved to an apartment and it was here that Frank Gostick died on August 13, 1982. After a lengthy illness Mrs. Gostick died on July 8, 1984 at the age of 90 years.[51]

Edith Gostick summed up her career as Legislature Librarian and her devotion to public service in the following remarks taken from her final report to the Speaker of the Legislative Assembly in February of 1959, several months before her retirement: "It is with mixed feelings of satisfaction and sadness that I write this nineteenth and probably my last annual report on the actual state of the Provincial Library, satisfaction in the realization that during these years the Library has developed immensely in all aspects, physical, educational and certainly in its value and usefulness to the Members of the Legislative Assembly, Civil Servants, University Professors and Students and for research purposes, the public in general, and sadness because in the not too distant future I shall retire from my position as Provincial Librarian, relinquishing at that time the responsibilities and associations connected with that position. I shall however look forward confidently to the future realizing that freedom from my present position could well mean a more active life of public service. Who knows what the future holds?"[52]

---

49. Cornelia R. Wood, *My Memories*, p.594.
50. Laura Filipenko ed., *From the Bigknife to the Battle: Gadsby and Area*, p.277.
51. "Gostick"[obituary] *Times Colonist* 10 July 1948, D3.
52. Alberta. Legislative Assembly. *Report of the Provincial Librarian to the Speaker of the Legislative Assembly of Alberta*, February 1959, p.1. [Also available as Alberta. Sessional Paper nº. 31, 1959]

Bibliography

Alberta. Legislative Assembly. *Report of the Librarian to the Speaker of the Legislative Assembly on the State of the Library*. Edmonton, 1941-1960, Annual Report p.

"Asks Government to Present Brief." *Edmonton Journal*, 1 October 1937, 2.

Barr, John J. *The Dynasty: The Rise and Fall of Social Credit in Alberta*. Toronto: McClelland and Stewart, 1974, 248 p.

Beard, John Robert. *Canadian Provincial Libraries*. Ottawa: Canadian Library Association, 1967, 303 p.

Byfield, Ted, ed. *Aberhart and the Alberta Insurrection, 1935-1940*. Vol. 7, Alberta in the 20th Century: A Journalistic History of the Province. Edited by Ted Byfield. Edmonton: United Western Communications, 1998, 305 p.

_____, ed. *Fury and Futility: The Onset of the Great Depression 1930-1935*. Vol. 6, Alberta in the 20th Century: A Journalistic History of the Province. Edited by Ted Byfield. Edmonton: United Western Communications, 1998, 354 p.

Canada. "Population. Section 10. Rural and Urban Population." In *The Canada Year Book 1934-35*, 146-157. Ottawa: Dominion Bureau of Statistics, General Statistics Branch, 1935.

_____. "A National Overview, Population and Dwelling Counts [2001 Census]." In *Table 9. Population and Dwelling Counts, for Canada, Provinces and Territories, by the Statistical Area Classification, 2001 Census- 100% Data*, 202-203. Ottawa: Statistics Canada, Census Operations Division, Geography Division, 2002.

"Canadian Who's Who in Microfiche, 1898-1975." Toronto: University of Toronto Press, 1985.

"Candidates' Messages to the Electors." *Alberta Social Credit Chronicle: Calgary and Southern Alberta Supplement*, 16 August 1935, 4.

"Compulsory Insurance Urged for All Automobile Drivers." *Edmonton Journal*, 9 March 1939, 9, 11.

"Edith Gostick New Librarian for Province." *Edmonton Bulletin*, April 30 1940, 16.

"An Edmonton Rumor." *Lethbridge Herald*, 17 April 1941, 4.

Elliott, David R., and Iris Miller. *Bible Bill: A Biography of William Aberhart*. Edmonton: Reidmore Books, 1987, 372 p.

"Estimates for $860,127.00 Are Given Approval." *Edmonton Bulletin*, 12 March 1943, 10.

Filipenko, Laura, ed. *From the Bigknife to the Battle: Gadsby and Area*: Gadsby Pioneer Association, 1979, 482 p.

"Financing of First Great War Blamed for World Troubles." *Edmonton Journal*, 9 February 1940, 12.

Finkel, Alvin. *The Social Credit Phenomenon in Alberta*. Toronto: University of Toronto Press, 1989, 279 p.

_____. "Populism and Gender: The UFA and Social Credit Experiences." *Journal of Canadian Studies* 27, nº. 4 (1992-93): 76-97.

"Freedom in Economy Is Great Need." *Edmonton Bulletin*, March 9 1939, 11.

"Give Second Reading Repeal Recall Act, Move Would Stop Unseating Premier Aberhart." *Edmonton Journal*, October 1 1937, 1, 10.

"Gostick [Obituary]." *Times-Colonist (Victoria)*, 10 July 1984, D3.

Gostick, Edith H. "Provincial Library Is Storehouse of Knowledge." *Within our borders*, 15 February 1951, 4.

_____. "My Sixtieth Birthday." 12, 1954.

_____. "Our Historical Records." *Edmonton Journal*, 15 October 1955, 6.

_____. "Provincial Library." *Alberta Library Association Bulletin* 4, nº. 4 (1957): 2.

_____. "The Provincial Library of Alberta." *Alberta Library Association Bulletin* 6, nº. 3 (1959): 1-5.

_____. "Storehouse of Knowledge." *Canadian Library Association Bulletin* 8 (January 1952): 106-07.

Great Britain. RG 13/5002. "Census of Wales/East Glamorganshire/Town of Porth 1901".

Henderson, Mary E. P. "Professional Library Education in Canada." In *Canadian Libraries in Their Changing Environment*, ed. Lorraine Spencer Garry and Carl Garry, 394-419. Toronto: York University, Centre for Continuing Education, 1977.

Hesketh, Bob. "From Crusaders to Missionaries to Wives: Alberta Social Credit Women, 1932-1955." *Prairie Forum* 18, nº. 1 (1993): 53-75.

_____. *Major Douglas and Alberta Social Credit*. Toronto: University of Toronto Press, 1997, 315 p.

"House Sweeps through First Day Business." *Calgary Albertan*, 26 August 1936, 1-2.

"Howson Challenges Premier Aberhart to Fulfill Pledge." *Edmonton Bulletin*, 8 February 1936, 1, 3.

Hoyano, Allan, and D. B. McDougall. *A History of the Legislature Library*. Edmonton: Legislature Library, 1979, 64 p.

"Importance of Dividend in Benefiting Health through Easing of Worry Observed." *Calgary Albertan*, 17 February 1936, 11.

"In Her Post as Provincial Librarian, Mrs. Edith H. Gostick Has to Combine Many Talents —Book 'Detective' Organizer." *Edmonton Journal*, 24 November 1946, 19.

Irving, John A. *The Social Credit Movement in Alberta*. Toronto: University of Toronto Press, 1959, 369 p.

Johnson, L. P. V., and Ola J. MacNutt. *Aberhart of Alberta*. Edmonton: Institute of Applied Art, 1970, 252 p.

Kennedy, Fred. *Alberta Was My Beat: Memoirs of a Western Newspaperman*. Calgary: Albertan, 1975, 392 p.

"Legislative Libraries: Discussion at 3rd Annual Conference, 6-10 June 1948." *CLA Bulletin* 5 (September 1948): 88.

"Legislature Librarian Retires." *Edmonton Journal*, 15 July 1959, 44.

"Legislature Postpones Alberta Relief Debate." *Edmonton Bulletin*, 7 August 1937, 1, 3.

"Legislature Urges Lower Limit: Higher Old-Age Pensions." *Edmonton Bulletin*, March 17 1939, 1.

Library and Archives of Canada. *Passenger List S.S. Montrose*. Microfilm, T4765.

_____. *Soldiers of the First World War (1914-1918). Index of CEF Attestation Papers*. Available: http://www.archives.ca/02/020106_e.html.

Liddell, Ken. "Ken Liddell's Column." *Calgary Herald*, December 3 1958, 27.

"Little Objection New School Act." *Edmonton Journal*, 26 March 1936, 9.

"Mrs. F. Gostick." *Alberta Social Credit Chronicle: Calgary and Southern Alberta Supplement*, 16 August 1935, 1.

"Mrs. Gostick Flays Tory Leader's View." *Calgary Albertan*, March 17 1937, 1.

"Mrs. Gostick Given Librarian Post." *Edmonton Journal*, April 30 1940, 9.

"Mrs. Gostick Strikes Keynote." *Calgary Albertan*, March 13 1939, 4.

"No S. C. Plan, Says O'Connor." *Edmonton Journal*, March 10 1937, 1-2.

Palamarek, Michael. *History of Women and Politics in Alberta 1900-1988: A Report for Senator Martha P. Bielish*. 1989 204 p.

"Place for an Archivist." *Edmonton Journal*, 5 October 1955, 4.

Preliminary Report on Legislative Libraries in Canada. By J. Leslie Johnston, Chairman. Ottawa: Canadian Library Association, 1948 28 p.

Provincial Archives of Alberta. Alberta Library Association [ALA]. PR 78.269/3. "ALA Meeting 26 May 1948, 5th Annual Conference at the University of Alberta Library."

_____. Alberta Library Association [ALA]. PR 78.269/6. "ALA Meeting 30 May 1951, 8th Annual Conference at Edmonton Public Library (Children's Room)."

_____. Alberta Library Association [ALA]. PR 78.269/5. "ALA Meeting 31 May 1950, 7th Annual Conference at the University of Alberta Library."

_____. Alberta Library Association [ALA]. PR 78.269/7. "ALA President's Report 1950-51."

_____. Alberta Library Association [ALA]. PR 78.269/8. "ALA President's Report 1954-55."

_____. Alberta Library Association [ALA]. PR 78.269/2. "ALA: Secretary's Report 1944-45."

_____. Legislature Library. 74.350/80. "Articles Concerning Library and Archives/One of the Treasures in Our Midst." [Text of broadcast. n.d.].

_____. Provincial Library of Alberta [now Alberta Legislature Library]. GR 85.324. "Correspondence between Geographic Board of Alberta and Geographic Board of Canada."

_____. Alberta Legislature Library. GR 74.350/55. "Correspondence, Edith Gostick. Letter from McGill University Confirming Mrs. Gostick's Attendance at the Summer Library Institute in Banff [n. d.; Post August 1941]."

_____. Alberta Legislature Library. GR 74.350/55. "Correspondence, Edith Gostick. Letter from McGill University Regarding Mrs. Gostick's Forthcoming Attendance at the Summer Library Institute in Banff [2 July 1941]."

_____. Alberta Legislature Library. GR 74.350/55a. "Correspondence, Edith Gostick. Committee Report, Salaries [1941-1946]."

_____. "Information File, Gostick, Edith H., File nº. 143."

_____. Edmonton Library Association. PR 81.261. "Membership & Mailing Lists 1957-58."

_____. Alberta Library Association [ALA]. PR 78.269/1. "Minutes of ALA Meeting at Calgary Public Library, 29 November 1944. Reorganization Meeting."

_____. Alberta Library Association [ALA]. PR 78.269/9. "Petition Re: Affiliation with Pacific Northwest Library Association."

_____. Alberta Library Association [ALA]. PR 78.269/4. "Secretary's Report 1947-48."

_____. Alberta Legislature Library. GR 74.350/72-76. "Visitors Book. Various Dates [1946-59]."

_____. Alberta, Executive Council. "*O.C. 1005/42.* Appointment of the Provincial Librarian 1942".

"Provincial Government to Remedy Conditions Says Mrs. F. Gostick." *Calgary Albertan,* February 12 1936, 1-2.

"The Provincial Library." *Alberta Library Association Bulletin* 6, nº. 4 (1959): 26.

"Provincial Library Books." *Civil Service Bulletin* (1952-1958): various.

"Recall Bill Makes Progress in House." *Calgary Albertan*, 20 March 1936, 1-2.

Redmond, Ernest W. "The Legislative Libraries of the Prairie Provinces of Canada: A Comparitive Study." Thesis submitted for Fellowship of the Library Association, Library Association, Board of Advanced Studies, 1975, 193 p.

Reeves, Gladys. "The Third Column: Volumes at a Glance." *Edmonton Journal*, 4 October 1955, 4.

"Relief Onus for Veterans on Dominion." *Edmonton Bulletin*, March 13 1938, 18.

Shirley, Molly. "Member Women Find Caucus No New Thrill." *Edmonton Journal*, Nov 20 1935, 12.

"Social Credit Board Chairman Made 'Super-Editor' under Act, Show Desire Oust R.C.M.P." *Edmonton Journal*, 5 October 1937, 1, 6-7.

"Socred Pioneer Gostick Dies after Long Illness." *Times-Colonist (Victoria)*, 10 July 1984, B8.

Stokes, Janice Claire. "The Leftist and Provincialist Characteristics of Protest Party Politics in Alberta: Social Credit in Perspective." M. A., Dalhousie, 1993, 129 p.

"Tax Brief Commission Hit in House." *Edmonton Bulletin*, October 1 1937, 11.

"Twelve Candidates Are Nominated at Constituency Convention in Calgary." *Alberta Social Credit Chronicle*, May 24 1935, 1.

"Unanimous Consent Given to Motion by Gerald O'Connor Directing Freedom for Brown." *Edmonton Journal*, 26 March 1938, 1.

"Under the Dome." *Edmonton Journal*, 5 March 1936, 9, 11.

"Under the Dome." *Edmonton Journal*, 29 September 1937, 17, 19.

"Under the Dome." *Edmonton Journal*, March 10 1937, 13, 15.

"Under the Dome." *Edmonton Journal*, 21 February 1939, 9-10.

"Under the Dome." *Edmonton Journal*, 24 February 1939, 13, 19.

"Under the Dome." *Edmonton Journal*, 2 March 1939, 9, 11.

"Under the Dome." *Edmonton Journal*, Mar 9 1939, 9-10.

Unknown. "Edith Hannah Gostick. n. d. [post 6 January 1936]". Unpublished typescript-biographical.

"Unwin, Bowlen at Odds over Agric Items." *Edmonton Bulletin*, 23 March 1938, 3.

"Urge Government Aid Library Work." *Edmonton Bulletin*, 30 November 1944, 2.

Wood, Cornelia. *My Memories*. Edmonton: Uvisco Press, 1982, 664 p.

The Early History of the Saskatchewan Legislative Library: a Pioneering Vision, 1886 - 1927

Marian J. Powell
Presenter
Saskatchewan Legislative Library

The present day Legislative Library is descended directly from the first and largest library in the Canadian North-West Territories, that area of the Canadian west formed after 1870 by the Canadian Government's acquisition of Rupert's Land from the British Government. Until 1876 this territory was governed from Manitoba, at which time it was decided to move the seat of Territorial Government to a more central location in the vast area. It is in 1876 and the pioneer West that our story really begins.

This paper will consider the early development of the Legislative Library in terms of the personalities and vision of three individuals who carried the responsibility for the management and development of the Saskatchewan Legislative Library and its precursor, the North-West Government Library: Mr. John Weston Powers, Librarian of the North-West Government Library from 1888 – 1890; Mrs. Kate Simpson-Hayes, Clerk in Charge of the North-West Government Library, 1890 – 1899, and Mr. John Hawkes, Legislative Librarian of Saskatchewan, 1907 – 1927.

Early records relating to the library of the Territorial government are few, but it can be expected that books and other publications would have been accumulated as a matter of course in the work of the Territorial administration under the direct control of the Lieutenant Governor. The early Lieutenant Governors understood the importance of libraries and reading to the new Territory. As early as 1887, the North-West Government was budgeting for insurance on library books. The first record of an individual holding the position of librarian dates from 1886-87, naming Mr. Henry Fisher. Mr. Fisher had arrived in the Territories in 1884 from England and in addition to his work as librarian had extensive farming operations northwest of Regina.[1]

The successor to Mr. Fisher was John Weston Powers, who was Librarian by 1889 when the first extant Library Report was prepared at the request of Lieutenant Governor Royal. Mr. Powers was the first in a line of influential journalists to be appointed to the North-West Government Library. The next three decades of library development were truly an example of historian Trevelyan's 1892 exhortation that "The great fact of this generation is the extraordinary power which journalism has got over every province of life." Mr. Powers was originally from Ireland, and had lived in the Temperance colony in Saskatoon where he had been a justice of the peace, schoolmaster, publisher of a manuscript newspaper, and after relocating

1. J. W. Powers, *The History of Regina: Its Foundation and Growth* (Regina: Printed by the Leader Co. Ltd. 1887), 50

to Regina, engaged in journalism prior to his appointment to the territorial civil service.[2] Powers is the author of the first history of Regina, published in 1887.

Although Mr. Powers begins our story, he was almost responsible for the premature ending of his own career and the Librarian's position. Minutes of the North-West Government Advisory Council [for Finance] record on 22 November 1888 that not only was it resolved that J. W. Powers be dismissed if he did not report for work immediately, but it was moved and resolved "that the office of Librarian be abolished after 30th of June 1889, as it is deemed an unnecessary expenditure."[3] It appears that Mr. Powers reported for duty and his employment continued because he prepared the first report on the state of the library in October 1889. Possibly as a result of the resolution, from 1889 until the appointment of the first Legislative Librarian of the new Province of Saskatchewan after 1905, the library was managed by a series of clerks working for the Territorial Secretary's department.

The next influential appointment was Mrs. Kate Simpson-Hayes. She was appointed as Clerk in change of the Library in 1891, continuing in that position until 1898. A lady with literary aspirations, Mrs. Simpson-Hayes moved to Regina from Prince Albert with her children when her marriage fell apart, but due to the social dictates of the time, never divorced her husband. Being a single mother with children to support did not prevent her from becoming an important figure in the social and literary community. She was instrumental in the establishment of Regina's first literary and musical society in 1885 and while she was in charge of the North-West Government Library, she began publishing columns in the Regina *Leader* under the pen name of Mary Markwell.[4] At the great Territorial Exhibition of 1895, she was one of two authors signing their new publications - her book was an 186 page collection of poetry and prose entitled *Prairie Pot Pourri*[5].

[Photograph: Kate Simpson-Hayes, Clerk in Charge of the Library. Saskatchewan Archives Board. R-A 21,488]

Her connections to the Regina *Leader* were more than journalistic, however. She began a long-term intimate relationship with its editor, Nicholas Flood Davin, MP for Assiniboia West from 1887 - 1900. Their relationship resulted in two children born outside marriage and ended with his unexpected marriage to an Ottawa woman in 1895. After leaving the North-West Government, Kate moved to Winnipeg joining the staff of the

2. Bruce B. Peel, "Saskatchewan Imprints Before 1900," *Saskatchewan History* 6, nº. 3 (1953): 92-93.
3. North-West Territories, Advisory Council, *Minutes*, 28 November 1888.
4. Ernest W. Redmond, "The Legislative Libraries of the Prairie Provinces of Canada: a Comparative Study" (FLA diss., Library Association, 1975), 7-8.
5. Earl G. Drake, "Regina in 1895: The Fair and the Fair Sex," *Saskatchewan History* 8, nº. 2 (1955): 58.

Winnipeg Free Press, becoming the first person to write a women's column in the West. She also became a charter member of the Canadian Women's Press Club.[6]

We come now to the final pioneering figure to be considered in this presentation, Mr. John Hawkes. Born in Aylesford, Kent in 1851, John Hawkes was apprenticed as a press pupil to the *South Eastern Gazette* in Maidstone, Kent. He came to Canada first at 18 years of age, and worked on a farm in Ontario and on the Toronto and Nipissing, and the Toronto, Grey and Bruce Railways, followed by a variety of manual labour jobs in the United States before returning to England in 1871. After 13 years as a practicing journalist in England, he returned to Canada, this time to the pioneer west, where he homesteaded for several years. He ran unsuccessfully for the North-West Legislature in 1888 and later became the first town clerk of Whitewood, a justice of the peace, school trustee, licence inspector and vital statistics registrar. In 1897 he leased the Whitewood *Herald*.[7] His wife is credited with being the first woman editor and publisher in Saskatchewan for her work on the Broadview *Express* newspaper.[8]

John Hawkes first appears on the staff list of the North-West Territories in 1899 as a temporary writer assigned to the Legislative Assembly. The reason given for his appointment was his special interest in the English public library system and a wide general knowledge of books.[9] A permanent appointment as clerk under the Executive Council Office followed later in 1899[10]. All did not run smoothly in the library, however, and by 1900 John Hawkes found himself embroiled in an internal squabble precipitated by the relocation of two Public Works typists into the Library room without prior consultation. Feelings ran high and Hawkes asked for his position to be communicated to the Executive Council, which resulted in a request for his resignation. He took the position that he would not be threatened into resigning and was accordingly fired.[11]

With this unpromising beginning, it seemed unlikely that this same man would become the father of the modern professional library service for the Saskatchewan Legislative Assembly, but that is indeed what happened. Appointed the first Legislative Librarian for the new Province of Saskatchewan in 1907 by the new Liberal government, he displayed diligence and vision during the twenty years of his appointment, not only moving the Legislative Library into its permanent home, establishing collections and services, but also initiating the Travelling Libraries Service to rural communities, and build-

---

6. Constance Anne Maquire, "Convention and Contradiction in the Life and Ideas of Kate Simpson-Hayes," (M.A. diss., U of Regina, 1996), 17-18.
7. John Hawkes, "John Hawkes," in *Saskatchewan and its People* (Regina: S.J. Clarke Pub. Co., 1924).
8. "Prairie Pioneer is 91 Years Old," *Regina Leader Post* March 16, 1943.
9. North-West Territories, Legislative Assembly, *Sessional Paper nº. 22, Return to an Order of the House* 19 April 1899: 9.
10. North-West Territories. Executive Council, *Order in Council 670*, 1899.
11. North-West Territories. Executive Council, *Order in Council 33*, 1900.

ing the foundations for a future provincial archives service. At the same time he wrote the important three-volume *History of Saskatchewan and its People,* published in 1927.

Development of the library

The early history of the library was one of fairly constant moves along with the Territorial government. As a consequence of the proclamation of the North-West Territory Act on October 7, 1876, Battleford became the new Territorial Capital, while the territorial government, consisting of Lieutenant Governor David Laird and a small appointed Council, was temporarily established at Fort Livingstone (formerly the Swan River Barracks of the Mounted Police) near present-day Pelly, Saskatchewan. By 1883 the capital had been moved to the new town of Regina.

Lieutenant Governor Laird's collection of law books, which he brought with him to Fort Livingstone, provided the basis for the collection of the territorial government library.[12] Hawkes suggests in one of his many articles on the Legislative library that it was not until the mid-1880s that anything deserving the name of government library came into being. This was located in the old Indian Department Offices in the Old Government Buildings on Dewdney Street (now Dewdney Avenue) in Regina.[13]

The first era of significant government library development appears to coincide with the First Legislative Assembly of the North-West Territories which was called into its First Session October 31, 1888. The territorial library had from the beginnings been under the personal control of the Lieutenant Governor. It was indicative of the importance of the library to the new territorial administration that among the tiny nine-person full-time Territorial public service of 1888 was the Librarian Henry Fisher.[14]

The Lieutenant Governor continued for many years to play a key role in the development of a library. Lieutenant Governor Joseph Royal in the Speech from the Throne, 20 October 1890, declared:

The formation of a Parliamentary Library, for the use of the Student and the Legislator, has been a want in our organization that I have long desired to see supplied, and in connection with which much has been required.

I have consequently commenced to lay the foundation of what I trust will prove as valuable and complete a Library as time and our resources permit.

---

12. Christine MacDonald, *The Legislative Library of Saskatchewan: A History,* (Regina: Saskatchewan Legislative Library, 1986), 1.

13. John Hawkes, "The Library," *Public Service Monthly,* 4 nº. 12 (1916): 230.

14. Lewis H. Thomas, "The Territorial Public Service: Archival Studies," *Saskatchewan History* 2, nº. 1 (1949): 14-15.

When the Books, for which orders have been given, are received a nucleus will be formed of standard works in every department of human knowledge, which it will afterwards be easy to add to and complete.

A catalogue will then be printed and distributed.[15]

With the establishment of an elected Assembly, there began a struggle for the control of the Library. As late as 1893, Lieutenant Governor Royal attempted unsuccessfully to retain control over the government library on the grounds that he was more familiar with its contents and wants than anyone else.[16] On the 14th of September, 1893, The Legislative Assembly adopted the Report of the Standing Committee on the Library which determined "the Library to be under the exclusive charge of the Librarian under instruction of the Executive Committee."[17]

By the time of the first extant Report on the state of the library (1889) by Mr. J. W. Powers, it was clear that a new and renewed effort was required to bring the library up to an acceptable standard:

...every shelf literally stuffed with volumes, many of which were utterly useless...valuable legal books...being received daily had in consequence to take any hole or corner that offered a resting place!

No proper catalogue exists, and consequently a blind hunt should in a large number of instances be instituted in order to find a law book.

A heavy coating of dust, the accumulation of years, and of course, of an unjurious nature...

Powers reported his actions to address these problems and gave a detailed assessment of various parts of the collection. Of special significance in the development of the library was the creation of a catalogue for the law books, which numbered 1387 volumes occupying 83 shelves. Powers wrote, "I can say with satisfied conviction that now your library catalogue is as simple, comprehensive, and referable as could be devised. Half a minute will get any book in the room."[18]

---

15. North-West Territories, Legislative Assembly, *Journals*. (1890) vol. 3: 9-10.
16. Lewis H. Thomas, *The Struggle for Responsible Government in the North-West Territories, 1870-97*, 2nd ed. (Toronto: University of Toronto Press, 1978), 230 p.
17. North-West Territories, Legislative Assembly, *Journals*, (1893) 85.
18. North-West Legislative Assembly, *North-West Government Library Report, with appendix*. Sessional Papers 1899, nº. 1.

Mrs. Kate Simpson Hayes succeeded Powers in 1890.[19] At the end of her first year she reported that she had compiled a catalogue of the library's holdings and an itemization of the collection of Territorial newspapers.[20] She prepared a second annual report transmitted to the Library Committee in 1892, but there is a gap of four years until the next report appears to have been transmitted to the Library Committee in 1896. These reports are taken up with recording new acquisitions, numbers of books loaned and number of visitors.

During this period, the Standing Committee on the Library reported to the Assembly on its decisions with respect to any particular practical issues raised by the librarian such as expenditure on collections being limited to political, historical and economic subjects, and deferral of recommended binding of early North-West pamphlets until the selection was more complete.[21]

It was also during this period that new rules governing the library were approved by the Assembly on recommendation of the Standing Committee on the Library.[22] These rules included the primary provision that the library be under the control of the Librarian under instruction from the Executive Committee referred to earlier. Other rules included:

No person to have a duplicate key except a Member of the Executive Committee or a person authorised by the Committee.

Books may be lent from time to time to Members of the Legislative Assembly and to such other persons as the Executive Committee may permit in writing.

Any person borrowing a book from the Library must sign a receipt either in the register book or on any form the librarian may supply.

Two weeks shall be the limit of time for retaining a book, without renewal; except in the case of Members of the Assembly, whose convenience will be consulted.

Not more than one book may be lent to any person, other than a Member of the Assembly, at the same time, except by special permission of the Executive Committee.

A list of books purchased and magazines and newspapers subscribed for and not contained in the printed catalogue shall be laid on the table on the first day of every session.

One especially interesting rule made some accommodation for the wish of the Lieutenant Governor concerning his authority for the library: "The Lieutenant Governor

19. John Hawkes, "The Library" *Public Service Monthly* 4, nº. 12 (1916): 230.
20. Ibid. This writer was unable to find Mrs. Hayes first report, which is extracted by Hawkes in this article.
21. North-West Territories, Legislative Assembly, *Journals*, 28 October 1896, 78.
22. North-West Territories, Legislative Assembly, *Journals*, 14 September 1893, 46.

and the Speaker of the House shall be considered Members of the Executive Committee for Library purposes."

Mrs. Simpson-Hayes left the library in 1898 to be followed briefly in 1899 by John Hawkes, and then from 1900 to 1906 a number of short-term clerical appointments working under the Territorial Secretary's Department.

[Photograph: John Hawkes, Legislative Librarian, 1907 - 1927. Saskatchewan Archives Board. R-B 7028]

John Hawkes' appointment to the new position of Legislative Librarian in the new Province of Saskatchewan was delayed due to scheduling conflicts between his availability and the schedule of Walter Scott, the first premier of Saskatchewan, who had to approve the appointment. Although correspondence was conducted in 1906, Hawkes did not take up his duties until October 1, 1907.[23]

In terms of the history of the library, his appointment in 1907 was fortuitous in a number of ways. More than any of his predecessors, Hawkes wrote and published about the library at every opportunity — that journalistic instinct could not be confined. He wrote a great deal of correspondence in the course of his work. He wrote articles in the *Public Service Monthly*, a government magazine, over many years, telling the story of the history and services of the Library. And most significantly, later in his career, he compiled and wrote the *History of Saskatchewan and its People*, telling the story of the early (and still recent) pioneer history along with biographies of many of its founding citizens.

As a pioneer himself, he had a great respect for the new province and the achievement which its establishment represented. Most important of all, he believed in the Legislative Assembly and its role. As he wrote later in the *Public Service Monthly*, "On entering upon my duties I had visions of really doing something."[24]

By 1907 the library had an organized collection, a catalogue, a governance structure and rules approved by the Legislative Assembly. What it did not yet have was appropriate accommodation. When Hawkes joined the library it was still located in the Old North-West Government Buildings. Hawkes described the accommodation in a historical article on the library. The library "was on the west end of the building facing Dewdney Avenue. The rest of the government offices had been moved downtown, mostly over the Regina Trading Store. The room the library was in was the size of a fairly spacious dining room, ill-lighted and insalubrious....The first session after my appointment, the reading room was represented by a kind of kitchen table in a little room outside the lobby. Some

23. John Hawkes, "The Library," *Public Service Monthly* 5 (August 1916): 14.
24. John Hawkes, "The Library," *Public Service Monthly* 5 (July, 1916): 15.

outsider had charge of it. The papers used to be on this little table in the most disorderly jumble. The next year a room upstairs was used as a reading room....it was of the half-story variety. A very tall man could reach the ceiling....eventually it dawned on me that without assistance, without money, without room, and the library a mile or so from the departments and the government, it was simply impossible to make headway....[25]

By the time of his first annual report to the Speaker of the Legislative Assembly in 1908, however, Hawkes was able to report that a book catalogue using the Dewey classification system had been printed and distributed, and he drew attention to the principle that "the primary object of the Library is to serve the House, the Government and the Public Service."[26] He concluded, "The task of building up a library — well balanced, well-arranged, and reasonably complete in all its essential parts — is one that will require no small care and consideration and involve a large amount of detail; and I shall esteem it a privilege if I am permitted to assist in the building up of a Library of which the Province will have reason to be proud."[27]

Mr. Hawkes was to experience two more moves before his wish for proper accommodation would be achieved. From the North-West Government Building, the library moved in 1909 to temporary space in a small room in the basement of the Land Titles Building, which if anything, was worse space than before. Hawkes writes, "I had to utilize parts of the engine and ventilating rooms to eke out the room. The books had to be taken out of the cases on Dewdney Street and piled on the floor, like ill-assorted bricks in the most dire and absolute confusion....Two sunless years in the basement, and again the nomadic and sorely tried library was on the move — this time to the unfinished parliament buildings."[28] Although the library rooms in the Legislative Building were not ready, and the collection had to be moved into temporary space across the hall, Hawkes could feel confident of the achievement of proper space, located with the government and legislature. But then came the famed Regina Cyclone of 1912. In the wide swath it cut through the city on July 1, the new Legislative Buildings were not spared.

As Hawkes reported in his annual report dated November 14, 1912, the cyclone did considerable damage to the library in its temporary location as well as to the structure of its permanent location across the corridor. Every book case was thrown down except one, and the existing library was reduced to a chaotic wreck. At the time, Mr. Hawkes himself was on one of the many periods of extended sick leave which plagued his career at the Library and he credited Assistant Librarian W. H. Munro for his heroic efforts.[29]

---

25. Ibid.
26. Saskatchewan Legislative Assembly. "Legislative Library Report: Session Paper 49," *Sessional Papers 1908*
27. Ibid.
28. John Hawkes, "The Library," *Public Service Monthly* 5 (July 1916): 15.
29. Saskatchewan Legislative Assembly, "Legislative Library Report: Sessional Paper 14," *Sessional Papers 1912*

The cyclone delayed the move into the new permanent quarters but also offered Hawkes the opportunity to purchase sturdy adjustable metal shelving, which continues to stand to this day.

A look to the future

While all this moving and disaster recovery was in process, planning for the library's future by the Librarian and interest in its development on the part of the Legislative Assembly continued. During the Legislative Session of 1911, a motion was made in the House by Mr. Lisle, seconded by Mr. Atkinson, "that this Assembly is of the opinion that steps should be taken by the government to largely increase the legislative library, and to place it on a more efficient basis and that early action be taken to collect and preserve historical and other documents relating to the early development of Saskatchewan."[30]

Mr. Hawkes proceeded immediately to acquire a large body of expert opinion, which he prepared for a planned meeting of the Standing Committee on the Library scheduled for November 11, 1911. Very few members of the Committee attended the meeting, but he was able to brief both government and opposition members on topics such as the need for collection development, proper shelving, and space. Substantial additional funding was provided for the purchase of books and shelving, and a new design of the library rooms was undertaken with the advice of Dr. Locke of the Toronto Reference Library.

The 1911 report to the Library Committee noted of particular importance, archives: "This is very important. The whole province wants dredging and as soon as possible, for statements of pioneer settlers, old letters, journals, diaries, etc...These things must be looked for, and cannot be done in the Library."[31] He suggested that a beginning could be made by seeking suggestions from the Members of important early pioneers in their areas. This he did do, urging Members to drop into the library with suggestions for significant pioneers who should be interviewed. Over many years, the work begun at this point led to the important work completed by John Hawkes in his three volume *History of Saskatchewan and its People*, and published in 1924. And although he felt the work could not be carried out in the library, until 1966 when the Provincial Archives became a separate agency, this is exactly where it stayed.

---

30. "Legislative Library," *The Daily Province*, 1 February 1911.
31. "Librarian's Report to the Library Committee," Manuscript copy dated November 11, 1911, File R-185, 2 4 (General Correspondence of the Legislative Library), Saskatchewan Archives Board.

Hawkes had a particular interest in service to rural areas. He reported in his annual report of 1913 that during a lull in the Session, he had visited libraries in Toronto, Chicago and Wisconsin with respect to legislative reference and travelling libraries.[32] He made a separate report to the Minister of Education concerning the travelling libraries.

The Travelling Library idea is capable of very large extension. Beside the leading purpose of supplying books to small rural communities, books may be supplied to study clubs, homemakers clubs, school libraries, mechanics institute libraries...in fact to any group of citizens who will give a satisfactory guarantee that the books shall be cared for, circulated and returned.

Provision should also be made to supply reading matter to Europeans in their own languages."[33]

These libraries would consist of boxes of books circulated to designated locations across the province, and in a practical way, were the beginnings of the provincial library in the Province. Like the archives, the Legislative Library carried out this work for many years until the Travelling Libraries and the Open Shelf postal Libraries were transferred to the Bureau of Publications in 1930, eventually forming the nucleus the Provincial Library in the 1950s. It is interesting to note that when the long-serving and diligent Mr. Munro retired in 1926, he was replaced as Assistant Librarian by Mrs. Sarah K. Ramsland, who had been the first woman elected to the Legislature in Saskatchewan, representing the Pelly constituency from 1919 - 1925. She was also in charge of the Travelling Libraries, serving in that capacity until she left the library in 1930.

By the time Hawkes retired in 1927, he must certainly have felt that he had achieved his hopes on taking up the post in 1907. He had really done something. His respect for the importance of the work for the Legislature and recognition of the need for expert advice assisted him in the creation of a legislative library in the dignified and official manner he sought. He had been buoyed on the wave of a political will that evolved from the interests of the early Lieutenant Governors, and which was given life by the 1911 motion in the Legislative Assembly leading to the first great era of legislative library development in the province.

---

32. Saskatchewan Legislative Assembly, "Legislative Librarian's Report: Sessional Paper 31," *Sessional Papers 1913.*

33. Saskatchewan Legislative Assembly, "Travelling Libraries Report, Report on the Actual State of the Library: Sessional Paper 2," *Sessional Papers 1914.*

Bibliography

Books and Theses

MacDonald, Christine. *The Legislative Library of Saskatchewan: A History.* Regina: Saskatchewan. Legislative Library, 1986.

Maquire, Constance Anne. "Convention and Contradiction in the Life and Ideas of Kate Simpson-Hayes, 1856-1945". M.A. Thesis, University of Regina, 1996.

Powers, J. W. *The History of Regina: Its Foundation and Growth.* Regina: Printed by the Leader Co., Ltd., 1887.

Redmond, Ernest W. "The Legislative Libraries of the Prairie Provinces of Canada: a Comparative Study". Thesis submitted for the Fellowship of the Library Association, 1975.

Thomas, Lewis H. *The Struggle for Responsible Government in the North-West Territories, 1870-97.* 2nd ed., Toronto: University of Toronto Press, 1978.

Articles and Documents

Drake, Earl G. "Regina in 1895: The Fair and the Fair Sex," *Saskatchewan History.* 8(2) (1955): 58.

Hawkes, John. "John Hawkes". In *Saskatchewan and its People.* Regina: S.J. Clarke Publishing Company, 1924.

Hawkes, John. "The Library," *Public Service Monthly.* 4 (12) (1916): 230.

Hawkes, John. "The Library," *Public Service Monthly.* 5 (August, 1916): 14 - 15.

"Librarian's Report to the Library Committee," Manuscript copy dated November 11, 1911, File R-185, 2.4 (General Correspondence of the Legislative Library), Saskatchewan Archives Board.

"Legislative Library," *Daily Province.* February 1, 1911.

Legislative Library Report, Saskatchewan. Legislative Assembly. Sessional Paper 49, 1908. Sessional Paper 14, 1912.

Peel, Bruce B. "Saskatchewan Imprints Before 1900," *Saskatchewan History.* 6(3) (1953): 92-93.

"Prairie Pioneer is 91 Years Old," *Regina Leader Post.* March 16, 1943.

North-West Territories. Advisory Council. *Minutes.* 28 November, 1888.

North-West Territories. Executive Council. *Orders in Council* 670 (1899); 33 (1900).

North-West Territories. Legislative Assembly. *Journals.* Regina NWT: Printed by R.B. Gordon, Printer to the Government of the North-West Territories, 1890; 1893; 1896.

North-West Territories. Legislative Assembly. *North-West Government Library Report.* Sessional Paper nº. 1, 1899.

North-West Territories. Legislative Assembly. Return to an Order of the House dated April 19, 1889. Sessional Paper nº. 22, 1889.

Thomas, Lewis H., "The Territorial Public Service." Archival Studies. *Saskatchewan History.* 2 nº.1 (1949): 14-15.

Saskatchewan. Legislative Assembly. "Legislative Librarian's Report". Sessional Paper 31, 1913.

Saskatchewan. Legislative Assembly. "Travelling Libraries Report". *Report on the Actual State of the Library.* Sessional Paper 2, 1914.

The British Columbia Legislative Library: Shaped by its Past

Joan A. Barton
Presenter
British Columbia Legislative Library

This presentation is a brief, pictorial review of the history of the British Columbia Legislative Library and how it has been influenced by the development of British Columbia as a province.

British Columbia, Canada's most westerly province, actually began as two separate entities: the Colony of Vancouver Island and the Mainland Territories of Columbia and New Caledonia. After the British secured a hold on Vancouver Island in 1846, the Colonial Office established the Colony of Vancouver Island by Charter to the Hudson's Bay Company, which had its most westerly base at Fort Victoria.

Early settlers soon created a parliamentary form of government to manage their affairs. And, following the first general election in 1856, the House of Assembly met at Fort Victoria in the modest surroundings of "Bachelors' Hall," the living quarters for unmarried officers employed by the Hudsons Bay Company. It was not a grand event! The Speaker Dr. John Helmcken described the room as: "About 20 feet in length by about a dozen in breadth, lined with upright plank, unpainted, unadorned, save perhaps with a few 'cedar mats' to cover fissures. At the end was a wooden, home-manufactured table, upon which stood a hundred-page ledger, an inkstand, pens and a small supply of 'foolscap' but without a 'mace,' penknife or postage stamp."

The paucity of the event encouraged The Times of London to lament: "No chaplain, no prayers, no 'Sergeant-at-Arms,' no reporters, no nothing to add grace and dignity to the floor which could not boast either of carpet or cleanliness."

By 1858 the accommodations got a lot better. Sir James Douglas, Chief factor of the Hudson's Bay Company and Governor of the Colony realized that Fort Victoria was ill equipped to serve as the seat of government. He ordered the fort demolished, sold the land and used the proceeds to pay for a new administration centre on the less expensive side of the harbour.

The architect designed not one but 5 small wooden bungalows, which were immediately ridiculed by the press as looking like birdcages. The "Birdcages" they became and the street in front was dubbed Birdcage Walk. The original amenities on the mainland were even less attractive, where only the town of New Westminster offered services to an itinerant European population of traders and trappers. But all of that was soon to change.

The discovery of gold in the Yukon and along the Fraser River in New Caledonia brought gold seekers into the area. Governor Douglas established control over the mainland territory by issuing a decree that all miners to the Fraser River gold fields had to have a license from Victoria. By 1858 the mainland territory had become the Colony of British Columbia, the name chosen by Queen Victoria herself, with its seat of government at New Westminster.

The Victoria Legislature and its leader, Sir James Douglas, had formed a powerful new colony, which soon rivaled the dominance of Vancouver Island. Mining, fishing, lumbering and agriculture expanded throughout the new colony and the building of the Canadian Pacific Railway speeded up its growth and development. In 1866 the two colonies were united and under the name British Columbia, joined the Canadian Confederation in 1871. Victoria, the capital of the Island Colony, became the capital of the new province.

The period between 1871 and 1903 was a time of rapid economic growth. By then it was clear that the Birdcages were no longer adequate to serve as the administrative centre of the province and a competition for the design of new government buildings was launched. The competition was won by a 26 year old English architect: Francis Rattenbury. The present Parliament Building was completed in 1896, replacing the dilapidated "Birdcages."

Not surprisingly, the development of the Legislative Library of British Columbia parallels that of its parent province. The Library was established in 1863 by a grant from the Vancouver Island Legislative Assembly, of £150, about $1,000 at that time, to form a parliamentary library for the Legislature. A few books were purchased and housed, unattended, in a single room, in the "Birdcages." But the library did not really come into its own until 1893, when R.E. Gosnell was appointed the first permanent librarian.

Gosnell assumed his duties in November to find a library that was incomplete, entirely unorganized and of very little practical use. Just as the leaders of the Colony had forged a new province, Gosnell set out to improve the Library and boldly declared that his ultimate aim was to: "create a library which would anticipate not only the requirements of the Legislative Assembly but of the Province at large." In fact he created a Provincial Library and the Library served as such for many years.

Under his charge the Library grew steadily and in 1897 moved into the newly completed Parliament Buildings. As the Library increased in size it became clear that only its own building would solve the burgeoning space problem.

A new library was, therefore, included in the plan to enlarge the Parliament Buildings and the original architect Francis Mawson Rattenbury was engaged to do the work. His Royal Highness the Duke of Connaught, Governor-General of Canada, laid the foundation stone on September 28, 1912. It opened as a reference library in the summer of 1915.

The Library wing is undoubtedly the most ornate part of the Buildings. It was built when the Province was experiencing one of its economic booms and the Librarian was free to establish a library with bibliographic collections, which would be the envy of many institutions for generations to come. Given its strategic position and the Librarian's keen interest in library development it was not surprising that the Legislative Library became active in a wider field than the demands of the Legislature.

As early as 1894 Gosnell was planning an institution capable of answering inquiries from all over the province. For example he believed that there should be "a special department relating to British Columbia." This collection marked the birth of the Provincial Archives. The existence of the Archives was officially recognized in 1908 when the next Librarian, E.O.S., Scholefield, assumed the added title of Provincial Archivist.

In 1898 the Traveling Library Service was established to send book collections to schools, lighthouses, small communities and even ships at sea and anywhere in the province where library service was lacking. The Legislative Library managed the Traveling Library Service until 1919 when the Public Library Commission took over responsibility for its operation.

The British Columbia Library Association was also founded through the efforts of the Provincial Librarian, when on September 6, 1911 a group of librarians gathered in Scholefield's office to discuss library legislation and the extension of library work in the province. In view of the variety of services provided it is not surprising that the institution should have called itself and been acknowledged as the Provincial Library. The wider services were created to meet genuine need. Before 1900 there were few libraries in the province and even fewer were adequately supported financially.

Eventually, the increased development of public libraries and the establishment of major university libraries, specifically at the University of British Columbia, and the physical and administrative separation of the Library and the Archives in the 1970s made it possible for the Legislative Library's role as a provincial resource to come to an end.

In the late 1970s the Library focused its attention on the Legislative Assembly where longer, more sophisticated sessions and a greater emphasis on caucus research demanded that the strictly legislative function be emphasized.

In 1986 the Library's Act was changed and new standing orders vested management and control of the Library with the Speaker. This ended a traditional relationship of shared control between the Office of the Speaker and the Ministry of Provincial Secretary.

Today, the focus is on the House although we continue to provide CIP for British Columbia government publications and we still compile the *Checklist of British Columbia Government Publications*. We still allow access to outside researchers and when the House is sitting we will make arrangements for "strangers" to use the resources, if necessary. More importantly there are still parts of the collection which are more suited to a provincial library. Some of it is unique or rare and will most likely remain in the collection for a long time to come.

Do these extra services have an impact on the services we provide for the MLAs? We like to think not, but cannot deny that on occasion the staff plays a juggling act between service to legislative clients and to those who come to use material collected in the past.

As is the case with other libraries, we have seen a shift away from the "hands-on" book and paper environment to the delivery of services through electronic means. We are no longer the place where Members came by to chat, ask questions and do their own research. I believe we now have to work harder to maintain the human connections and sustain a high profile with the clients. That was easier in the early days when the first librarian could boast of a close personal friendship with the Premier of the day, writing his speeches and even reminiscing on their adventures together.

Thanks to the Internet the information service we traditionally possessed is now the property of everyone. Libraries of all sorts are no longer the only game in town, but in reality we never were. So, if we nurture the innovative skills used in the past, when future librarians look back on our history, I hope that this era will appear to be as action-packed and as innovative as those in the British Columbia Legislative Library of the 19th and 20th centuries.

Selected bibliography of material written or published by the Legislative Library of British Columbia

Electoral history of British Columbia: Supplement, 1987-2001. Victoria, BC: Legislative Library, 2002.

Bennett, Judith Antonik. *Royal commissions and commissions of inquiry under the Inquiry Act, Part II in British Columbia, 1981-1995: A checklist: update notes*. Victoria, BC: Legislative Library, [1999?]

Barton, Joan. "The Legislative Library" *Orders of the Day*. November 1997: 4.

Ryan, Kathleen. "Evolution, not revolution at the British Columbia Legislative Library". *Canadian Law Libraries*. vol. 20, nº. 5, 1995: 201-203.

Barton, Joan. "British Columbia Legislative Library: role is service for members of Legislative Assembly" *PNLA Quarterly*. Summer 1992, vol. 56, nº. 4: 22-23.

Barton, Joan A. "Evolution of the British Columbia Legislative Library." *Canadian Parliamentary Review*. Autumn 1990: 18-19.

Bennett, Judith Antonik. *British Columbia Executive Council appointments, 1871-1986*. [Victoria, BC]: Legislative Library, 1989.

Electoral history of British Columbia, 1871-1986. Victoria, BC: Elections BC and Legislative Library, 1988.

Barton, Joan A. "British Columbia's Legislative Library: all things to all people or just a schizophrenic organization?" *Victoria Forum*. June 1987: 7.

Legislative Library. Cataloguing Division. *Cataloguing in publication*. Victoria, BC: Legislative Library, 1986.

Bennett, Judith Antonik. *Royal commissions and commissions of inquiry under the Public Inquiries Act in British Columbia, 1943-1980: a checklist*. Victoria, BC: Legislative Library, 1982.

MacEachern, J.H. "Documents shelving notation of the Legislative Library, British Columbia, Canada" in *The Bibliographic control of official publications*. Oxford: New York, 1982.

Fox, Christina Ross. *Index to the Journals of the Legislative Assembly of the Province of British Columbia, 1st Session of the First Parliament, 1872 to the 2nd Session of the Twenty-Ninth Parliament, 1971, Inclusive*. Victoria, BC: Legislative Library, 1974.

British Columbia Government publications Monthly checklist. Victoria, BC: Legislative Library, 1970- .

Holmes, Marjorie C. *Library Service in British Columbia: a brief history of its development*. Victoria, BC: Public Library Commission, 1959.

Holmes, Marjorie C. *Publications of the Government of British Columbia, 1871-1947*. Victoria, BC: King's Printer, 1950.

Ireland, Willard Ernest, et al. *Preliminary report on legislative libraries in Canada*. [Ottawa, ON: Canadian Library Association, 1948?]

Weston, Sydney M. *Publications of the Government of British Columbia, 1871-1937: a checklist*. Victoria, BC: [s.n.], 1939.

A Bibliography of publications on ships, shipbuilding, and ship subsidies contained in the Provincial Library. Victoria, BC: Provincial Library, 1917.

A Bibliography of publications on the War contained in the Provincial Library. Victoria, BC: Provincial Library, 1916.

Scholefield, Ethelbert Olaf Stuart and Frederic William Howay. *British Columbia from the earliest times to the present*. vol. 1-4. Vancouver: S.J. Clarke, [1914].

Simon Fraser Centenary 1808-1908, Check-list of books and pamphlets from the Provincial Library shown at the Provincial Exhibition, New Westminster, September 29th to October 3rd, 1908. Victoria, BC: Provincial Library, 1908.

Catalogue of the Library of the Legislative Assembly of British Columbia: Sociology. Victoria, BC: [s.n.], 1903.

Catalogue of Law books in the Department of the Attorney-General and the Legislative Library on the 15th May, 1899. Victoria, BC: Legislative Library, 1899.

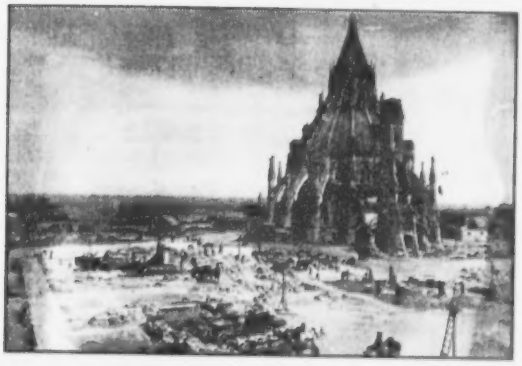
Gosnell, R. Edward. *The Year Book of British Columbia and manual of Provincial information*. Victoria, BC: [s.n.], 1897, 1903, 1911, 1914.

Catalogue of the Library of the Legislative Assembly of British Columbia. Victoria, BC: [s.n.], [1891?]

An Architectural History of the Library of Parliament in Ottawa

Ross Gordon
Presenter
National Archives of Canada

First of all let me introduce myself. I work at the National Archives of Canada as the Manager of their Library and Documentation Center. I am as well presently writing my doctoral thesis on the History of the Library of Parliament, where I worked for 12 years, and am also writing an entry on the History of Legislative Libraries in Canada for the *History of the Book in Canada project*.



Bibliothèque du parlement à Ottawa après l'incendie de 1916

I am happy to see the interest that is being shown in library history today and of course always enjoy being here in Quebec City. I have known Mr. Gilles Gallichan since 1986 when I spent the summer working in this library as a student sifting through clippings and photocopies of old newspapers and trying to piece together the Hansard of the early 19th century.

I remember at the time thinking it odd that anyone would want to work in a library, much less write his or her thesis on the history of a library. He must have had an effect on me because I've come full circle and hope that I can produce something half as remarkable as his work.[1]

Today I wish to present a pictorial history of the Library of Parliament, looking at its architecture rather than its contents. The reason I do this is simple. It is a very beautiful library, the most attractive building in Canada in fact. People gasp when they look at it both from the exterior and the interior. And, given its shared roots with the Legislative Library of the Assemblée nationale in Quebec, from Lower Canada's Legislative Library collection of which it was born, their histories are entwined. This makes for the perfect opportunity to discuss it. Last year was the celebration of the 125th anniversary of the unofficial opening of the Library of Parliament. At present it is closed for renovations and will not reopen until 2005.

The roots of the Library can be traced back to the late 18th century when the legislative libraries of Upper and Lower Canada were created.[2] After years of travail and

1. Gallichan, Gilles *Livre et politique au Bas-Canada, 1791-1849* Sillery, Québec : Septentrion, 1991.
2. As has been extensively noted elsewhere, particularly by Mr. Gallichan, the official date of birth of the Legislative Library of Lower Canada is 1802. Hence the anniversary in 2002. For many years it was believed to have been 1791. Histories of the Upper Canada Library begin usually in 1792. In the *Directory of Special Libraries and Information Centers*, Ed. By B. Darnay, 11th edition, 1988, the dates of both the Upper Canada and Lower Canada Legislative libraries are placed in 1802.

the unfortunate rebellions in Upper and Lower Canada, these two collections were combined in 1841 to make a library for the new Province of Canada.

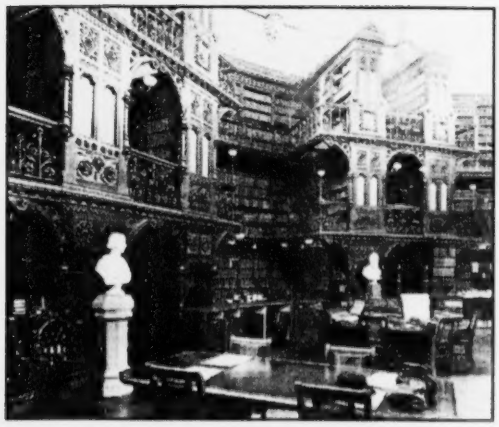
The birth of this new library was not met with universal approval. A large portion of the library in Québec was removed, prompting an article in the newspaper *le Canadien* entitled "Pillage."[3] The move to Kingston was decried in the strongest possible terms; the beloved library had belonged to all the people of Québec, not just the Assembly. When the library did come back, briefly, it was largely destroyed by fire. In 1833, Etienne Parent, former editor of *le Canadien,* had added the position of Librarian to his other duties. He worked diligently to build the collection. It was becoming a strong and useful collection, the largest library of French language material in North America, and efforts were being made to expand it further. He was followed by Jasper Brewer, who created the first printed catalogue in 1835. By the time he retired in 1841, after the dark years of 1838-1841 when the Parliament was closed due to the Rebellions, there were 7,000 volumes in the collection. N.-E. Dionne compares this very favourably with the small, pathetic even, collection that had been created in Upper Canada from the time that Legislative Library had been created in, he says, 1815.[4]

A feeling of anger and loss accompanied the removal of the excellent collection from Lower Canada. Given the timing, so soon after the Durham report[5] that spoke of an eventual assimilation of the francophone population, it was perhaps logical for those who used the library in Quebec City to believe that the merger with Upper Canada's Legislative Library was a form of punishment rather than a new beginning. That they were helping to build a new library that was to be run by librarians from Upper Canada was not seen as an auspicious beginning. The Legislative Library of Lower Canada had been more than just useful to politicians; it was open, with restrictions, to any educated user in Quebec City.

> The merging of two collections had been difficult enough, but then it perambulated back and forth from Montreal to Kingston to York to Quebec City in a very primitive fashion by wagon and boat. Some damage was done. Not as much as one might think, but the collection spent much too much time in boxes rather than on shelves. Added to this was the constant danger of fire, which had wreaked havoc on the collections in 1813 (by the Americans at York), 1842, 1849 and 1854. The worst destruction by far was caused on April 25, 1849 when a mob attacked and destroyed the Parliament of the Province of Canada, and almost completely destroyed the library. As A. Fauteux wrote years later:

---

3. Drolet, Antonio. *Les Bibliothèques canadiennes, 1604-1960*. Ottawa: Cercle du livre de France, 1965, p. 107.
4. N.-E. Dionne, *Historique de la Bibliothèque du Parlement à Québec, 1792-1892, Mémoires et comptes rendus de la Société Royale du Canada*, seconde série- Tome VIII, séance de Mai, 1902. Ottawa: JAS Hope et Fils, 1902, p. 3-14
5. The report of the Earl of Durham: Her Majesty's High Commissioner and Governor-general of British North America, 1840.



Cette photo des Archives nationales du Canada montre l'intérieur de la Bibliothèque du parlement à Ottawa, (1898).

Jamais l'on ne pourra trop regretter ce sauvage attentat qui place nos *tories* de 1849 au même rang que les barbares Germains brûlant en 1914 la bibliothèque de l'Université de Louvain. Ainsi que le dit si bien et avec tant d'émotion Jacques Viger dans sa Notice sur la destruction des Archives des bibliothèques des deux Chambres, publiée en 1849, ce fut une perte irréparable. [6]

When Fauteux refers to the 'tories' he meant that the crowd was made up of English merchants and he is in no way shy about comparing them to the barbarous Imperial German Army of 1914, the time of writing.

For these reasons when it came time to settle down once and for all, the people charged with building a new library were adamant about making it strong and stable both architecturally and politically. They had ample reason to fear for its future.

In 1859, during discussions over the construction of the new Parliament buildings, the Joint committee on the Library requested, "that the librarians should be consulted in regard to the plans for the construction and internal arrangement of the library buildings."[7]

The first Parliamentary Librarian of Canada, Alpheus Todd, had the rare opportunity to plan for an ideal library. He was determined that it be fireproof, and that a residence be included so that either he or some other staff member would be able to raise the alarm at any hour should another fire occur.

It would be the first building in Canada constructed especially to house a library; previously library collections were housed in a room or series of rooms built for another purpose.[8]

Todd wanted the building to be large enough to accommodate 200,000 volumes to allow for growth. In a memorandum dated 14 May 1859, he asked the Chief Commissioner of Public Works that he be directly included in the project and his ideas be seriously considered. The new edifice, he asked, should be built to meet the following requirements: security from fire, convenience in the interior design, proper facilities for members, close proximity to the Chambers, residence of an officer within the precincts of the building. He also wanted it to be connected to, but separate from the legislative buildings, connected by a corridor. He asked that the interior be circular, polygonal or other-

6. Fauteux, Aegidius. *Les Bibliothèques canadiennes: Étude historique*. Extrait de la *'Revue Canadienne'*. Montréal: Arbour & Dupont, 1916.

7. Letter to Hon. John Rose, Chief Comr. of Public Works, Dated, Library of Parliament, Toronto, 10 May 1859. Signed by Alpheus Todd.

8. As it turned out the library had to share space with the Supreme Court until 1882.

wise, surrounded by recesses forming alcoves for books, lighted by a dome and skylights and lined with three or four tiers of light iron galleries placed one above the another, with access by spiral iron staircase.

Where did he get his ideas? His inspiration came from his recent visits to London, where he saw the new reading room of the British Museum (opened in 1855) and to New York, where he saw the surprising Astor library (1854). As well he knew of the circular library developed by Benjamin Delessert in 1835 for the Imperial Library of France, though it was never built. Indeed all of these libraries are mentioned in his memorandum: the preferable shape for the Library apartment is circular or polygonal, so that the most part of the contents of the Library could be seen at one view. The Rooms above mentioned might be grouped around it. (*See M. Delessert's plan of a Library, of a circular shape, in Edwards' Memoirs of Libraries, vol. 2, p 712*).

> The Library should be lighted by a dome and sky lights. Light iron galleries should be placed, one above another, throughout the Apartment, with railings breast high. No press or book-case should exceed six or seven feet in height, so that the books might be taken down and replaced without the use of either ladder or steps. The galleries should be placed in tiers, at intervals of about 7 or 8 feet of the height of the inner walls, and there should be 3 or 4 such tiers. The access to the galleries should be by spiral iron staircases, placed at angles of the room or behind columns of the rotunda. (See the description of the New Reading Room at the British Museum, and the Astor Library, New York in Edwards' vol. 2, p. 698-702).[9]

His desire was to have the latest in library design.

The contract to build the parliament buildings went to Thomas Fuller and Chilion Jones and reflected a popular return to civic gothic or High Victorian gothic revival. A large scale model was set out for the public and in 1862, novelist Anthony Trollope, visiting Ottawa, remarked "I know no modern gothic purer of its kind, or less sullied with fictitious ornament. Our own Houses of Parliament (the 'mother of parliaments' in London) are very fine, but it is, I believe, generally felt that the ornamentation (of Barry and Pugin) is too minute...."[10]. On the other hand Sir John A. MacDonald once referred to it as the 'cow bell school of architecture.'[11]

The model itself was made by Charles Zollikofer, and was renowned as one of the most elaborate in Canadian architectural history. He calculated that the model would cost 200 dollars to create but it ended up costing over 900 dollars because, as he wrote in 1862:

---

9. Todd, Alpheus. Copy of a memorandum prepared by the librarian of the Legislative Assembly respecting accommodation required for the Library of Parliament at Ottawa. *Minutes of the Joint Committee on the Library*
10. Young, Carolyn A. *The Glory of Ottawa: Canada's First Parliament Buildings*, p. 93-94.
11. Binks, Kenneth. *Library of Parliament, Canada = Bibliothèque du Parlement* [Ottawa]: KCB Publications, 1979.

> there was to all intents and purposes a total abandonment of the original plan, that the library as at present has been so changed, altered, and remodeled that there is scarcely a vestige of the original. I have placed every confidence in representations made to me by my superiors and evidently have been compelled to suffer from the anxiety of others who to beautify the model have added to and improved the work, building and taking down and remodeling until it pleased their taste.[12]

The model was in place for the laying of the cornerstone by the Prince of Wales on September 1, 1860. It later disappeared into the mists of history.

Construction formally began in December of 1859. The library was to be built with flying buttresses, executed with block limestone. The floor was to be Portland cement, the outside stone of Nepean, light in colour, very hard for the rubble facing and stone of Templeton, richer in colour, for the quoins, plinth and relieving arches. Finally Ohio stone would be used for the dressing of windows and doors.[13]

The effect produced by the various stones would add 'more to the appearance of the building than could be produced by an outlay of ten times the amount of ornamentation by mouldings, carvings.' The decision to use Nepean sandstone over the usual limestone was purely aesthetic.

> The architects and Clerk of Works all concur in the opinion that its architectural effect would be infinitely superior to the dull coloured limestone, the general effect of which in any style of architecture would be somber, while on the other hand, the light coloured sandstone of Nepean, relieved by the richly tinted Templeton stone, would add far more to the appearance of the buildings.[14]

The dome was framed in iron to support its great weight, estimated at 140 tons. It was the first roof framed with metal rather than wood, in Canada. (The original slate covering the exterior of the roof was recovered in copper in 1889). In 1867 the chief engineer discussed the feasibility of using an iron structure for the dome: The original design for the Library of Parliament contemplated the construction of a groined roof, the ribs being of stone, and the spaces between them filled in with hollow brick; the ribs to be supported by marble columns, resting on corbels of the same material. The groin to be 42 feet in height, and the springing line 40 feet over the floor. In the center of the vaulted space is an opening of fully 30 feet in diameter, the main ribs being so arranged as to touch its circumference and continue in a vertical plane between the springers. Over this opening is a groined lantern, 42 feet high, the top of which is 124 feet over the level of the floor.

12. Ibid., p.79-80.
13. *Report of the Commission appointed to inquire into matters connected with the public buildings at Ottawa.* Ottawa. J. Blackburn. 1863. Appendix.
14. Ibid.

The library is to be circular inside, and 90 feet diameter.

> The main wall is about 4 feet thick, and its exterior face forms a polygon of 16 sides, at each angle of which is a flying buttress, spanning the floor of the lean-to and joining the main wall at a height calculated to resist the thrust of the vaulted roof.... It is, however to be feared from the large span the great weight of material in the vault, together with that in the high lantern over it (the central portion being open), that any imperfection in the works might lead to serious consequences. But...it might be well to consider whether the same object could not be affected with a greater degree of certainty by the construction of an iron roof, especially as stone of the required dimensions for a vaulted roof of the span could only be obtained (if at all) at great labor and expense.

Though construction began in 1859, by 1867 the library was not finished. 55,000 volumes, many transferred from free storage at Laval University, Quebec, sat in a Reading Room. The apartment requested for the staff was not included.[15]

The reaction of the librarian:

> At the outset, a formidable difficulty presented itself. It was found that the new chamber was wholly inadequate, in its dimensions and apportionment, to contain the number of volumes proposed to be placed therein. Up to the time when this was ascertained, it had been taken for granted that the new building was capable of holding at least one hundred thousand volumes, agreeably to the original intentions of the government, in its construction, and in conformity with the directions given to the superintending architect. So far back as the 14th May 1859, when the erection of Parliament Buildings in Ottawa was first determined upon, the undersigned submitted to the Board of Works a memorandum, specifying the nature and extent of the accommodation required for the library.

This memorandum pointed out that the library premises should include "one large apartment, with three tiers of light iron galleries," capable of containing 200,000 volumes. Likewise rooms, to be grouped around the centre chamber, for the exhibition of maps and pictures, for offices, for private study, and for necessary uses in the administration of a large and growing department. Full particulars as to the size and disposition of these rooms were embodied in this memorandum; including the exact number of feet of shelving required for the number of volumes which it was estimated that the library would hereafter contain. By this calculation it was shown that at least 25,000 feet of shelving would be needed to hold 200,000 volumes, of the average size.

---

15. Todd, Alpheus. *Report of the Librarian*. *Journals of the Legislative Assembly*. 18 March 1861, p 12.

This memorandum was approved by the Board of Works; and printed copies of it were sent to all competing architects, with instructions to prepare their plans in strict conformity thereto. The plans finally chosen corresponded, in general design, with the librarian's suggestions, and Mr. Samuel Keefer notified him, the then Secretary of the Board, that his recommendations on behalf of the library would be unreservedly carried out.

As the new building approached, and it became necessary to prepare for the transfer of the books, the librarian caused measurements to be made, to ascertain the shelving at his disposal for the various classes and divisions of the library; when to his surprise and disappointment it was discovered that only about 7,000 feet of shelving had been placed in the central room; which accordingly could not contain more than about 56,000 volumes.

It was then too late to make any material alteration in the fitting up of this chamber; and under these circumstances he was compelled all to alter his intended arrangements for the classification of the books, and in respect to the use to which it had been proposed to apply the various apartments surrounding the library, and to devote every available foot of space for shelves. This has been successfully accomplished, and not only has sufficient space been obtained for the immediate wants of the library, but also for its probable increase for some two or three years to come. To affect this, however, it was indispensable to retain the gallery over the old library, for the deposit of books, and to abandon the attempt to set apart a special room for the exhibition and consultation of maps; a loss, which will be increasingly felt, until it can be remedied.[16]

On February 28 1876, after seventeen years of construction, though not quite complete the grand library was used by members of parliament from Lower Canada to put on a party. A great costume ball was held and presided over by Governor General Lord Dufferin. 1,500 guests attended in historical dress, such as Marie Antoinette and Sir Walter Raleigh. Though it was not the official opening date, it is now considered to be the anniversary.

> First came the more than usually grand opening of Parliament, then the drawing room, then innumerable dinner parties, private balls, their Excellencies' fancy dress ball... The selection of the library for holding the ball in was a happy one, the space the beautiful structure afforded, and the general appearance of it, lent considerable éclat and charm to the occasion... Two bands of festoons painted in distemper from a design of W. McKay, of Metcalf Street, hid the places where the galleries are to go, the spots in which the supports are to be being ingeniously hidden by green rosettes, eight handsome trophies of flags were placed at intervals on the upper band... a spacious orchestra elevated from the floor... The room was magnificently lighted with

16. Library of Parliament. *Annual Report* 1877. Sessional Paper nº. 16.

> gas jets round the dome; from the summit were suspended two enormous chandeliers, one beneath the other, while round the room were fifty bracket lights, the whole forming a scene like fairy land... It seems that the Lower Province members do such things in right royal style when they set about it, if the ball of last night is to be taken as a criterion, for its magnificence, it could scarcely be surpassed.[17]

On February 8, 1877 the fourth session of the parliament opened up and a contemporary account describes the library:

> The interior in its now completed state will present many features of interest both to the members, for whose use it has been erected, and to the general public... Probably the first feeling of all will be one of disappointment that a building which shows large dimensions on the exterior, should in the interior present an apparently small space... The ceiling has been repainted in grey, or delicate blue colour,relieved by darker shade of blue, and the effect is now more subdued and pleasing, more in character with the style and purposes of the building than as at first painted. The walls above the gallery shelves up to the springing of the lantern have been painted in a quakerish tint of color, and this also produces a pleasing effect on the eye... The woodwork has all been prepared in the government workshops, and all the fittings done by the government staff... The wood panelling of white pine present some very elaborate examples of carving, such as scrolls, floral designs and representations of animated nature... It will probably be matter of surprise to many that, after the enormous aggregate of money which has been expended on the library, after all the planning and waiting, the room provided is altogether inadequate for the number of books now included in the catalogues...[18]

The beautiful gothic library, whose total cost of construction was $304,858.51[19], sat on the highest point in the Ottawa valley facing Quebec across the river. Its interior flooring was made up of alternating patterns of oak, cherry and walnut. Shelving was made from hand carved Canadian white pine, there were two glass floored galleries broken by eight spoke-like projections, one for the dominion, the other seven representing the seven provinces that had entered confederation by 1876. On the walls are hand carved wooden panels, and gas lanterns adorn the galleries. In the center of the library stands the enormous white marble statue of Queen Victoria. She is 11ft 4 inches in height. The sculptor, Marshal Wood, sold it to parliament in 1871 for $10,200. She stood in the Senate foyer until the library was completed and one time fell over, breaking her arm. Mr. Wood was contracted to repair her and it is impossible to see where the break is now.

---

17. The Ottawa Times. Feb. 29, 1876.
18. Ceremonies attending the event. *Ottawa Citizen*. February 8, 1877.
19. By way of comparison: in 1953-56 it cost $2,398,000 just to restore the woodwork damaged by water during the fire of 1952.

The gas lamps were removed in the 1890s to make way for electricity.

A stack room for the overflowing collection was proposed, and then rejected in 1916.

In 1916 the parliament buildings were destroyed by fire. Seven people died in the conflagration, which began while the house was in session. The library was saved by a few things; an employee named McCormack closed the huge iron doors leading to the corridor. He was injured. Alpheus Todd's fears about fires had led to the construction of the library as a separate building, enough so that it survived. Having a metal and stone roof was another blessing. A report by the sergeant-at-arms noted that the winds were blowing away from the library, keeping the flames back.

Other changes over the years included the removal of the glass floors from the galleries, removal of the dormers from the roof, and a fire prevention system in the 1940's. This proved useful in 1952 when yet another fire broke out, this time in the dome. While fire damage was limited, some 200,000 gallons of water poured over the collection and ruined the floors. Approximately 150,000 books were removed to drying areas. Librarians and other volunteers from around the city rallied to Felix Desrochers' call to arms over the radio.

Until 1953 the Library of Parliamant was the de facto National Library of Canada and as such held legal deposit.[20] This created a storage nightmare that was only partially alleviated when its transferred a large portion of its collection to the new National Library.

The library has been honoured over the years for her architectural beauty appearing on stamps and currency, including both the new 10 and 20-dollar bills and the rarely seen four-dollar bill. It remains the pre-eminent work of 19th century building in Canada, perhaps North America, and when the renovations are complete, it is hoped that it will return to its role as the functioning Legislative Library that is the very heart of our parliamentary system.

---

20. Erik J. Spicer wrote in 1970 "...and only with the coming into force of the revised National Library Act in 1969 did it give up its right to legal deposit." *The Canadian Library of Parliament. The Parliamentarian* vol 51, nº 3, July 1970, p. 175-179.

History of the Library of Parliament

Richard Paré
Presenter
Library of Parliament, Ottawa

The Library of Parliament has its origins in the 1790s, with the establishment of legislative libraries in Upper and Lower Canada. Upper Canada was home to legislative libraries in Kingston and Toronto, while in Lower Canada, libraries were established in Quebec City and Montreal. Following the Act of Union in February 1841, Upper and Lower Canada united under one constitution as the new province of Canada. As a result, the collections from the libraries of both Upper and Lower Canada were amalgamated to serve the Legislature of the new Province of Canada.

It would, however, take considerable time before all these library collections were united under one roof. As the new province did not have a permanent capital, the Legislature and its library led a transient life for many years – moving from Kingston to Montreal and then alternating between Toronto and Quebec City. In fact, the Library of Parliament did not find a permanent home for 35 years.

The first steps towards building that home were taken in the late 1850s, after Queen Victoria had selected Ottawa as Canada's permanent capital in 1857. This decision led the government to request entries for an architectural competition to design not only the Parliament buildings, but also the Library of Parliament. During the selection process, the legislative librarian, Alpheus Todd, met with many of the competing architects. In 1859, a design submitted by Thomas Fuller and Chilion Jones captured Todd's attention. Fuller and Jones proposed a round Gothic building – based on the design of the Reading Room at the British Museum in London – to complement the picturesque landscape of Parliament Hill. The Gothic design proved to be imposing and dignified, and the eventual construction of the building was meticulous and elaborate. A published history of the Library states that:

> *"The Library's decorative detailing and emphasis on craftsmanship in the service of design and function, combined the fundamental characteristics of the style in a remarkably cohesive manner, making the building an outstanding example of High-Victorian Gothic Revival"*. (Public Works and Government Services Canada, *The Library of Parliament*, p. 40)

The Library's construction took 17 years, slowed by a series of financial concerns and architectural changes. Following its completion in 1876, the building's interior was much as we see it today. It comprised two tiers of galleries, which could accommodate approximately 50,000 volumes each. Staircases formed approaches behind the galleries. The entire library was overarched by its ceiling, a semi-circular dome illuminated by windows around the side, and by a circular light in the dome. The dome itself was surmounted by a highly decorative lantern.

A notable addition to the Library was the reading room's wooden book stacks. These stacks were designed to be both decorative and highly functional. They included eight bays projecting into the centre of the room, thereby reinforcing the radial arrangement.

Sixteen oak doors were placed throughout the building, and an iron door was placed between the Library and the Parliament buildings to act as a protection against fire. Externally, the Library was faced with sandstone, and had arched firebrick casings that covered iron girders. The roof was clad with copper, while the building's flying buttresses were built in block limestone.

Early on, significant additions were made to the building's original design. These additions included a new iron roof structure; frescoes; wood parquet floors; glass plate floors for the galleries; architectural sculptures; ornate mouldings; red granite columns at the entrance; and a marble statue of Queen Victoria, incorporated as the Library's centrepiece. This commanding statue, sculpted by British-born sculptor Marshall Wood, measures 3.47 metres (11 feet, four inches) and had been purchased by the Canadian Parliament in 1871 for two thousand guineas, then equal to approximately $10,200.

Although built to last, the Parliament buildings were subject to a devastating fire in February 1916, which ravaged the Centre Block and claimed the lives of seven people. Fortunately, a quick-thinking library employee closed the iron door between the Parliament buildings and the Library, thereby isolating the Library from the destructive blaze and ensuring its survival.

Following the fire, Parliament was temporarily moved across town to the Victoria Memorial Museum while construction of the new Parliament buildings began. Regrettably, this would not be the last time a fire would threaten both the Library and the Parliament buildings.

Between 1946 and 1948, the interior of the Library was completely redecorated. This work included the installation of a new heating system, fluorescent lighting system, and fire prevention and sprinkler system. At the same time, the Library began to modernize its technology through the purchase of microfilm reading equipment along with microfilm editions of leading newspapers.

The early 1950s, however, were characterized by misfortune for the Library of Parliament. In September 1950, a heavy storm opened a seam in the roof of the Library, thus allowing water to damage a large number of books. Unfortunately, nothing was done to repair this defect. Then, in 1952, disaster struck when a fire started in the dome of the Library. This blaze, caused by an electrical problem, was stopped short of catastrophe mainly through the efforts of the Ottawa Fire Department. In the process, however, some 200,000 gallons of water were used to extinguish the fire.

The consequences – for a library – were predictably disastrous. Thousands of books were damaged by water, humidity, mildew, and mould. It took four weeks to evacuate the collection, and two months to complete the transfer of over 700,000 volumes to other buildings, including the Supreme Court of Canada, the Canadian Bank Note Company, the Dominion Bureau of Statistics, the Public Archives, and various rooms in the Parliament buildings. Parts of the Library's collection would never return again to Parliament Hill, as thousands of volumes – including the majority of the Library's legal deposits – were transferred to the new National Library of Canada, where they served as the founding depositories. Services provided by the Library of Parliament were not restored until 1953, at which time staff could return to work with enough reference material to offer services to parliamentarians.

As for the Library building, Parliament decided to fireproof it and restore both the interior and exterior. In the interim, the building remained closed for almost four years. Damage from water and smoke was extensive, and a section of the Library's ground floor had collapsed during the fire. However, it was possible to conserve the reading rooms, the wrought iron dome, the wooden book stacks and doors, and the flying buttresses during the restoration.

In 1956, the library was officially reopened by His Excellency the Governor General of Canada, the Right Honourable Vincent Massey, in the presence of Senators and Members of Parliament. After viewing the final restorations, Members of the Joint Committee on the Library of Parliament agreed that "the architects and contractors had maintained the integrity of design and the ideas which were in the minds of the original architects and build[er]s." Further restorations ensued in 1958, when eight chandeliers were installed to improve lighting in the Library's main reading room.

During the 1960s and 1970s, the Library further extended and modernized its services. In 1964, it recommended that research facilities be made available to Parliamentarians. As a result, provisions for a research service were included in the Library's 1965-1966 budget. Today, the Library's Parliamentary Research Branch includes some 85 specialists and is a key provider of services to Members of Parliament and Senators.

The Library also took action to increase its capacity. In 1970, manually operated mobile shelving was installed in the basement and sub-basement of the building, enabling its ever-increasing collections to be stored in the same amount of space.

In 1973, the iron door that had earlier protected the Library from fire had to be closed against a different kind of threat. The federal government was faced by a nine-day railway strike, and Members of Parliament were recalled to debate a bill aiming to resolve the strike. Militant rail workers stormed Parliament Hill and smashed windows, and some 150 workers clashed with security guards outside the Library. Library staff were obliged

to close the building's iron door in order to prevent enraged strikers from entering. In the later 1970s, the Library accelerated its integration of new technologies to upgrade its services. In 1976, it introduced television and video services at the suggestion of users, to permit the taping or purchase of programs of parliamentary interest. This new service, first located in the Confederation branch of the Library, rapidly became very popular and was transferred to the main Library in 1979.

Also in 1979, with the introduction of an automated on-line system of cataloguing, the Library of Parliament joined the National Library and the Canada Institute for Scientific and Technical Information (CISTI) in the DOBIS library network. Over 1,000 current records and 7,000 retrospective records were added to the database during the first six months of operation. Three years later, the card catalogue in the main library was officially closed. In 1985, the Library completed the integration of its French and English telephone services in order to make more efficient use of the reference staff.

By 1986, the Library building was again in need of repair. A review of the building's fire and safety system had found that, despite recent upgrades, fire and safety systems in the Library and the Centre Block did not meet current standards, except for the recently renovated Peace Tower. The review also found that the building's electrical system was overloaded, unreliable and in some cases a potential fire hazard. Moreover, the Library was being damaged by water infiltration (around the window frames) and by high humidity levels. Finally, it was noted that extensive external work would also be required. In response to these findings, Public Works Canada proposed major renovations to safeguard the Library's structure, its collections, its staff and its users.

- Exit routes were to be designated, identified with upgraded signage and equipped with emergency lighting;
- Magnetic, hold-open fire-rated doors were to be installed at each stairway and connected to the fire alarm system;
- A metal fire door would be installed in the passage connecting the library basement to the Centre Block of the House of Commons;
- A new automatic-closing fire door on hold-open devices would be installed at the entrance to the library. However, the existing steel-plate fire door, which had saved the library from the fire of 1916, was to be retained for its heritage value;
- A new exit door would be installed in the basement conference room;
- Finally, a new rare book storage room with a controlled environment, two-hour enclosure and halon protection system was to be built in the basement.

In addition to these measures, the Library's electrical, fire and safety systems underwent extensive renovations in 1988. The fire alarm system was upgraded, and a halon system and sprinkler system were installed.

In 1991, the library's Rare Book Room was officially opened. The room is designed to protect the library's special collections, and is built with fire-retardant materials, a fire prevention system and modern climate control. The room holds approximately 9,500 rare, historic and unique volumes. The majority of the books date from before Confederation and are, in many cases, manuscripts or first editions. The oldest book in the collection is *Les singularités de la France antarctique* by André Thevet, published in 1558. The most famous item in the collection is perhaps James Audubon's *Birds of America*. Audubon's book consists of 17 volumes of engraved plates hand-coloured with Audubon's personalized notes.

The Rare Book Room is named the Salle Todd-Faribault Room in honour of the two people chiefly responsible for the development of the library's early collections. Georges-Barthélémi Faribault, assistant clerk of the Legislative Assembly from 1835 to 1855, was responsible for developing the original collections and for rebuilding them after the Parliament buildings in Montreal were burned in 1849. Alpheus Todd, who chose the architectural design for the Library in 1859, was a librarian in legislatures first in Upper Canada and then in the Province of Canada for almost half a century. In 1870 he became the first parliamentary librarian in Ottawa, a position he held until 1884.

Over the last 10 years, renovations and major upgrades to the Library have continued. In 1993, the work included replacing power, telephone and data systems, upgrading wiring systems to accommodate fully modernized offices, and installing new lighting fixtures. Then, in March of this year, the Library closed for a three-year period while major work is in progress. This work will include repairs to masonry, grouting and mortar, replacement of the leaking copper roof, installation of new and improved heating, ventilation and safety systems, and replacement of the damaged parquet floor.

When the Library reopens in 2005, its central area will return to its original function as a working library, with the addition of a reading room for parliamentarians, a more functional layout, and increased space for public tours.

In the words of the published history from which I quoted earlier:

> *"The Library of Parliament will undergo extensive work to restore its original glory both inside and out. Restoration architects will aim to ensure that heritage guidelines are followed when preserving this historic national landmark for the information needs of future legislatures and the enjoyment of future generations of visitors. The renovations will preserve the heritage of this magnificent building while modernizing the Library's information technology and communications systems".* (*The Library of Parliament*, p. 54)

Synthèse de la journée

Jocelyn Saint-Pierre
Rapporteur
Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec

J'ai le goût de dire : quelle merveilleuse journée! En anglais vous avez cette expression : « You made my day! »

À la suite de tout ce que je viens d'entendre, je suis un historien vraiment comblé et ravi : aujourd'hui, j'ai beaucoup appris sur les bibliothèques. Je connaissais assez bien la Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec, un peu celle du Parlement d'Ottawa, mais très peu les autres bibliothèques parlementaires. J'ai donc appris beaucoup. Je voudrais souligner la richesse et le sérieux de la recherche, les présentations vivantes et bien documentées. Je pense que nous pouvons remercier chaleureusement les dix conférenciers.

Comme dirait Gaston Bernier, c'est une journée roborative, une journée stimulante. J'ai également identifié plusieurs sujets de recherche. Je pense à Yvan Lamonde qui s'intéresse à l'histoire du livre et aux bibliothèques et qui sera d'accord avec moi. J'imagine que lorsque l'histoire du livre sera complétée, des chercheurs pourront s'attaquer à l'histoire des bibliothèques parlementaires.

J'ai remarqué aussi qu'il y a plusieurs façons d'aborder l'histoire d'une bibliothèque. Elle peut être relatée en retraçant son évolution, en présentant ses directeurs, en établissant l'histoire de ses ressources humaines. Il est évident qu'on ne peut pas étudier une bibliothèque parlementaire sans faire allusion à son personnel. Au Québec, nous avons eu des bibliothécaires exceptionnels. Je me rends compte qu'il y en a eu ailleurs également. On peut faire l'histoire du bâtiment qui abrite cette bibliothèque. Il faudrait parler en plus des usagers. On peut faire l'histoire d'une bibliothèque en étudiant ses catalogues, mais aussi sa gestion. L'histoire de la gestion d'une bibliothèque parlementaire, cela pourrait être très intéressant. Je pourrais suggérer un titre : « The struggle for existence ». L'expression a été utilisée par un conférencier et elle conviendrait tout à fait. J'ai noté, au demeurant, les problèmes de crédits en Ontario et en Nouvelle-Écosse. Je pense que les problèmes budgétaires font partie du lot quotidien de nos entreprises.

J'ai remarqué aussi un certain nombre de faits intéressants. D'abord, au Québec et à Ottawa, tous les directeurs furent et sont des hommes. Il n'y jamais eu de directeur féminin alors qu'il y en a eu dans plusieurs autres bibliothèques parlementaires canadiennes. Autre chose aussi, dans certaines bibliothèques, des députées ont été bibliothécaires et c'étaient des femmes.

On a souligné les problèmes d'espace. M. Sauvageau a parlé de l'importance de la proximité des bibliothèques et des bureaux des hommes et femmes politiques. Mais j'ai compris, avec ce qui s'était passé à Ottawa, je parle de l'incendie de 1916, qu'il ne fallait pas être trop près. En tout cas, il faut avoir une porte coupe-feu pour sauver la bibliothèque. Nous aurions pu parler effectivement de la proximité des bibliothèques.

Quelqu'un a abordé ce sujet en parlant de l'exemple de Washington : la Bibliothèque du Congrès est éloignée du Capitole. Pourtant, il me semble qu'elle n'est pas très loin, une rue à traverser. Enfin, nous serons tous d'accord pour admettre qu'il est important que la bibliothèque des parlementaires soit située dans l'édifice parlementaire ou tout près.

Certains conférenciers ont abordé la question de la spécialisation des bibliothèques. J'ai constaté que les bibliothèques ont eu d'abord des collections plutôt générales et que, progressivement, elles se sont spécialisées, surtout en ce qui concerne la législation.

Nous aurions pu aborder le lien qui existe entre les bibliothèques parlementaires et les autres bibliothèques, avec les bibliothèques nationales et les State Libraries. Cela aurait été très intéressant. Dans cet esprit, s'ajouteraient les relations qui existent entre les bibliothèques parlementaires et les bibliothèques universitaires. J'ai vu qu'aux États-Unis, celles-ci sont associées de très près à celles-là. À Québec, la Bibliothèque de l'Assemblée législative a longtemps servi de bibliothèque universitaire.

D'autres observations rapides. Une question : pourquoi en Europe, par exemple, et au Québec au début, a-t-on deux bibliothèques lorsque les institutions parlementaires comportent deux chambres? alors qu'à Ottawa il n'y a toujours eu qu'une seule bibliothèque. J'ai aimé la citation de Mme Barton et l'expression « Conscience du peuple », c'est bien. Le savoir et la collection d'une bibliothèque parlementaire seraient la conscience d'un peuple. J'ai noté à peu près la même chose dans la conférence de Mme Murphy de la Nouvelle-Écosse. Voilà une belle expression à retenir.

Dans nos échanges, il a été question de bibliothèques ambulantes. Je croyais qu'il n'y avait eu qu'une seule bibliothèque de ce type, celle du Canada-Uni. Mais il semble bien que non. La Bibliothèque législative du Manitoba a subi de nombreux déplacements. Celle du Saskatchewan s'est également promenée un peu.

La fameuse question de la valorisation du rôle de député a été abordée. Au Québec, nous avons souvent tendance à chercher des influences extérieures. Je constate qu'aux États-Unis cette question a été discutée dans les milieux parlementaires au début des années soixante. Au Québec, c'est arrivé dans les années soixante-dix. Ainsi, la revalorisation du rôle du député, qui passe par la séparation du législatif et de l'exécutif, a entraîné le développement des bibliothèques parlementaires.

Un dernier point. Nous aurions pu développer le thème « les bibliothèques et le feu ». Je pense que c'est malheureusement une catastrophe qui a longtemps menacé les bibliothèques. À Québec, la Bibliothèque a connu trois incendies. De nos jours, je pense que nous sommes à l'abri d'un autre désastre de ce genre. Mon collègue Daniel Allaire, qui été associé étroitement à la rénovation de nos locaux, sera d'accord avec moi puisque ce n'est que tout récemment que l'édifice Pamphile-Le May est à l'abri du feu.

Complément

La Bibliothèque de l'Assemblée manitobaine

La Bibliothèque de l'Assemblée législative du Manitoba a le même âge que la province elle-même puisqu'elle a été fondée par le premier lieutenant-gouverneur, A. G. Archibald. Avant de quitter Ottawa pour assumer sa nouvelle charge, Archibald sollicita les conseils d'Alpheus Todd, bibliothécaire du Parlement, pour l'achat de livres et de publications gouvernementales susceptibles de soutenir le travail de la nouvelle Assemblée. Bien qu'il ait d'abord eu l'intention d'installer cette bibliothèque dans la résidence du lieutenant-gouverneur, Archibald décida d'en faire le noyau d'une bibliothèque provinciale et fit plutôt placer les livres dans les bureaux du gouvernement. Après son arrivée, Archibald apprit l'existence d'une collection de livres bien antérieure à la sienne, celle de la bibliothèque de la rivière Rouge. Fondée par Lord Selkirk, cette bibliothèque avait d'abord été à l'usage des colons de la région. On acheta les livres subsistants d'un résident de l'endroit qui les gardait entreposés chez lui.

Bernard R. Ross, Felix Trudel et George Roy occupèrent tour à tour le poste de bibliothécaire provincial. Cependant, ces hommes cumulaient diverses fonctions et il fallut attendre jusqu'en 1884 avant de voir John Palmerston Robertson devenir le premier bibliothécaire de l'Assemblée législative. Homme d'une grande intelligence, Robertson, qui avait enseigné, étudié le droit et le journalisme, mit son imagination, son enthousiasme et sa ténacité à profit pour mettre sur pied la première bibliothèque législative des Prairies. Robertson découvrit bientôt que certains livres avaient disparu et il exprima son indignation dans le premier rapport annuel qu'il soumit à l'Assemblée. Il fit paraître des annonces dans les journaux locaux demandant la restitution des livres disparus et publia un ensemble de règles à l'intention des usagers de la Bibliothèque. Reflet de leur époque, ces règles intéressaient autant le prêt de livres que la conduite à adopter à la Bibliothèque: il y était strictement interdit de fumer, de cracher sur le plancher ou de laisser entrer des chiens.

Au cours des 35 années qui suivirent, Robertson enrichit les collections de livres et de publications gouvernementales, passa des accords d'échange avec d'autres bibliothèques et certains gouvernements, et favorisa le rôle de la Bibliothèque en tant que collectionneur d'éléments publiés ou inédits de l'histoire de la province. Il établit les Archives provinciales de même qu'une collection de cartes et de pièces de musée et prépara le déménagement de la Bibliothèque dans ses nouveaux locaux du Palais législatif. Malheureusement, Robertson mourut avant le déménagement de 1919.

Un autre ancien journaliste, W. J. Healy, succéda à Robertson. Healy constitua les collections dans les domaines des sciences sociales et de l'économie, et instaura le catalogue sur fiches, en remplacement de l'ancien catalogue imprimé. Pendant la dépression des années 30, il fallut réduire les budgets, annuler l'abonnement à certains journaux et licencier du personnel. Les collections continuèrent quand même de s'enrichir grâce aux accords d'échange conclus avec d'autres bibliothèques et d'autres établissements, grâce aussi à une disposition de la *Provincial Library and Museum Act* - une loi concernant la Bibliothèque et le musée de la province et promulguée en 1919 - qui rendait obligatoire

le dépôt à la Bibliothèque de la province d'un certain nombre d'exemplaires des publications manitobaines. Le dépôt légal est maintenant régi par la *Loi sur la Bibliothèque de l'Assemblée législative*, qui permet à la Bibliothèque de collectionner et de conserver une collection de recherche de tout ce qui se publie au Manitoba.

En 1936, ce fut au tour de John Leslie Johnston d'être nommé au poste de bibliothécaire de la province, en remplacement de Healy, qui avait pris sa retraite. Sous la direction de Johnston, les collections continuèrent de s'enrichir. Mais fait plus important encore, parce que Johnston s'intéressait à la manière dont les bibliothèques pouvaient contribuer au renouveau et aux efforts de planification qui marquèrent les années d'après-guerre, qu'il s'intéressait aussi aux besoins de bibliothèque des populations rurales du Manitoba, la Bibliothèque de l'Assemblée assuma le rôle de bibliothèque provinciale. En s'associant à des groupes communautaires locaux comme la Manitoba Historical Society, Johnston encouragea les membres du corps enseignant, les étudiants et le grand public à avoir davantage recours aux services de la Bibliothèque.

Les années d'après-guerre virent naître plusieurs programmes de coopération entre les bibliothèques canadiennes. Les journaux, en particulier les hebdomadaires produits dans différentes villes de la province, avaient toujours représenté une part importante des collections de la Bibliothèque de l'Assemblée législative. En 1947, l'Association canadienne des bibliothèques microfilma les journaux collectionnés afin de préserver le contenu de ces publications régionales du temps passé.

À la même époque, Marjorie Morley, la première à avoir reçu une formation professionnelle de bibliothécaire parlementaire, fut nommée bibliothécaire de la province et directrice des services de la Bibliothèque. Le nouveau titre de Mme Morley reflétait le rôle continu de la Bibliothèque dans la promotion des services panmanitobains de bibliothèque. Elle poursuivit le microfilmage des journaux communautaires, consultés de façon régulière par les chercheurs et les historiens, lesquels rapportaient la petite histoire des collectivités qui fêtaient tantôt leur 50e, tantôt leur 75e anniversaire de fondation.

En 1970, Clémentine Combaz, dont la carrière à la Bibliothèque avait débuté en 1941, succéda à Mme Morley. Sous son leadership, la Bibliothèque s'engagea dans une nouvelle direction et, afin de servir les besoins en information de son lectorat et des autres bibliothèques, commença à publier la *Liste mensuelle des publications du gouvernement du Manitoba* et *Selected New Titles*.

Au début des années 1970, la Bibliothèque, de même que les Archives provinciales, avaient depuis longtemps épuisé la capacité d'entreposage de trois étages du Palais législatif. Les livres et les documents étaient tellement entassés qu'il devenait presque impossible de s'y retrouver. L'achat, en 1970, de l'auditorium de Winnipeg par le gouvernement du Manitoba offrait une solution à ce problème. La conversion de l'amphithéâtre, rebaptisé « immeuble des Archives du Manitoba », s'étendit sur trois ans. Le

déménagement et la réorganisation des collections s'avéra une tâche colossale mais, en septembre 1975, le nouvel immeuble ouvrit officiellement ses portes.

Arrivée au point où elle pouvait jeter un coup d'œil rétrospectif sur une carrière remarquable, vouée aux bibliophiles de la province, Mlle Combaz prit sa retraite en 1981. Joyce Irvine prit la relève. En raison du déménagement dans l'immeuble des Archives du Manitoba, la Bibliothèque offrait maintenant des services à deux endroits. La salle de lecture située au premier étage du Palais législatif fut rénovée en 1982-1983. Après avoir retrouvé l'élégance et le cachet qui la caractérisaient dans les années 1920, la salle de lecture est devenue le principal point de service pour les députés et le personnel de l'Assemblée législative. Toujours en 1982-1983, l'immeuble des Archives connut d'importants travaux de rénovation, lesquels permirent l'aménagement d'aires de rangement et de bureaux dont le besoin se faisait vivement sentir. La Bibliothèque célébra son 100e anniversaire en 1984 et le personnel put considérer avec fierté le siècle passé au service des Manitobains et des Manitobaines.

En 1988, Susan Bishop est devenue la septième bibliothécaire de l'Assemblée législative. La fin des années 1980 et le début de la décennie 90 ont vu la Bibliothèque adopter de nouvelles techniques pour ses services et ses activités courantes, ce qui inclut le courrier électronique, la recherche en ligne et le développement de banques de données spécialisées. Ces progrès ont conduit à la mise en œuvre du catalogue intégré de la Bibliothèque, appelé Talisman. La technologie nouvelle a permis d'élargir la gamme des services offerts aux membres de l'Assemblée, aux employés du gouvernement ainsi qu'à la population en général.

La Bibliothèque de l'Assemblée législative a tôt fait de porter le rayonnement de sa présence sur le site web du gouvernement du Manitoba, offrant sous format électronique la liste mensuelle des publications officielles dès 1995, et se montrant une pionnière de l'information de référence électronique grâce à sa participation à la mise sur pied du comptoir de renseignements virtuel en 1996. La technologie fait maintenant partie intégrante de la prestation de services de la Bibliothèque, et c'est devenu chose courante pour le personnel de répondre par courriel à des demandes de renseignements et d'utiliser Internet ou des sources commerciales en ligne comme prolongement des collections de référence traditionnelles.

La Bibliothèque n'a pas cessé, depuis sa création, de travailler en collaboration avec les autres bibliothèques manitobaines. Dans les années 1980, elle s'est révélée un partenaire actif au sein du Plan décentralisé pour les journaux canadiens, travaillant avec l'appui de l'Association des bibliothèques du Manitoba à établir un répertoire des journaux du territoire. Faisant suite aux rencontres régionales organisées par la Bibliothèque nationale du Canada concernant le partage des ressources, la Bibliothèque de l'Assemblée fut un membre fondateur du Manitoba Library Consortium, une organisation qui compte maintenant plus de 80 membres.

Donnant de l'extension à son mandat de rendre les publications du gouvernement du Manitoba accessibles à la population, la Bibliothèque a instauré un système de bibliothèques de dépôt en 1991. Huit bibliothèques participantes situées à Winnipeg, Morden, Brandon et Thompson reçoivent actuellement l'ensemble ou une sélection de ces publications.

À titre de plus ancienne bibliothèque du Manitoba, responsable de l'une des plus importantes collections de ressources documentaires de la province, la Bibliothèque de l'Assemblée législative poursuit sa mission auprès des Manitobains et des Manitobaines : favoriser et préserver la connaissance du patrimoine publié de la province.

Chronology of the New Brunswick Legislative Library

During much of the eighteenth century, government libraries in New Brunswick were extensions of private holdings and "... appeared as informal collections of books and documents associated with the operations of the Executive Council, the Supreme Court and government departments."[1] Eventually, as the province evolved, it became evident that there was a need for something more formalized and official to house and maintain this information. To this end, the Legislative Library of New Brunswick was created and formally established in 1841.

It could not, however, be agreed upon what the functions, duties and responsibilities of such a library should be. Some thought it should primarily focus on the needs of the Members of the Legislature, while others thought it should serve as a public library as well. Eventually, after many years and much debate and amendment, an act was passed in 1976 which more clearly stated what the New Brunswick Legislative Library's role should be, and to this day, the mandate remains: "the Legislative Library shall operate primarily for the use of the Members of the Legislative Assembly and members of the departments in order that they may better serve the people of New Brunswick". (Legislative Library Act, L3.1).

The following is a chronology of the New Brunswick Legislative Library, primarily taken from *150 Years: The Development of the New Brunswick Legislative Library, 1841-1991*, published in 1991:

1784- Legislative Library of New Brunswick is unofficially created when New Brunswick separates from Nova Scotia; its history is hereafter linked to New Brunswick's evolution towards a responsible and Assembly-centred Government.

1800- New Brunswick's first legislative building, Province Hall, is built.

1810- A library for the use of the Legislature and the Supreme Court is established in Province Hall; this establishes precedent of a distinct and formal library, an important step in overcoming the unwritten rule against an Assembly library.

1822- John Edward Jarvis is appointed Clerk of the Assembly and convinces the House to approve a reference library which would eventually become the Legislative Library.

1841- New Brunswick Legislative Library is formally established by the Joint Committee of the Legislative Council and the House of Assembly.

1842- Mark Needham is appointed as New Brunswick's first parliamentary librarian.

---

1. New Brunswick. Legislative Library. *150 Years: The Development of the New Brunswick Legislative Library, 1841-1991* (Fredericton, New Brunswick: Legislative Library, c 1991), 3.

1852- Library acquires a complete set of *The Birds of America*, by John James Audubon.

1852- Joint Committee of the Legislative Council and the House of Assembly takes out fire insurance on the Library's collection; first evidence of library's evolving administrative relationship to the government.

1852- Library builds up its holdings of materials from other governments by embarking on a program of acquisition and exchange with the United States and Great Britain.

1859- Fredericton Library closes and its collections are given to Legislative Library; public library responsibilities ensue.

1860- Creation of a Members' Room. Significant development in that a true Legislative Library (i. e., the Members's Room) had been created within the larger, circulating library.

1880- Fire destroys much of Province Hall, however most of the contents of the Library are saved.

1880- Work begins on present Legislative Assembly Building (finished in 1882).

1882- Books move from Library in Province Hall to the newly built Library in the Legislative Assembly Building.

1938- Dewey Decimal System is introduced by Legislative Librarian, Doreen Harper.

1944- An Order in Council places Library under the Minister of Education.

1954- Responsibility for public library service is transferred to Central Library Services (now called New Brunswick Public Library Service).

1965- Order in Council places Library under the administration of the Legislative Council.

1968- Provincial Archives is created as a separate agency from Legislative Library.

1971- Responsibility for Library is shifted to the Historical Resources Administration.

1973- Spring flooding on Saint John River floods basement of Legislative Building. Large number of books and documents are destroyed or damaged. Library is allotted $100,000 under the Flood Damage provisions; consequently, acquisitions significantly increase.

1976- Legislative Library Act formalizes Legislative Library's primary service to the Members of the Legislative Assembly. Library is now under a Director reporting to the

deputy in charge of Historical Resources Administration and to the Speaker, when the House is in session.

1976- Legislative Library Act further states that four copies of every New Brunswick Government Document published must be deposited with the Library.

1981- Legislation passes giving permanent status to the Legislative Assembly's Standing Committee on Legislative Administration and the Office of the Legislative Assembly. This removes a major stumbling block in that the Library is no longer under the administration of the Assembly, which sits for less than half the year.

1985- "Act to Amend the Legislative Library Act" places Library under the Speaker of the House, to be administered by the Standing Committee on Legislative Administration.

1988- Library, under the one-party McKenna government, begins Legislative Research Service, designed to assist the registered opposition parties in their preparations, as well as preparing briefs and speeches for senior staff of the Legislature.

1989- Library starts to move into the electronic age with the purchase of several I.B.M. personal computers.

1991- Library celebrates its150th birthday and publishes *150 Years: The Development of the New Brunswick Legislative Library, 1841-1991 / 150 Ans: Évolution de la Bibliothèque de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, 1841-1991*, to celebrate the occasion.

1991- Legislative Research Service is closed by the Committee on Legislative Administration despite statistical evidence on the ever-increasing rise of its use.

1993- Library acquires PC based multiLIS system and begins process of converting catalogue to this Online Public Access Catalogue.

2001- Furthering its continued transition to an electronic milieu, Legislative Library web page is established (http://www.gnb.ca/legis/leglibbib/index-e.htm). Catalogue goes online in April of 2002.

Present- The current state of New Brunswick's Legislative Library reflects a balance of tradition and innovation. It continues to maintain the mandate set forth in the Legislative Library Act (L3.1) of 1976 (i. e., that the Legislative Library primarily serves the Members of the Legislative Assembly) and in doing so, is constantly striving to update its resources to remain current in the electronic age. It remains a full depository for New Brunswick and federal government publications as well as a select depository for those of the other provinces. Instructional sessions on the Internet and other online systems are now a regular part of the reference services offered.

The Library also has the largest collection of New Brunswickana, an extensive selection of newspapers and periodicals, and a number of rare holdings, including a complete set of John James Audubon's *The Birds of America*.

Legislative Librarians:

Edith Allen, 1917-1933

Margaret Evans, 1933-1935

Doreen Harper, 1936-1944

Maurice Boone, 1950-1970

Jocelyne LeBel, 1975-1986

Eric Swanick, 1986-2002

Margaret Pacey, 2002-

A Brief History of the Legislative Library of Newfoundland and Labrador

History of the House of Assembly[1]

To understand the history of the Legislative Library of Newfoundland and Labrador, it is important to have a context of the province's unique political history. The development of institutions of self-government in the Colony of Newfoundland was the objective of a reform movement in the 1820s. As a result of this movement, Representative Government was established in 1832. The Assembly, consisting of fifteen representatives from nine electoral districts, was elected, while the Governor and Legislative Council (Upper House) were appointed by the Crown.

In 1855, Newfoundland was granted Responsible Government. The House of Assembly was increased to thirty members, and the Cabinet became responsible to the Assembly. Prior to this time, the appointed Legislative Council was the Cabinet and was not responsible to the Assembly.

Following the recommendations of the Amulree Royal Commission, and because of the deteriorating financial situation of the Dominion in 1933, the Legislature requested the suspension of the Constitution and Responsible Government. On February 16, 1934, dominion status was suspended and from that date until 1949, Newfoundland was governed by a Commission, consisting of an appointed Governor and six appointed Commissioners, three from Newfoundland, three from the United Kingdom. Voluntarily relinquishing self-government to be governed by a commission not elected by the people, nor reporting to the people, certainly makes Newfoundland and Labrador unique in its political development.

After 12 years under the Commission, Newfoundlanders went to the polls for the first time in 1946 to elect members of a National Convention. The National Convention debated the future political and constitutional status of Newfoundland and Labrador. The British Government decided to hold a referendum in which the electorate would be given the opportunity to choose among three forms of government: return to Responsible Government, retention of Commission of Government or Union with Canada (Confederation). Confederation was accepted in a second run-off referendum as the choice of the majority of Newfoundlanders (52.3%).

Newfoundland and Labrador joined Canada on March 31, 1949. Since Confederation, the province has had a unicameral Legislature consisting of the House of Assembly that now has forty-eight Members. The appointed Legislative Council has not been activated.

---

1. The Office of the Honourable Speaker of the House of Assembly prepared much of the information in this section in 2000.

As for physical location, the first House of Assembly met in 1833 at a tavern and lodging house owned by Mrs. Mary Travers. It met in a number of locations until 1850 when the Colonial Building was completed. In 1960, the House of Assembly moved to the 9th and 10th floors of the new government building, Confederation Building. In 1991, the House of Assembly was redesigned and opened in its present location, on the main floor of Confederation Building.

The Legislative Library

The original Legislative Library of Newfoundland and Labrador began its life in the late 1850's. It was located in the Colonial Building. There it remained until 1933 when Responsible Government was disbanded and Commission of Government was implemented. The Library's collection was dismantled and stored in various government offices and attics, as well as some private homes. In 1935, part of the collection, about 2500 volumes, was used to augment the materials being brought together to form the collection of the new Public Library.[2]

One interesting historical footnote involving the Library came in April 1932. Widespread dissatisfaction with the administration and ethics of the government led to a large riot when a mob stormed the Colonial Building looking for then Prime Minister Sir Richard Squires. Much damage was done, and the Librarian, who at the time had an apartment in the building, was not immune to the mob. Documents from the building were removed and destroyed and the librarian, Miss Morris, lost all of her furniture and most of her private processions. At the end of the day, the Prime Minister had barely escaped with his life and the Librarian's piano was lying dismantled in the adjoining park.

In August of 1949, after Confederation with Canada, the Legislative Library was reestablished. Every effort was made to recreate as much of the former collection as possible. Unfortunately, not all of it was located and some of it had been integrated into the Public Library collection. In comparison to other Legislative Libraries, therefore, the present day collection does have certain unexpected gaps in its historical collection. Excellent working relationships with the Public Library, the Provincial Archives and the Centre for Newfoundland Studies at Memorial University, however, mean the Legislative Library can usually locate and access materials not available on site.

Staff

The Library has historically operated with a minimum of staff. For many years, there was only the Legislative Librarian. Since 1949 there have been four dedicated Legislative Librarians:

---

2. Frederick Rowe. *The Development of Education in Newfoundland*. Toronto, Ryerson Press, 1964. 193.

Elizabeth Jeffers 1949-1967
George Baker 1967-1969 (now a Senator)
Norma Jean Richards 1971-1997
Kimberley Hammond 2000 – (Director of Information Management)

Other individuals have intermittently been given the administrative title "Legislative Librarian" but did not actively function as the Librarian. In 2000, the role of Legislative Librarian was encompassed by the broader duties of the Director of Information Management. In addition to the Library, the Director is responsible for Records Management for the House of Assembly, the House of Assembly website and indexing the Hansard and Committee proceedings.

During most of the 1970's and 1980's, the Library had a staff of three: the Librarian, a research officer and a technician. Currently, the Library has its largest staff ever: a Director, an Assistant Legislative Librarian, an Information Specialist (Bibliographical Control), a library technician and an additional part-time technician.

Governing Rules and Regulations

The House of Assembly Standing Orders formalize the activities of the Legislative Library in sections 119-128. They relate to access, catalogue, circulation, Library Committee, *etc.* They have not been amended or up-dated since 1951.

Future

Since 2000, the Library has entered into a period of renewal, modernization and growth. Many electronic resources and tools have been introduced where they did not exist before. Standard Library techniques are being applied to tools and services. The goals are: to become a modern, well-used Library, which meets the needs of the Members of the House of Assembly; and to become the official repository of Newfoundland and Labrador Government documents. Significant progress has been made in this regard and it is hoped that these goals will be met in the near future.

Kimberley S. Hammond

History of the Legislative Library of the Northwest Territories

The Legislative Library of the Northwest Territories evolved from the Government Library of the Northwest Territories and was established in April 1992. The Library moved into its present location in the new Legislative Assembly Building in September 1993.

In relation to other legislative libraries in Canada, the Legislative Library for the Northwest Territories is relatively new, as is the Territorial Government. In 1967, Yellowknife became the seat of government for the Northwest Territories and on September 18, 1967, Commissioner Hodgson together with a number of government staff and their families arrived in Yellowknife to set up the new Territorial Government in the capital. The Northwest Territories Government was also to assume responsibility for administration in the Mackenzie District by April 1, 1969 and for the Eastern Arctic by April 1, 1970. At the time of the move to the Northwest Territories, the Territorial Council consisted of ten elected Members and four appointed Members and the Government consisted of three service departments and seven line departments.

For a relatively small organization, the Territorial Government had a broad field of responsibility, covering nearly as many subject areas as governments many times its size. Initially, information needs were met by a series of departmental libraries which held small specialized collections relevant to the specific needs of departmental staff. In practice, this meant duplication of materials, unnecessary expenditures of funds, incomplete collections and lack of access to a wealth of resource materials housed in various departments. These problems along with the recognition that with the inevitable economic and political growth of the Northwest Territories, access to information would be very important, led the Government to see the need to create a central library for the Government of the Northwest Territories and in 1972, discussions began with government staff concerning their perceived needs and what this library should provide. In addition, numerous discussions were held with libraries and information centres in Canada which specialized in either government documents or northern-oriented material. At this early stage, it was decided that the cataloguing, indexing and operating of the library should be fairly simple.

On May 9, 1973, the Executive approved the establishment of the Government Library under the Executive Secretariat to "consolidate and organize present departmental holdings, standardize cataloguing procedures, minimize duplication of ordering and provide an efficient and quick information facility." The plan called for the books from all departments to be transferred to the Government Library by October 1973 with the exception of the Law Library in the Department of Public Services and some of the technical material in the Department of Public Works.

The Government Library started operation in 1974, with the materials from the Department of Economic Development and the Executive Secretariat forming the core of the collection. The collection was catalogued using the Universal Decimal Classification

System used by the Scott Polar Research Institute. The library also had been granted full depository status by the Government of Canada. A letter dated March 25, 1974 sent out from the Director, Executive Secretariat, stated that the Government Library was now in full operation.

In its early years, the Government Library had many key challenges: lack of staff, lack of space, and the instability of being transferred from department to department reporting to different authorities. This hindered the library in being able to establish an effective service, meet its objectives, and do any long-range planning. From 1973-1975, the Government Library fell under the responsibility of the Executive. In 1975, the library, now called the Government In-Service Library, was transferred to the Department of Natural and Cultural Service and brought under the Chief of Library Services "to allow more freedom of selection of materials, to streamline ordering procedures and to project an image as a service to all NWT Government personnel...". At this time, the library mainly served both the N.W.T. Council and the Territorial government administration. In November 1979, Library Services as a whole were transferred from the Department of Natural and Cultural Service to the Department of Justice and Public Services.

In 1980, on the recommendation of the Chief of Library Services, the Government Library was removed from the Library Services Division. Reasons given for this move were an increasingly heavy workload on the Public Library Services staff and other priorities in terms of public need for Public Library Services. Following this, the Department of Justice and Public Services recommended the closure of the library. The Deputy Ministers and headquarters directors recommended that the library be kept open, and an Executive Recommendation of April 21, 1981 approved the continuation of the Government Library within the Executive Department.

After two years, the Government Library was again transferred to the Department of Justice and Public Services in September 1983. The name was changed from Government In-Service Library back to Government Library because the inclusion of the word "In-Service" discouraged public use of the library. While the library's services and collection had been developed to meet the information needs of government, at this time public use of the collection and some of its services were being encouraged. The library staff recorded that requests and use of the library by researchers, journalists, and Yellowknife citizens were on the increase, with more requests for information also coming from southern libraries, researchers and post-graduate students. In 1985, the Government Library was transferred to the Department of Culture and Communications, reporting to the Assistant Deputy Minister of Communications. It remained in this department until it was designated as the Legislative Library in 1992.

The period 1985-1992 was one of stability and allowed for the setting of long-term plans and goals for the library. It also provided the library with its own operating budget. With a staff of one professional librarian and one library technician, the

Government Library grew and improved its services to clientele. The computer age was dawning in the Northwest Territories and with the arrival of datapac lines in Yellowknife in 1986, online communication no longer required the use of long distance phone calls. In 1987, the Government Library joined with Northwest Territories Public Library Services to develop an automated union catalogue. This was a tremendous leap forward for the Government Library operations and improved service to its clientele, who were spread over the vast area of the Northwest Territories.

In 1978, Dr. Omond Solandt, chairman of the Science Advisory Board of the Northwest Territories, requested that a survey be done to assess the ability of the Northwest Territories library resources to support science and technology programs in the North. This survey was undertaken by Lachlan F. MacRae, Special Advisor to the National Librarian, who in a letter dated January 23, 1978, wrote to Dr. Solandt, "I believe that the Government In-Service Library should have a positive role in support of the science and technology program. There are many services it could handle. But in forty years as a librarian, I have seldom seen a library in a [sic] critically bad shape." He found the library to have inadequate quarters and an inadequate number of staff. He could see no real advantage to the organizational arrangement under which the Government In-Service Library functioned as a component of the Territorial Public Library System and recommended that serious consideration be given to designating the Government In-Service Library as the library of the Legislature and that the practice of having the Legislative Library report to the Speaker be considered as well.

In July 1978, Commissioner Hodgson requested that a study be done on the Government of the Northwest Territories In-Service Library. In the resulting report, "Government of the Northwest Territories In-Service Library Report" written by J.E.T. Reid, Federal Libraries Liaison Officer for the National Library of Canada, Reid wrote that the In-Service Library had a continued problem of lack of staff and space and consequently had been unable to establish a concrete program to provide acquisitions, cataloguing and information services. As a result, he wrote that departments continued to circumvent the centralized library and still maintained their own library collections and purchases. Departmental employees spoke highly of the capabilities of the In-Service Library staff and stated that the library service problems were resource oriented rather than staff oriented. Among Reid's many recommendations were several that would have strengthened the Government Library including: with the probability of the In-Service Library evolving into the Legislative Library in the future, the In-Service Library should be given more autonomy and be formally recognized as a section within the Library Services Division; the In-Service Librarian be made a section head with increased responsibilities in fiscal management and policy making; that the In-Service Library be a depository for the of the Territorial Government and that a directive be issued to that effect. Few of the recommendations in either report were implemented.

On March 5, 1992, a Record of Decision directed that the Government Library be transferred from the Department of Culture and Communications to the Legislative Assembly under the authority of the Clerk of the Legislative Assembly effective April 1, 1992. This provided a year's lead time before the new Legislative Assembly Building was to be built; it allowed time to plan and organize the transfer effectively.

Although it had often been stated that the Government Library would eventually become the Legislative Library, it was not until a new Legislative Assembly Building was being planned that this change in status was actually addressed. To continue to provide effective library services to government employees, under the mandate of the Legislative Library, it was decided to divide the collection of materials into two physical locations. Materials relevant to the information and research needs of the Members of the Legislative Assembly, the Office of the Clerk, and their staff were to be re-located in the new Legislative Assembly Building. Materials relevant to the information and research needs of government employees to facilitate government decision-making and policy formation would remain in the former Government Library location and would become the Legislative Branch Library. The Legislative Library and Legislative Branch Library would each be staffed with a librarian and a library technician under the direction of the Legislative Librarian.

In 1993, the Legislative Assembly experienced a reorganization to streamline the reporting structure to the Office of the Clerk. As a result, the Legislative Librarian reported to the Director of the newly created division of Research and Information Services. In 1999, the additional functions of records management and the editing and distribution of Hansard were delegated to the Legislative Library. In September 2002, an organizational change resulted in the Legislative Librarian reporting again directly to the Clerk of the Legislative Assembly.

The continuing growth and awareness of the importance of the library and its resources is in part reflective of the political change and development in the Northwest Territories. From 1967-1979, the growth in size of the public service and the devolving of responsibilities from the Federal Government to the Territorial Government was remarkable. The Territorial Council was also transformed, changing from a federally appointed council to one elected by residents of the Northwest Territories in 1975 with 24 Members, which changed to 19 Members in 1999, with the division of the Northwest Territories to form the new territory of Nunavut. The Northwest Territories is unique from the provinces as it operates under a consensus style of government rather than party politics, has a diverse population which includes the Dene, Metis, Inuit and Inuvialuit, and has 11 official languages. As it continues to grow, the Northwest Territories faces a number of political issues including land claims, constitutional development and self-government.

Today the Legislative Library continues to provide research, reference and information services to the Members of the Legislative Assembly and their staff, the Legislative Assembly staff, the Executive and employees of the Government of the Northwest Territories, in that priority. The media, researchers, and the general public may also use the library but there is a restriction on the services they can access. The Legislative Library continues to look for ways to improve its service to Members of the Legislative Assembly and to Government of the Northwest Territories staff by providing accurate and timely information using the most effective technology.

Legislative Library of Nunavut

The Nunavut Legislative Library got its start in 1998 when Gayle Jessop was hired as the first Legislative Librarian and one of the first Legislative Assembly staff. This staff was to prepare for the beginning of Nunavut on April 1, 1999. In the December 1998 APLIC bulletin she reported "There is never a shortage of projects to work on. Core collections have been identified, interim and annual budgets planned and departmental needs assessments initiated. Mandate and policies are being drafted."

Ms. Jessop was also evaluating automated library systems to find one that would support Inuktitut syllabics, the primary writing system used in eastern & central Nunavut. The Legislative Librarian would continue to take the lead on this initiative until the unicode VTLS Virtua system was selected, tested and installed in 2000-02 with Nunavut Arctic College library, Nunavut Court of Justice library and Nunavut Public Library Services as partners.

In the fall of 1999 the Legislative Assembly staff moved to the new Legislative Assembly building. After a year in cramped quarters with ever-growing piles of boxes, the beautiful new library space was welcome. More boxes of core government documents which had been stockpiled for the new territory by the NWT Legislative Librarian were shipped east and shelves quickly filled.

For the first five years of operation the Legislative Librarian has reported to the Director of Research and Information Services. There have been two full time positions, a librarian and library technician and, since 2001, a contract cataloguer. The library's primary mandate is to support and serve the MLAs, their staff and the staff of the Legislative Assembly of Nunavut. To do this, at least one of the full time staff must speak Inuktitut fluently and materials in Inuktitut are added to the collection when available.

Collection of the public documents in any language from Government of Nunavut (GN) departments has been one of the early challenges; it is not a legal requirement that documents be deposited with the library and this, coupled with putting the new GN infrastructure & protocols in place, necessitates ongoing diligent efforts to find, acquire and preserve the government's documents.

The Library's secondary mandate is to support GN employees. Since 1999 there have been only two departmental libraries developed (Justice and Sustainable Development); this leaves considerable scope for research and collection development as government needs grow. The decentralization of GN agencies across the territory and the speed of Nunavut Internet connections will determine how the Legislative Library shapes its services and collections over the next few years.

Yvonne Earle

La Bibliothèque de *Province House*
Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard

Conquise en 1758, l'Île Saint-Jean, future Île du Prince-Édouard, a d'abord été administrée par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse. Elle obtient en 1769 sa propre administration et la petite ville de Charlottetown, autrefois appelée Port-La-Joie par les Français et les Acadiens, est choisie comme capitale. Le site est propice, dominé par un promontoire donnant sur un havre portuaire bien protégé. Quatre ans plus tard, en 1773, les habitants élisaient leur première assemblée parlementaire. La colonie étant petite et peu peuplée, ses ressources modestes, les chambres, les bureaux, et les services judiciaires s'installèrent dans quelques maisons et bâtiments étroits et sans confort.

Cette précarité posait un problème pour la conservation des archives publiques coloniales. Le premier imprimeur de l'Île, James Robertson, s'y établit à l'invitation du gouverneur Edmund Fanning en 1788. Le souci d'imprimer les lois et documents officiels se faisait sentir et le gouverneur déplorait déjà à cette époque la perte de textes de lois et de règlements qui n'avaient pas été imprimés et mal conservés. Les imprimeurs William A. Rind et, plus tard, James D. Bagnall, succédèrent à Robertson, produisant les premières séries de publications officielles imprimées sur l'Île aux XVIII^{e} et XIX^{e} siècles.

Vers 1830, Charlottetown comptait 2000 habitants, la colonie se développait et les besoins administratifs se faisaient de plus en plus sentir. Les vieux bâtiments incommodes ne suffisaient plus et on souhaitait la construction d'un édifice assez vaste pouvant accueillir les bureaux, les cours de justice, le Parlement ainsi que les archives publiques et une bibliothèque législative. Un concours d'architecture fut lancé en 1839 et les plans d'Isaac Smith furent retenus. À cause de problèmes de financement, les travaux furent retardés, mais l'édifice fut enfin construit entre 1843 et 1848.

Le nouveau *Province House* est assurément apparu aux yeux des contemporains comme un monument prestigieux pour l'Île, et il demeure toujours, un siècle et demi après, un attrait touristique pour la capitale. Il mesure 120 pieds par 50 et compte trois étages. C'est un des rares édifices de pierre de la ville qui est surtout contruite en bois, de style classique avec en façade une élégante colonnade et un fronton évoquant l'harmonie des temples de l'Antiquité grecque. À l'époque de son ouverture, les cours de justice se trouvaient au rez-de-chaussée et la Législature occupait - et occupe encore - le premier étage, appelé le bel étage. La Chambre de l'Assemblée et celle du Conseil étaient situées de part et d'autre et, entre les deux, en haut d'un escalier d'honneur, se trouvait la Bibliothèque, plus exactement un grand salon de lecture pouvant également servir de salle de réunion ou de comité.

En 1845, on vota les crédits pour l'ameublement de l'édifice et dès 1847, le Parlement siégeait dans son nouvel édifice. La Bibliothèque législative renfermait à ses débuts les séries législatives de la colonie, diverses publications officielles, des journaux et une collection de littérature. Elle était dotée de larges fenêtres donnant vers le sud, sur Great George Street et le secteur du port, avantage certain pour recevoir un maximum de lumière naturelle. Même si aucun plan précis de l'aménagement ne nous est parvenu, on

sait que la Bibliothèque était décorée de boiseries fines, de moulures, de tapis et de draperies et qu'un poêle s'y trouvait. Comme la pièce devait aussi servir pour des réunions, il semble que les livres étaient disposés dans des bibliothèques de long des murs et que des tables et des fauteuils occupaient le centre. Les parlementaires pouvaient y travailler à l'aise et on y trouvait toujours des plumes, de l'encre et du papier.

En 1851, l'Île obtenait un gouvernement responsable et, l'année suivante, le Parlement adoptait le *Free Education Act* devant favoriser le développement de l'alphabétisation des habitants et, éventuellement celui des bibliothèques. La population francophone acadienne put également disposer de petites écoles, à la fin du siècle, l'Île en comptait 43.

Province House était dès cette époque le cœur névralgique de la vie politique et judiciaire de l'Île. En 1854, l'édifice, y compris la Bibliothèque, fut doté de l'éclairage au gaz. Tous les visiteurs officiels y étaient reçus et le plus célèbre à cette époque fut sans doute le prince de Galles, le futur Édouard VII, qui le visita en 1860. La Bibliothèque et les salons législatifs étaient souvent le théâtre de réceptions et de banquets officiels. La Bibliothèque servit même aussi à l'occasion de musée pour des expositions. C'est, bien sûr, dans ces lieux que fut tenue la célèbre conférence préparatoire au projet de confédération des colonies britanniques. La Bibliothèque servit alors de salon de réception où l'on offrait aux délégués du thé, du café, du vin, du champagne et sans doute aussi d'autres cordiaux. L'Île du Prince-Édouard se retira du premier projet de confédération canadienne et n'y adhéra que plus tard en 1873.

Au tournant du XX^{e} siècle, le bibliothécaire était W. H. Crosskill qui occupait aussi le poste de sténographe et transcripteur pour le gouvernement. En 1902, la Bibliothèque comptait 5000 volumes, elle était utilisée par des fonctionnaires, des juristes et des étudiants, mais, faute d'espace, elle débordait dans diverses pièces et jusque sous les combles de l'édifice. Crosskill proposa d'utiliser l'ancienne salle du Conseil législatif lequel avait été aboli. Cette salle, plus vaste et dotée d'une mezzanine, aurait pu se transformer aisément en bibliothèque. Ce projet fut refusé, mais une donation en faveur d'une bibliothèque publique permis un aménagement au dernier étage du bâtiment au-dessus de l'ancienne bibliothèque. Cette bibliothèque à la fois publique et parlementaire fut ouverte au public en 1906.

La loi du service provincial des bibliothèques fut adoptée en 1933, elle consacrait l'intégration des services documentaires publics et gouvernementaux. Dans les années 1960, la Bibliothèque provinciale fut déménagée dans un nouvel édifice moderne construit pour commémorer le centenaire de la Confédération. On décida aussi à cette époque de restaurer le *Province House*, considéré comme le berceau de la Confédération canadienne. Les travaux furent entrepris en 1974 par les services de Parcs Canada qui en firent un lieu historique national. La Bibliothèque législative fut alors restaurée dans son décor des années 1860. Visitée chaque année depuis par des milliers de visiteurs, elle

témoigne de la présence du livre et de l'écrit dans les débuts de la vie parlementaire des provinces Maritimes.

Gilles Gallichan

Les informations contenues dans ce texte sont extraites de :

Arsenault, Georges, *Les Acadiens de l'Île 1720-1980*, 2e éd., Moncton, Les Éditions d'Acadie, 1989, 296 p.

Cullen, Mary K., *A History of the Structure and Use of Province House, Prince Edward Island, 1837-1977*, document inédit, nº 211, préparé sous les auspices de Parcs Canada.

Fleming, Patricia L., *Atlantic Canadian Imprints. A Bibliography 1801-1820*, Toronto, UTP, 1991, xviii, 189 p.

Province House, berceau de la Confédération, [s.l.], Parcs Canada, 1986, 61 p.

Robb, S. Andrew et H.T. Holman, « Île-du-Prince-Édouard », *L'Encyclopédie du Canada*, Montréal, Stanké, 1987, tome 2, p. 949-955.

Tremaine, Marie, *A Bibliography of Canadian Imprints, 1751-1800*, Toronto, UTP, 1999, 2e éd., xxix, 705p.

Tulloch, Judith, *Library, Guide Training Notes*, document inédit destiné aux guides de *Province House*, Charlottetown IPE.

Site internet : www.library.pe.ca (mars 2003).

Les bibliothèques parlementaires de Grande-Bretagne

Selon les Britanniques eux-mêmes, l'existence des bibliothèques parlementaires à Londres remonte aussi loin que la rédaction des documents parlementaires. Aussi, fait-on remonter la présence des bibliothèques à 1547, année au cours de laquelle le greffier, John Seymour, établit les premiers procès-verbaux de la Chambre des communes. D'une manière plus formelle cependant, on peut dire que la Chambre basse a d'abord organisé ses archives en 1802 : le « speaker » de l'époque, John Abbot, avait alors confié une mission documentaire à ses collaborateurs, celle de la mise en ordre des archives de l'institution. Quelques années plus tard, en 1818, on nomma un premier bibliothécaire, Benjamin Spiller, lequel développa les collections d'ouvrages de droit et de politique pour les députés.

Pendant un siècle et demi, la Bibliothèque a connu une grande stabilité si l'on excepte un incendie en 1834 et les aménagements ou déménagements. Mais son évolution s'est accélérée à compter de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Sous la pression des nouvelles générations de députés, on organisa de nouveaux services (recherche parlementaire, coupures de journaux, information du public, informatique documentaire, etc.).

Aujourd'hui, la Bibliothèque de la Chambre des communes compte près de deux cents employés. Elle occupe ses locaux historiques à Westminster (du côté de la Tamise) mais certains services sont logés dans des bâtiments voisins. Elle constitue un modèle pour l'ensemble des bibliothèques législatives : elle assume de nombreuses tâches souvent confiées à des services distincts (information du public, par exemple) et elle recrute des spécialistes dans des secteurs souvent négligés ailleurs (statisticiens, entre autres).

Le Royaume-Uni a un Parlement bicaméral. La Chambre haute ou Chambre des Lords dispose également d'une bibliothèque. Cette dernière a été créée en 1826. Elle a subi les affres de l'incendie de 1834 et depuis 1848 elle occupe les mêmes locaux.

La Bibliothèque de la Chambre des Lords offre deux aspects particuliers qui méritent d'être notés. D'abord, on y reçoit les demandes des citoyens qui s'intéressent à la vie de l'institution et à ses procédures et, enfin, elle administre les archives de l'ensemble du Parlement depuis 1497.

Gaston Bernier

Pour plus d'informations

Catalogue of the Library of Commons. (London, 1852). 88 p.

Dobson, Christopher. *The Library of the House of Lords; a short history with an appendix listing its principal contents*. London : HSMO, 1972. 24 p.

Englefield, Dermont. *Parliament and information; the Westminster scene*. London : Library association, 1981. (p. 20-68).

Menhennet, David. « The House of Commons library », dans S.A. Walkland, *The House of Commons in the twentieth century* (Oxford : Clarendon press, 1979), p. 611-640.

Menhennet, David. *The House of Commons library : a history*. Second ed. London : the Stationery office, 2000. (House of Commons library document; 21).

Pond, Chris. *The Early history of the House of Commons library*; reports form standing committees on the Library of the House, 1840-1856. London : HMSO, 2001. (House of Commons library document; 23).

Report from the Standing committee on the Library of the House of Commons together with the minutes of evidence and appendix (London : House of Commons) 1835. (4) p.

Wright, Arnold et Philip Smith. *Parliament; past and present*. London : Hutchinson (1907). Chap. XX, p. 260-264 (« The Library »).

Liste des conférenciers

Joan A. Barton
B.C. legislative library
Victoria V8V 1X4
« joan.barton@leg.bc.ca »

Gilles Gallichan
Bibliothèque
Assemblée nationale du Québec
Québec G1A 1A3
« ggallichan@assnat.qc.ca »

Ross Gordon
Archives nationales du Canada
344, rue Wellington
Ottawa K1A 0N3
« ross.gordon@archives.ca »

Jacques Hellemans
Conseiller adjoint (attaché aux bibliothèques)
Université libre de Bruxelles
Centre de l'édition et de l'imprimé
C.P. 81
B-1050 Bruxelles
« jhellema@ulb.ac.be »

Margaret F. Murphy
Nova Scotia legislative library
Province house
Halifax B3J 2P8
« murphymf@gov.ns.ca »

Richard Paré
Bibliothèque du Parlement
Ottawa K1A 0A9
« parer@parl.gc.ca »

Sandra E. Perry
Legislative library of Alberta
Edmonton T5K 2B6
« sandra.perry@assembly.ab.ca »

Marian J. Powell
Saskatchewan legislative library
Regina S4S 0B3
« mpowell@legassembly.sk.ca »

Susan Southworth
Legislative library
Hartford 06106
« susan.southworth@po.state.ct.us »

Fiona Watson
Research and information services
Legislative assembly
Queen's park
Toronto M7A 1A9
« watson@ontla.ola.org »

Jacques Hellemans

Parliamentary libraries of France during the XIXth century

The official creation of the National assembly library dates from the 14 ventôse year IV (March 4, 1796) by the law establishing one library for the use of the legislature. Initially common to both assemblies of the Directory, this library was installed in Tuileries and was placed under the dependence of the Archives. In 1800, the library left Tuileries and joined the Council of Five Hundred, installed since January 21, 1798 in the Palais-Bourbon. The constitution of the library is the work of the legislator Armand-Gaston Camus, a great scholar, an orderly man and a scrupulous administrator. Pierre-Paul Druon, his successor after having been his collaborator, continued the task in the same direction, according to the same principles. Men of strong culture, excellent experts of antiquity, endowed with an encyclopaedic spirit, the first two librarians were amateurs in the noblest sense of the term, great scholars and bibliophiles. For them, a library included parts of a museum. They did not sacrifice to immediate utility; they sought all that could enrich the spirit, and they made good use of any beautiful or invaluable, handwritten, printed or engraved work, within only the limits of their means, without neglecting practical utility. Towards the end of the administration of Pierre-Paul Druon, as one can see by the remarks which were addressed to him in the foreword of the Catalogue printed in 1833, the orientation changes. There is less of an interest in a Cabinet of manuscripts and rare books. The appreciation for the instruments of parliamentary work is greater. Admittedly, the wide choice of the books continued, not only in the special legislative field, as was essential, but in a broader spirit, with the addition of various disciplines. Created in the middle of the XIXth century, instead of being the inheritor of an encyclopaedic tradition, the library undoubtedly was specialized. In addition, the first two conservators reigned so to speak on the funds entrusted to their enlightened care. They decided, with much freedom, on purchases to be carried out. After them, this freedom was restricted, the Administration to general culture and that of the legislative specialty. In exceptional cases, the acquisition of items invaluable, historical or parliamentary interest, worthy documents to be preserved at the Palais-Bourbon, was authorized.

One can place the origin of the library of the Senate at 1799, instituted by the Senate Conservator. The new assembly tried once, but in vain, to seize the collections of the Arsenal and would have to be satisfied with a thin collection of imperial almanacs and homages of authors. On the other hand, since 1815, the House intended to create a genuine instrument of work. For this purpose, the House put 10,000 francs into its budget. At the time, the books were arranged in the gallery of sculptures. The House appointed a librarian and put him in charge of the files. In 1831, ten thousand volumes were already available. A first handwritten catalogue was drawn up three years later. It grew from 1836 to 1842. The architect, Alphonse de Gisors, designed the current Reading Room. Eugene Delacroix painted the cupola and the half dome. Twenty-five thousand volumes were then arranged on the shelves of the new room. The rate of acquisition was, at the time, a

thousand volumes per annum. It still grew under Napoleon III. The first printed catalogue appeared in 1867.

Jacques Hellemans
Libraries of the Parliament of Belgium

The independence of Belgium was proclaimed on October 4, 1830. The very same day a constituent assembly was convened. The Constitution of 1831 instituted a House of Representatives and a Senate. Since 1831, the Library has been associated with the service of the legislature. It was installed on the second floor of the Palais of the Nation and was thus near the House and had a convenient access for the Senate.

In 1831, the article relating to the librarian of the House of Representatives (article 87) was written as follows: " The House, if the need for such services are required, will be able to name an employee to be especially charged with the functions of a librarian. He will be named in the manner and for the same period of time as the clerk ". On December 15, 1842, Jean-Baptiste Bourcier was named librarian of the House of Representatives, by 77 votes out of 78 voters. Bernard replaced him at this station on March 22, 1844. It was then Auguste Verrijcken followed by Léopold Van Stalle who occupied this position throughout the XIXth century. The first catalogue, printed at H. Remy dates from 1835, is composed of 461 notices on 37 pages. The first 210 numbers of this catalogue formed the library of the second House of the States General of the Kingdom of the Netherlands.

At the end of the century the library, richly installed, occupied almost the entire second floor and contained at the time approximately sixty thousand volumes.

The budget of the Senate each year contains funds for the library. The library buys, according to its needs, the books and documents which can be useful for work of the Senate. At the end of the XIXth century, the library of the Senate, located at the ground floor, underwent a complete transformation: mobile iron shelves – a German system – replaced the old wooden ones which had become insufficient to the task of containing the library's thirty thousand volumes. Following a decision of the Senate in 1905, the library was opened to both assemblies under the title of Library of the Parliament. The books, which belonged to the Senate, were merged with the library of the House.

Susan Southworth
Les premières bibliothèques parlementaires américaines

Aux États-Unis, à l'époque coloniale, on désignait souvent les assemblées par l'appellation General Court, car elles avaient des fonctions législatives et judiciaires. A

l'époque, comme encore aujourd'hui, la garde et la responsabilité des documents et des archives étaient confiées au bureau du Secrétaire de la colonie et, plus tard, de l'État. Trop souvent, les documents étaient rassemblés, mais non classés et donc, peu accessibles. À mesure que la masse des documents croissait, il devenait nécessaire d'avoir un système de classement. En 1744, le Secrétaire colonial du Connecticut fut mandaté pour mettre de l'ordre dans les archives.

Au début du XIX^{e} siècle, le besoin d'un meilleur accès à l'information se fit sentir et on trouve des mentions de salles exclusivement réservées à une fonction de bibliothèque dans les « capitols » des États. On mit aussi sur pied des comités de bibliothèque et, dans certains cas, apparut la fonction de bibliothécaire de l'État. À la même époque, le Français Alexandre Vattemare passa deux ans aux États-Unis et prôna l'établissement d'un réseau international d'échange de documents publics imprimés. En conséquence, plusieurs États adoptèrent des lois favorisant une telle pratique. Les bibliothèques en profitèrent, leurs collections et leur personnel s'accrurent.

Cependant, ces efforts de développement n'étaient pas toujours orientés vers les besoins propres des assemblées. En 1890, la Bibliothèque de l'État de New York nomma un « *legislative librarian* » chargé de la préparation et de la publication d'index annuels des lois de l'État. Dix ans plus tard, la création du Bureau de référence législative du Wisconsin, sous la direction de Charles McCarthy, représente un tournant de notre histoire. McCarthy développa un concept de service de bibliothèque aux législatures, en rassemblant et en rendant accessibles de multiples collections, en fournissant des travaux ou de l'assistance documentaire. Son service de documentation devint un pôle et un carrefour d'idées et d'informations. Le Wisconsin devint un modèle pour les États américains et pour le *Congressional Research Service*.

Un article paru dans l'*American Political Science Review* faisait remarquer que le nombre de services de référence législative dans les États américains était passé de 11 en 1910 à 36 en 1923. Il n'y avait pas cependant, pour ces services, de modèle unique de gestion. Certains relevaient de la Bibliothèque de l'État, d'autres étaient rattachés à un département d'histoire, d'autres encore étaient administrés par des commissions de bibliothèque ou associés à des universités. Les mandats de ces services incluaient le développement de collections, la classification, le catalogage de la documentation courante et éphémère, la préparation et la rédaction de résumés, de sommaires et de rapports sur des sujets législatifs ainsi que la publication de brefs bulletins sur ces sujets. On leur confiait aussi, à l'occasion, des mandats plus importants comme la préparation du State's Blue Book, ce qui se poursuit encore de nos jours au Wisconsin, ou l'assistance à la rédaction des projets de loi, notamment en Pennsylvanie, en Ohio, en Illinois, au Wisconsin et en Virginie.

Au niveau fédéral, au début du XX^{e} siècle, les relations entre le Congrès et sa Bibliothèque étaient marquées au coin d'un éloignement psychologique et géographique. À l'origine, la Bibliothèque du Congrès avait ses locaux au sein même de l'édifice du Capitole à deux pas des chambres. Elle était facilement accessible aux représentants et aux sénateurs qu'elle servait. Elle déménagea ensuite dans un édifice distinct, on lui confia la gestion et la responsabilité des droits d'auteur et du service de catalogage propre à une bibliothèque nationale. Du coup, il en résulta une érosion des relations entre le Congrès et sa bibliothèque. Mais au Congrès, on retrouvait de plus en plus de parlementaires qui avaient précédemment siégé comme représentants ou sénateurs au niveau des États. Ils étaient habitués à un haut niveau de soutien documentaire et ils espéraient retrouver le même service à Washington. Le Congrès insista donc pour obtenir davantage qu'un service de base de la Bibliothèque du Congrès et, en 1914, le budget de la Bibliothèque fut augmenté pour qu'on engage des personnes compétentes pour dresser des index, des sommaires et des compilations de lois selon les besoins du Congrès et pour d'autres fins.

Les plus récentes transformations de l'histoire des bibliothèques législatives aux États-Unis sont survenues dans les années 1950 et 1960, dans le sillage des réformes des assemblées. Celles-ci constatèrent, tant au niveau des États qu'au niveau fédéral, que le rôle du pouvoir législatif avait grandement diminué par rapport aux pouvoirs exécutif et judiciaire. Une réforme nationale amorça un mouvement pour réorganiser et renforcer les pouvoirs législatifs et les rendre moins tributaires des pouvoirs exécutifs. Aux États-Unis, on considère toujours les assemblées des États comme étant des « Législatures citoyennes » (Citizen Legislatures). On fit donc des efforts pour recruter des professionnels, des employés permanents, non partisans, capables d'assister les législateurs dans leurs tâches et de les guider dans les domaines complexes de la législation. La disponibilité et la proximité d'un service de bibliothèque législative sont devenues la norme, soit par le transfert de l'exécutif au législatif de responsabilités dans le domaine documentaire, soit par la création dans plusieurs États (c'est le cas au Connecticut) de nouvelles bibliothèques au service des élus.

Gilles Gallichan
The Parliamentary Library, the State and the Law in Quebec

The Libraries of the Legislative Assembly and of the Legislative Council of Lower Canada, created in 1802, are among the first examples of libraries that were placed at the specific service of parliamentary institutions. While they may not have understood the importance of this innovation, the founders of these collections gathered together documents which demonstrate their conception and comprehension of policy and law.

These collections made it possible for the first generation of Parliamentarians to do their work within a legal framework and create a historical continuity. The "data

bases" reflected the desire for reference, precedence and a will to seize the great principles which underlie the existence of States. Not only was the Library seen as a centre of political thought, it also demonstrated a reflection upon the roots of Law, helping the first québécois legislators to forge a legal reinforcement for the statutes, regulations and codes they adapted to their society.

During first years of its existence, the Library was entrusted to the care of the Clerk of the House, who directed it according to the will of a committee of deputies. In 1825, the library opened up to lawyers and a wider public. Consequently, the role of the parliamentary Library increased, becoming a true national institution fulfilling a research function and equipped with a collection of Canadian and American history. The model of the relatively new Library of Congress was thus found in Lower Canada.

The Library, as a parliamentary archive, illustrates well the function of memory and historical continuity which are necessary to the development and evolution of Rights and Law. It gave the politicians access to documentary sources useful for making comparisons with foreign legislation.

The frequent fires which struck the parliamentary buildings in the XIXth century as well as constitutional upheavals had a negative impact on the evolution of the library. However, many times transformed and renewed since the last century, the Library remains always what it was already in 1802: a centre of information and service for legislators, a documentation base for their political projects, a reminder of the borders imposed by the rules of law and beacon of hope illuminated by book, culture and the spirit.

Fiona Watson
The History of the Ontario Legislative Library

The history and traditions of the Ontario Legislative Library stretch back more than 200 years to the origins of responsible government in Ontario. Its predecessors were the legislative libraries of the Province of Upper Canada (1791-1841) and Province of Canada (1841-1867).

The story of the Legislative Library of the Province of Upper Canada is one of a struggle for existence. Typical of legislative libraries of this period, funding, according to one writer, was "sporadic and meagre." It was not until 1816 that an act appropriated £800 to provide a library for the two houses. This library deteriorated so that 20 years later it contained fewer books than it had in 1816 and was described by a committee of enquiry as practically useless. Finally, in 1837 £1,000 was appropriated for the Library, with an annual sum of £50 for books; there were soon almost 2,000 books in the collection.

By contrast, the Province of Canada period was one of great collection building and commitment to the Library. Still, the Library had to face key challenges: moves among Quebec City, Kingston, Toronto and Montreal as the capital shifted, and devastating fires in 1849 and 1854. Generous donations from other jurisdictions, ambitious book buying trips to Britain and France, and two trips to the U.S. to collect documents and establish an exchange program, helped rebuild the collection. In fact, the 65,000 volumes in place by 1867 were to become the base for the new federal parliamentary library.

Today the resources of the Library are focussed almost exclusively on service to Members. It was not always this way. The Library had come to be freely used by the Civil Service, the legal profession, law students, the teachers of the province (after the Library became part of the Department of Education in 1921), and the general public. Use of the Library by Members became a minor part of the Library's role.

The report of the Ontario Commission on the Legislature 1973 (Camp Commission) marked the beginnings of a dramatic expansion of the library and a refocussing of its resources on Members. The role of Members had begun to change in the 1960s: with longer sessions, increased constituency work, funding for opposition research and caucus support, and the emergence of question period. The Camp Commission analysed what was needed to support a modern and efficient legislature and examined how the participation of private Members could be improved. The Commission recommended that the Library's resources be focussed on Members, that it be substantially expanded, and that research services be created.

In 1976 the Library moved to the newly created Office of the Assembly under the authority of the Speaker, and began an expansion that saw staff numbers rise from 16 in 1976/77 to a high of 93 in 1995. In 1978, a Director of the Legislative Library was appointed and in 1985 the title was changed to Executive Director. Improved services were emphasized with the creation of an Information and Reference Services unit to respond to Members' requests for information. The Library's Legislative Research Service was established in 1979 and began providing policy analysis and research to Members and Committees.

Today the staff of 68 continue to search for ways to serve Members' information and research needs effectively: the Reference and Research branches were recently amalgamated to provide a seamless continuum of services; a broad array of legislative tracking, policy background gateways, organized links, current awareness and other electronic products is delivered to Members on the Assembly Intranet; Web documents are now catalogued and archived on the Library's server; both hard-copy and electronic news clipping services are provided; and an extensive training programme has been developed to help clients most effectively use Library products and services.

Members expect to receive authoritative, non-partisan, and timely information from the Library. The fact that 100 per cent of them currently use the Library is an indication that it meets those expectations.

Margaret F. Murphy
Brève histoire de la Bibliothèque législative de Nouvelle-Écosse

L'histoire de la Bibliothèque législative d'Halifax témoigne non seulement de l'histoire politique de la province, mais elle est aussi un miroir du développement de l'imprimerie et de la bibliothéconomie au Canada. Il existe une forte confiance en la valeur de l'information et dans l'importance de l'accès aux bibliothèques dans les nombreux rapports relatifs à la Bibliothèque depuis 1758, - date de la première session du Parlement de la Nouvelle-Écosse, et date de la première réunion de représentants élus du Canada actuel, - jusqu'à l'établissement de la Bibliothèque en 1862.

De ce bref historique de la Bibliothèque, j'espère que vous garderez une notion des fondements politiques de la Nouvelle Écosse, le recours aux institutions démocratiques, la confiance dans les vigoureux débats et le devoir de conservation des traces documentaires de sa culture et de son histoire. J'espère aussi que vous retiendrez l'originalité des gens qui furent, par le passé, responsables de la Bibliothèque parlementaire, parce que leurs décisions en ont marqué le développement et le genre de services offerts au fil des ans.

Sandra E. Perry
Edith Gostick: Alberta Legislature Librarian 1940 - 1959

Cette communication présente la biographie de Edith Hannah Gostick (1894-1984) et met l'accent sur sa carrière de bibliothécaire provinciale (ou législative) et son impact à la Bibliothèque et en Alberta. Mme Gostick fut la première femme bibliothécaire de l'Assemblée albertaine et, parmi les huit titulaires de ce poste, c'est elle qui l'occupa le plus longtemps. Il faut signaler la carrière parlementaire de Mme Gostick, laquelle fut députée ministérielle d'arrière-ban sous le gouvernement du Crédit Social de William Aberhart. Son expérience parlementaire a joué un rôle important dans son directorat à la Bibliothèque.

Marian J. Powell
Aux origines de la Bibliothèque législative du Saskatchewan, 1886-1927

L'actuelle Bibliothèque législative du Saskatchewan est l'héritière directe de la première et aussi de la plus grande bibliothèque dans les Territoires du Nord-Ouest canadien. Ces vastes étendues de l'Ouest canadien, appelées Terre de Rupert, furent cédées au Canada par le gouvernement britannique en 1870. Jusqu'en 1876, les territoires

furent administrés par le Manitoba, mais il fallait choisir une capitale pour le gouvernement territorial, laquelle devait être située au centre de cette vaste contrée. C'est donc en 1876 que commence l'histoire des pionniers de l'Ouest.

La présente communication traite des premiers développements de la Bibliothèque législative et de ses artisans. Trois figures retiennent l'attention parmi ceux qui, les premiers, ont dirigé les destinées de la Bibliothèque législative des Territoires du Nord-Ouest: John Weston Powers, Bibliothécaire de 1889 à 1891, Kate Simpson-Hayes, greffière responsable de la Bibliothèque de 1891 à 1899 et John Hawkes, bibliothécaire parlementaire du Saskatchewan de 1907 à 1927.

L'importance relative accordée à la Bibliothèque dans les premiers jours du gouvernement territorial du Nord-Ouest apparaît dans la présence du bibliothécaire Henry Fisher en 1888 au sein de la minuscule fonction publique des Territoires comptant alors neuf employés permanents. Les premiers bibliothécaires et greffiers de la Bibliothèque accomplirent un imposant travail pour constituer et loger les collections de la nouvelle Bibliothèque, tout en élaborant les structures administratives du gouvernement du Nord-Ouest. Rappelons que la Bibliothèque a suivi les déménagements de la capitale territoriale entre Livingstone (Swan River Barracks), Battleford et, finalement, Regina.

Le deuxième bibliothécaire, J. W. Powers fit les premiers efforts pour organiser la collection de manière fonctionnelle et dresser un catalogue des livres. C'est lui qui signa le premier rapport sur l'état de la Bibliothèque depuis sa fondation (1889). Kate Simpson-Hayes appartient à une époque plus stable et plus sereine. Pendant huit ans elle fut greffière, responsable de la Bibliothèque. C'est à cette époque que l'Assemblée législative commença à recevoir régulièrement un rapport sur l'état de la Bibliothèque.

Nommé premier bibliothécaire de la nouvelle province du Saskatchewan en 1907 par le gouvernement libéral, John Hawkes fit preuve de vision et d'une grande disponibilité au cours des 20 années où il occupa sa fonction. Non seulement il aménagea la Bibliothèque dans un édifice permanent et développa des collections et des services, mais il créa de plus un service de bibliobus pour les régions rurales et mit sur pied le service provincial des archives.

Joan A. Barton
La Bibliothèque législative de Colombie Britannique : marquée par son passé

Depuis l'époque de la traite des fourrures, les Britanno-colombiens ont une solide tradition dans le domaine de la lecture. Les efforts pour établir des collections de bibliothèques remontent aux premières activités des pionniers. D'autre part, étant donné la nature du système parlementaire britannique, avec ses références au règlement, aux précédents, aux citations, à la loi et à la tradition, il était naturel que les bibliothèques se soient développées comme la législation et la vie politique.

La colonie de la couronne sur l'île de Vancouver, où la Compagnie de la Baie d'Hudson avait son poste de traite le plus occidental, a rapidement fondé une bibliothèque à l'usage de la Chambre d'assemblée. Elle devint rapidement plus qu'un service destiné aux législateurs et se développa comme une grande bibliothèque au rythme de la province. Jusque dans les années 1950, la Bibliothèque dépassa le mandat d'une bibliothèque législative et servit de catalyseur à tout le réseau documentaire.

Aujourd'hui, la Bibliothèque consacre en priorité ses efforts aux besoins de l'Assemblée mais il reste des relents de son dynamique passé. De son magnifique édifice de style victorien, choisi par les hommes politiques du XIX^{e} siècle pour témoigner de la force et du potentiel de la plus occidentale des provinces canadiennes, la Bibliothèque doit encore composer avec l'image d'une institution « ayant de tout pour tous ». Elle fait cependant les efforts nécessaires pour consacrer ses ressources à sa véritable clientèle : les membres de l'Assemblée législative.

Ross Gordon
L'histoire architecturale de la Bibliothèque du Parlement

En février 2001, nous avons célébré le 125^{e} anniversaire de l'inauguration du magnifique édifice de la Bibliothèque du Parlement. En même temps, on a annoncé sa fermeture prochaine pour une rénovation complète durant les trois ou quatre prochaines années. Lors de l'incendie du Parlement du Canada en 1916, la Bibliothèque fut épargnée, grâce à l'intervention rapide des employés qui refermèrent les portes de métal séparant l'édifice des autres bâtiments. Toutefois la Bibliothèque perdit 20 000 volumes dont un ensemble de précieuses bibles polyglottes. Ces volumes se trouvaient dans les salles de lecture de la Chambre des communes et du Sénat.

L'édifice, qui est l'un des plus anciens de la colline Parlementaire, a besoin de travaux minutieux. C'est pourquoi il fut fermé en août et rouvrira en 2004 après une restauration qui coûtera 83 millions de dollars.

L'origine de la Bibliothèque remonte au XVIII^{e} siècle lors de la fondation des bibliothèques parlementaires du Bas et du Haut-Canada. Les collections de ces deux bibliothèques furent fusionnées en 1841 pour devenir la Bibliothèque parlementaire de la Province du Canada. Les livres furent alors transportés sur des barges ou des chariots, d'une ville à l'autre, vu que la capitale du Canada-Uni se promena huit fois entre Montréal, Kingston et Québec. Malheureusement, la collection subit des dommages lors des déménagements et lors des incendies. En effet, les anciennes bibliothèques furent incendiées plusieurs fois : en 1813 (par les Américains à York), en 1842, en 1849 et en 1854. Le pire désastre eut lieu le 25 avril 1849, quand la populace mit le feu aux édifices du Parlement alors situé à Montréal.

En 1859, quand on envisagea la construction d'un nouveau parlement à Ottawa, le comité conjoint de la Bibliothèque demanda que « les bibliothécaires soient consultés sur les plans de la construction et les aménagements intérieurs de l'édifice de la Bibliothèque ». Le premier responsable de la Bibliothèque parlementaire et sans doute le plus grand, Alpheus Todd, qui entra au service de la Bibliothèque dès l'âge de 15 ans, et qui avait préservé la collection durant toutes ces années de vicissitudes, voulut avoir son mot à dire. Il exigea la construction d'un édifice à l'épreuve du feu. Ainsi, ce fut le premier édifice canadien construit spécialement pour devenir une bibliothèque. Auparavant un édifice ordinaire était utilisé pour loger les livres. (Jusqu'en 1882, la Bibliothèque partagea son espace avec la Cour suprême). Todd avait voulu que l'édifice permette d'accueillir éventuellement 200 000 volumes et puisse loger un bibliothécaire. Vu les nombreux incendies antérieurs, il semblait raisonnable d'avoir un gardien sur place.

Todd présenta des plans détaillés au directeur des Travaux publics, il émit l'idée de l'adoption d'une forme « circulaire ou polygonale, de telle façon que la plus grande partie du contenu de la Bibliothèque puisse être vue d'un seul coup d'œil. » Il suggéra même les matériaux devant être employés dans la construction et l'emplacement des cheminées et des appareils de chauffage à air chaud.

Ainsi, la Bibliothèque fut construite selon les critères architecturaux les plus modernes, rapportés par Todd de ses missions récentes à Londres, Paris et New York. Il s'inspira de la nouvelle salle de lecture du British Museum (construite en 1855) et de l'Astor Library à New York (ouverte en 1854). Mentionnons aussi que le député français Benjamin Delessert avait proposé, en 1835, un édifice circulaire lors de la reconstruction de la Bibliothèque royale, à Paris. Même si le projet ne fut jamais réalisé, il était bien connu.

Richard Paré
Histoire de la Bibliothèque du Parlement

La Bibliothèque du Parlement fédéral canadien a ses origines dans les bibliothèques mises sur pied au début des institutions parlementaires. Mais il fallut beaucoup de temps avant que leurs collections soient regroupées et avant qu'on lui fixe des locaux permanents. L'architecture de la Bibliothèque bâtie entre 1860 et 1876 est un chef-d'œuvre inspiré de la salle de lecture du British Museum de Londres. Depuis sa construction le bâtiment a connu quelques avaries et on a dû y faire de nombreux travaux de rénovation. La Bibliothèque s'est agrandie et on y a intégré les techniques contemporaines.

Achevé d'imprimer en novembre 2003
Presses de l'Assemblée nationale du Québec
Québec